

Le Règlement des Dettes Moratoriées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 16 Juin 1921

PAR

Louis ROPERS

Président : M. WAHL.

Suffragants : M. HÉMARD.

M. RIPERT.

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

LE RÈGLEMENT
DES DETTES MORATORIÉES

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Règlement des Dettes Moratoriées

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 16 Juin 1921

PAR

Louis ROPERS



Président : M. WAHL.

Suffragants : M. HÉMARD.

M. RIPERT.

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVERTISSEMENT

Cette étude comprend quatre parties, qui ont pour objet :

- 1° Les origines de la loi du 27 décembre 1920 ;
 - 2° Le commentaire même de cette loi ;
 - 3° Celui du décret du 28 décembre 1920 ;
 - 4° L'étude comparée du régime institué, par la loi du 27 décembre 1920, pour les débiteurs qui ont bénéficié du moratoire des échéances, et de la situation faite à d'autres catégories de débiteurs par d'autres lois.
-



PREMIÈRE PARTIE

Les origines de la loi du 27 décembre 1920

1. — Dans cette partie de notre étude, nous exposerons les origines médiatees et immédiates de la loi du 27 décembre 1920, c'est-à-dire :

1° Les précédents dont s'est inspiré l'auteur des décrets moratoires de la guerre et la législation dont il a fait application ;

2° Les mesures établies par ces décrets et la situation qui en est résultée ;

3° Les travaux législatifs qui ont abouti au vote de la loi du 27 décembre 1920.

CHAPITRE PREMIER

Les moratoires antérieurs à la guerre de 1914

2. — Les guerres ou les troubles politiques entraînent le plus souvent la mise en vigueur de mesures destinées à éviter aux débiteurs l'exécution par justice de celles de leurs obli-

gations dont l'accomplissement est rendu en fait impossible par les circonstances.

C'est la justification suffisante des moratoires de la guerre de 1914-1919 en général et spécialement de celui relatif aux échéances des valeurs négociables et autres dettes assimilées.

Des précédents précis et nombreux guidaient d'ailleurs le Gouvernement en cette matière.

Rappelons-en quelques-uns.

Le 27 janvier 1814, le Conseil d'Etat émettait « l'avis que l'exception tirée de la force majeure est applicable au cas de l'invasion de l'ennemi et des événements de guerre, pour relever le porteur de lettres de changes et de billets à ordre de la déchéance prononcée par le Code de commerce, à défaut de protêt à l'échéance et de dénonciation aux tireurs et endosseurs dans les délais, et que l'application, selon les cas et circonstances, appartient à la prudence des juges » (DUVERGIER, p. 413). C'était en somme l'application du droit commun.

Avec l'arrêté de la Commission municipale de Paris du 31 juillet 1830, nous entrons dans le domaine des dispositions réglementaires. Cet arrêté était ainsi conçu : « Art. 1^{er} : — Les échéances des effets de commerce payables à Paris depuis le 26 juillet jusqu'au 15 août inclusivement seront prorogés de dix jours, de manière que les effets échus le 26 juillet ne soient payables qu'au 5 août et ainsi de suite. Art. 2 : — Tous protêts, recours en garantie et prescription des effets de commerce mentionnés à l'art. 1^{er} sont également suspendus ». L'arrêté portait les motifs ci-après : « Attendu que, depuis le 26 juillet, la circulation des correspondances et effets de com-

merce a été suspendue par force majeure ; que depuis le 28 juillet le Tribunal de commerce a suspendu ses audiences ; que les citoyens, appelés à la défense commune, ont dû forcément suspendre le cours de leurs affaires et de leurs paiements » (DUVERGIER, p. 82).

En 1848, après la révolution de février et à la suite de l'insurrection de juin, des mesures analogues furent prises. Des décrets des 26, 28 février, 6 mars, 4 et 18 avril, 25 et 26 juin 1848 prorogèrent, par des motifs rigoureusement conformes en leurs termes à ceux ci-dessus rappelés, les échéances des effets de commerce et accordèrent des délais pour les protêts et les poursuites.

3. — La loi du 13 août 1870 a, dans les circonstances que l'on sait, édicté à nouveau cette dernière mesure.

Ses dispositions furent maintenues par des décrets du Gouvernement de la Défense nationale en date des 10, 13 septembre, 11 octobre, 10 novembre, 12 décembre 1870, 12, 27 janvier, 9 février 1871, et de la Délégation établie à Tours, puis à Bordeaux, des 3 octobre, 5 et 14 novembre, 9 décembre 1870, 8 janvier 1871, et enfin par des lois de l'Assemblée nationale des 10, 24 mars, 26 avril, 4 juillet 1871.

Le vote de la loi du 13 août 1870 donna lieu à une intéressante discussion touchant le point de savoir si le législateur devait proroger les échéances, comme l'avait fait l'auteur des décrets de 1830 et 1848, ou se borner à suspendre les protêts et les poursuites. Pour écarter le premier système, M. Mathieu, rapporteur au Corps Législatif, fit valoir une double objection : « D'une part, reculer d'un mois les

échéances, c'était, pendant ce laps de temps, supprimer toute espèce de recette..., ce serait la vie commerciale complètement arrêtée ». D'autre part, « la France pourrait-elle continuer ses transactions avec l'étranger si on disait qu'en France tous les paiements sont suspendus » ? « Le protêt, concluait le rapporteur, est considéré comme un acte entachant l'honneur commercial ; nous devons le proscrire quand nous savons que le débiteur est victime d'événements malheureux et qu'il a abandonné ses affaires pour défendre sa patrie. » Mais « nous estimons que tous les négociants qui auront la possibilité de payer feront honneur à leur signature, et c'est le plus grand nombre qui est dans ce cas » (DUVERGIER, p. 286). (1)

Ce système souleva de vives protestations. Certains membres du Corps Législatif estimaient que la prorogation des échéances était une mesure nécessaire, parce que grâce à elle le débiteur ne serait pas tenu d'exécuter un engagement *non échu* et ne se trouverait pas ainsi dans l'état de suspension de paiement, possible avec la simple prorogation des délais du protêt ; ils exprimèrent la crainte qu'on pût se prévaloir de cette cessation de paiement pour provoquer une déclaration de faillite.

Le rapporteur déclara que « l'esprit de la loi répondait suffisamment aux craintes ainsi conçues » et qu'au surplus il était impossible d'insérer « dans la loi la prohibition de déclarer la faillite et d'empêcher les Tribunaux de commerce d'apprécier les cas de mauvaise foi, en déclarant à l'avance que le commerçant ne pourra être mis en faillite ».

Quoi qu'il en soit, le système proposé par le rapporteur fut

(1) Cf. *infra*, n^{os} 3 et 170.

admis par la loi. Mais il devait être bientôt abandonné par la Délégation de Tours et de Bordeaux, qui, par ses décrets des 5 novembre 1870 et 8 janvier 1871, prorogea les échéances et non les délais du protêt.

Au cours de la discussion de la même loi, M. Dalloz demanda que le bénéfice des dispositions envisagées fut étendu aux matières civiles. Mais il lui fut objecté que « les matières civiles et commerciales ne doivent pas être assimilées ; que les contestations qu'elles peuvent faire naître sont portées devant des juridictions différentes ; que devant les Tribunaux civils, il y a nécessité d'observer des formes et des délais, qui offrent aux débiteurs autant de ressources que la loi actuelle en accorde aux obligés par des engagements commerciaux ; qu'enfin les juges sont armés par l'art. 1244 du Code civil d'un pouvoir discrétionnaire que n'ont pas les juges de commerce pour accorder aux débiteurs les délais qui peuvent leur être nécessaires ». (1)

La loi du 13 août 1870 portait, au reste, en son article 2, une disposition aux termes de laquelle aucune poursuite ne pourrait être exercée, pendant la durée de la guerre, contre les citoyens appelés au service militaire... et les gardes mobiles présents sous les drapeaux. »

4. — Lors du vote par l'Assemblée nationale de la loi du 10 mars 1871 qui accordait une nouvelle prorogation des échéances des effets de commerce, le rapporteur, M. Gouin, appréciait sévèrement : « les désordres apportés dans les

(1) DUVERGIER, p. 287.

transactions commerciales par la loi du 13 août 1870 et par les décrets qui se sont succédés jusqu'au 9 février 1871 ». Il les expliquait ainsi : « Alors que le débiteur par billet à ordre « ou par acceptation était légalement autorisé à ne pas payer, « le porteur à qui cette rentrée faisait défaut n'en restait pas « moins sous le coup des demandes de son créancier par « compte. Les prorogations successives rendaient la présenta- « tion des effets à peu près inutile. Ainsi la négociation des « valeurs commerciales devenait presque impossible. Les indus- « triels, obligés de payer comptant leurs ouvriers, ne trou- « vaient plus à escompter les valeurs dont la rentrée semblait « indéfiniment ajournée. Un grand nombre des meilleurs débi- « teurs profitaient des délais accordés. En province, dans les « petites localités surtout, le débiteur, bien qu'ayant en « caisse le numéraire destiné à faire face à ses engagements, « préférait jouir des délais tout en payant l'intérêt de retard, « dans la triste prévision, qui heureusement ne s'est pas « réalisée, de voir l'or et l'argent augmenter de valeur par « la dépréciation du billet de banque. De là une raréfaction « de numéraire qui ajoutait encore aux difficultés de la situa- « tion ; dans les villes un peu plus importantes, le débiteur « avait un emploi plus fructueux de son capital et laissait ses « billets en souffrance pour se livrer à des opérations nou- « velles. » (D., 1871, 4, p. 30).

M. Gouin concluait, il est vrai, en demandant à l'Assemblée Nationale de voter une nouvelle prorogation, *qui devait être la dernière*, en vue d'« éviter des désastres commerciaux ».

Cette prorogation fut malheureusement, ainsi qu'on l'a vu, plusieurs fois renouvelée, sans doute dans une certaine mesure

à raison de la Commune, à la suite de laquelle intervinrent les lois précitées des 26 avril et 4 juillet 1871, qui prorogèrent encore les échéances des effets payables dans le département de la Seine. Mais, comme le remarque M. le Professeur Wahl (*Le Droit Civil et Commercial de la guerre*, t. 3, n° 2587, p. 622), la Commune ne fut pas la cause unique des prorogations nouvelles qui furent applicables sur tout le territoire.

L'expérience de 1870-1871 comporte donc sans doute cet enseignement qu'au cas de crise grave un premier moratoire en nécessite une série d'autres et que les suspensions de paiement ainsi édictées sont inévitablement généralisées et renouvelées, favorisant le mauvais vouloir ou les manœuvres spéculatives de certains débiteurs de mauvaise foi, au point de créer parfois des désordres qui peuvent paraître presque aussi graves que ceux qu'on voulait prévenir. Mais elle n'a pas révélé d'autre moyen de soustraire aux rigueurs de l'exécution forcée les débiteurs qui subissent l'invasion ou qui accomplissent leur devoir patriotique.

Certaines circonstances ultérieures ont même démontré que la suspension légale des échéances pouvait être une nécessité, dans des crises moins caractérisées.

5.^o — Les inondations subies par la région parisienne en 1910 ont en effet été l'occasion de la promulgation de dispositions législatives d'un caractère général et permanent, qui seront désormais applicables « dans le cas de mobilisation de l'armée, de fléau ou de calamité publique, d'interruption des services publics » (Loi du 27 janv. 1910, art. 1^{er}).

La loi du 27 janvier 1910 reproduit, en lui donnant seule-

ment le caractère de généralité et de permanence que nous venons d'indiquer, le système institué par la loi du 13 août 1870. Elle prévoit la prorogation, dans les éventualités ci-dessus, par décret rendu en Conseil des Ministres et pour tout ou partie du territoire, « des délais dans lesquels doivent être faits les protêts et les autres actes destinés à conserver les recours pour toutes les valeurs négociables ».

La loi du 24 décembre 1910 est venue compléter la précédente par une disposition aux termes de laquelle « dans les mêmes circonstances et sous les mêmes conditions, les échéances des valeurs négociables pourront être prorogées ».

Ainsi le système de la loi du 13 août 1870 et celui des décrets des 5 novembre 1870 et 8 janvier 1871 se trouvent désormais simultanément applicables.

CHAPITRE II

Le moratoire de la guerre 1914-1919

SECTION I

Textes relatifs à la prorogation des échéances

6. — A la date du 31 juillet 1914, c'est-à-dire deux jours avant la mobilisation générale, intervenait, en application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, un décret prorogeant de 30 jours francs : 1° les délais dans lesquels devaient être

faits les protêts et les autres actes destinés à conserver les recours pour toutes valeurs négociables souscrites antérieurement au 1^{er} août 1914, échues depuis cette date, ou venant à échéance avant le 15 août ; 2° l'échéance des valeurs négociables survenue avant cette dernière date.

Un décret du 1^{er} août rendit la même prorogation applicable « à la délivrance des dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les banques et établissements de crédit ou de dépôt » — sous réserve de la faculté pour le créancier d'effectuer le retrait de toute somme inférieure ou égale à 250 francs et 5 % du surplus ; — et « au remboursement des bons ou contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, à terme fixe ou stipulés remboursables au gré du titulaire ou du porteur ».

Un décret du 5 août (art. 1^{er}) substitua, sur les réclamations des commerçants, la date du 31 juillet à celle du 1^{er} août, comme point de départ des échéances prorogées, et cette disposition fut maintenue par le décret du 9 août (art. 1^{er}, § 1^{er}), dont l'article 7 abrogeait les deux décrets susdatés.

La raison d'être de ce décret du 9 août était de régulariser, ainsi que le permettait désormais une loi du 5 août 1914, les dispositions légalement contestables antérieurement intervenues.

La loi du 5 août 1914 donnait en effet, à cet égard, au Gouvernement les pouvoirs les plus larges. Celui-ci était autorisé, par l'article 2 de cette loi, « à prendre dans l'intérêt général, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, par décret en Conseil des Ministres,

toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles ».

D'autre part, la même loi assimilait aux « valeurs négociables, pour l'application des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, les chèques reçus ou tous autres instruments établis en vue de constater, soit la délivrance de dépôts espèces ou de soldes créditeurs de comptes courants dans les banques et établissements de crédits ou de dépôts, soit le remboursement des bons ou contrats d'assurances, de capitalisation ou d'épargne, à terme fixe ou stipulés remboursables au gré du titulaire ou du porteur ».

Ainsi se trouvaient légalement justifiées les prorogations concernant ces dettes et qui ne rentraient pas, en principe, dans les prévisions des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, en application desquelles elles avaient été édictées.

Le décret susvisé du 9 août prorogeait, pour une période de 30 jours francs, l'échéance des valeurs négociables échues depuis le 31 juillet 1914 inclusivement ou venant à échéance avant le 1^{er} septembre 1914. Il accordait la même prorogation pour le paiement des fournitures de marchandises faites entre commerçants, antérieurement au 4 août 1914 et de toutes sommes dues avec ou sans échéance à raison d'avances faites antérieurement au 1^{er} août 1914 en compte ou à découvert ; pour le remboursement de toutes avances faites antérieurement à la même date sur des titres de valeurs mobilières ou sur effets de commerce, ou garanties par ces titres ou effets ; pour la délivrance des dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les banques ou établissements de crédit ou de dépôts — sous les réserves déjà formulées au décret du

1^{er} août 1914 ; pour le remboursement des bons ou contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, à terme fixe ou stipulés remboursables au gré du porteur ou du titulaire.

Ce décret prorogeait expressément non plus le délai de protêt, mais l'échéance elle-même, en vue de donner satisfaction aux réclamations des commerçants qui se plaignaient que, dans l'application faite du décret du 31 juillet 1914, le délai de protêt étant seul tenu pour prorogé, la présentation qui leur était faite de l'effet les mettait dans l'obligation de déclarer leur impossibilité de payer (V. WAHL, *ouvr. cit.*, t. 3, n° 2586, p. 621). (1)

Le 29 août, nouveau décret de prorogation de 30 jours, pour les échéances antérieures au 1^{er} octobre 1914, qui rappelle les différentes catégories de dettes moratoriées et y ajoute les ouvertures de crédit.

Ce décret admit que le retrait des dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants pourrait être effectué non seulement dans les termes du décret du 9 août, mais en outre par des commerçants, industriels, agriculteurs, pour le paiement soit de leurs ouvriers et employés, soit des matières premières, soit du fret maritime ou fluvial ou du prix des transports par terre, et par les Sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 7 juillet 1900, ainsi que les Sociétés ou Associations officiellement autorisées à prêter leur concours au service de santé des armées de terre et de mer.

Le décret du 29 août 1914 contenait encore (art. 6) deux ordres de dispositions intéressantes. D'une part, il décidait

(1) V. n° 3 et 170.

que la prorogation avait un caractère facultatif pour le débiteur ; d'autre part, il portait que ses bénéficiaires seraient redevables de plein droit d'un intérêt.

Le moratoire fut renouvelé pour des périodes de 30 jours francs, par le décret du 27 septembre 1914, et de 60 jours francs, par celui du 27 octobre 1914.

Ce dernier décret tenta, mais vainement, un retour au droit commun. Aux termes de son article 2, le porteur de l'effet prorogé était, en effet, autorisé à titre transitoire, à en réclamer le paiement, pour tout ou partie, au débiteur principal, pendant les trente derniers jours du délai de prorogation. Le défaut de paiement à présentation devait être constaté par lettre recommandée avec avis de réception, et 15 jours francs après cet avis, l'action pouvait être exercée sans protêt préalable, mais seulement avec la permission du président du tribunal civil, qui statuait sans frais après avis adressé au débiteur par les soins du greffier.

Cette tentative de suppression du moratoire n'eut pas de lendemain. Des prorogations successives furent en effet édictées : de 60 jours francs, par les décrets des 15 décembre 1914, 25 février 1915 ; 90 jours francs, par les décrets des 15 avril, 24 juin 1915 ; de 60 jours francs, par le décret du 16 octobre 1915 ; de 90 jours francs, par les décrets des 23 décembre 1915, 18 mars, 23 juin, 19 septembre, 19 décembre 1916, 17 mars 1917, 19 juin 1917, 25 septembre, 27 décembre 1917, 29 mars, 26 juin, 21 septembre, 29 décembre 1918, 25 et 30 mars, 25 juin, 20 septembre, 18 décembre 1919, 23 mars, 25 juin et 18 septembre 1920.

SECTION II

Mesures restrictives du moratorium

7. — Cependant le champ d'application du moratorium des échéances était allé se resserrant de plus en plus.

1° Tout d'abord, celui-ci avait été rendu plus étroit *ratione materiae*.

C'est ainsi que la prorogation de délai accordée par l'article 7 du décret du 29 août 1914 pour le remboursement des bons ou contrats d'assurance ne fut pas renouvelée par le décret du 27 septembre 1914, ni par les décrets postérieurs. Elle fit désormais l'objet de décrets distincts, de sorte que cette matière ne rentre plus dans le cadre de notre loi.

D'après M. René Lefebvre, rapporteur à la Chambre de la loi du 27 décembre 1920, il en aurait été de même du moratoire des dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les Banques (V. rapport n° 655, 1920, p. 4, note 1). Mais il ne nous semble pas que cette prétérition ait eu lieu. L'article 1^{er} des décrets postérieurs à celui du 29 août 1914 est toujours ainsi conçu : « les délais accordés par les articles 1^{er}, 2, 3 et 4 du décret du 29 août 1914 sont prorogés ... pour une nouvelle période. » Or, l'article 4 du décret du 29 août 1914 portait la disposition ci-après : « Un nouveau délai de 30 jours francs, à dater du 1^{er} septembre 1914, est accordé pour la délivrance notamment contre reçu, contre chèque présenté par le tireur lui-même, contre lettre de crédit, des dépôts espèces et soldes créditeurs des comptes courants dans les banques ou établissements de crédit ou de dépôts ». Le moratorium dont s'agit a donc été maintenu

légalement jusqu'au 1^{er} janvier 1921 (V. rapport de M. DECROZE, 1920, n° 367, p. 7).

Mais un décret du 10 juillet 1920 a mis fin au moratorium en ce qui concerne les demandes de réalisation d'ouvertures de crédit.

8. — 2° Le domaine d'application du moratorium s'était également rétréci *ratione personae*.

Le bénéfice du moratoire avait été successivement retiré :

1° Aux débiteurs de sommes payables aux colonies (décret 13 juin 1915) ;

2° Aux fournisseurs de guerre de l'Etat français ou des Etats alliés, soit à titre principal, soit comme sous-traitants, ainsi qu'aux débiteurs fournissant à ces personnes des matières brutes, ouvrées ou mi-ouvrées, ou coopérant pour partie à la fabrication (décret 23 décembre 1915) ;

3° Aux débiteurs de sommes dues à raison d'effets de commerce, de fournitures de marchandises, d'avances, de dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants, payables ou remboursables en Algérie (décrets 20 mars et 25 juillet 1916), à l'exception des débiteurs présents sous les drapeaux, renvoyés dans leurs foyers pour blessures ou maladies, des héritiers de ceux-ci, à raison des obligations contractées par leurs auteurs, et des sociétés en nom collectif ou en commandite simple dont tous les associés ou gérants étaient présents sous les drapeaux.

4° Aux débiteurs qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1916 (décret 27 décembre 1917, art. 5) ;

5° Aux débiteurs non commerçants de valeurs négociables (sauf les mobilisés ou leurs héritiers et les débiteurs d'effets payables dans les régions envahies ou atteintes par les hostilités) (décret 21 septembre 1918, art. 5). La situation de ceux-ci fut réglée à cet égard par le décret du 24 septembre 1918 (art. 9), dont l'article 2 prorogeait de cinquante-trois mois, date pour daté, à partir du jour de leur échéance originaire, l'échéance des valeurs négociables, par eux souscrites, sous réserve de la concession possible de délais supplémentaires par le juge. Le moratoire subsistait toutefois en ce qui concerne cette catégorie de débiteurs pour toutes dettes moratoriées autres que les effets négociables (art. 8), telles que notamment avances sur titres, dépôts espèces, etc... ; -

6° Aux débiteurs commerçants, tant en ce qui concerne les effets négociables que les sommes dues pour marchandises, avances en compte ou à découvert, ou sur valeurs mobilières ou effets de commerce (décret 29 décembre 1918).

Le décret du 29 décembre 1918 a résolu, avec délai de cinquante-six mois, la liquidation du moratorium pour ces débiteurs, exception faite : 1° des débiteurs mobilisés qui ne tombaient pas sous l'application de la loi du 26 juillet 1918 modifiant et complétant les dispositions de la loi du 5 août 1914 en ce qui concerne l'exception de mobilisation (1) ;

(1) La loi du 26 Juillet 1918 a modifié comme suit l'article 4 de la loi du 5 Août 1914 qui interdisait tous actes de poursuite ou d'exécution contre les citoyens présents sous les drapeaux. D'une part, elle a rendu ces actes possibles pour motifs exceptionnels et sur autorisation spéciale du président du Tribunal civil, mais seulement contre les citoyens mobilisés résidant en vertu d'une affectation sans limitation de durée dans la zone de l'intérieur (Art. 4 nouveau, § 2) ; d'autre part, elle a décidé que « les mobilisés qui, personnellement ou par autrui, auraient

2° des débiteurs démobilisés depuis le 1^{er} octobre 1918 qui se trouvent dans le même cas ; 3° des débiteurs mobilisés qui ont depuis le 1^{er} août 1914 été renvoyés dans leurs foyers pour blessures ou maladies ainsi que, en cas de décès, les héritiers de ceux-ci à raison des obligations contractées par leurs auteurs ; 4° des sociétés en nom collectif dont tous les associés et les sociétés en commandite simple dont tous les gérants sont mobilisés ou ont été démobilisés depuis le 1^{er} octobre 1918, lorsqu'ils n'ont pas renoncé à l'exception de mobilisation ; 5° des débiteurs domiciliés dans les territoires qui ont été envahis ou particulièrement atteints par les hostilités (art. II).

Cette énumération était plus précise que celle par laquelle les décrets du 21 septembre 1918 (art. 5) et 24 septembre 1918 (art. 9) maintenaient le moratorium au profit de certaines catégories de débiteurs non commerçants. Elle a été rendue encore plus large par le décret du 30 mars 1919 dont l'article 1^{er} déclare la prorogation applicable : 1° aux débiteurs qui sont ou ont été mobilisés ; 2° aux héritiers de ceux-ci, à raison des obligations contractées par leurs auteurs ; 3° aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite simple dont tous les gérants sont ou ont été mobilisés ; 4° aux débiteurs domiciliés dans les terri-

continué ou repris, depuis la mobilisation, une exploitation commerciale ou industrielle, ou auraient pris eux-mêmes l'initiative d'actes de poursuite ou d'exécution » « seraient présumés avoir renoncé à se prévaloir de l'immunité édictée » par la loi du 5 Août 1914.

Certains décrets, dont celui du 29 Décembre 1918, ont momentanément exclu du bénéfice du moratoire les débiteurs visés par la loi du 26 Juillet 1918. Mais cette exclusion n'a pas été maintenue. (V. décrets 30 Mars 1919 et suiv.). Il n'y a donc pas lieu d'en tenir compte pour l'application de la loi du 27 Décembre 1920 (V. n° 36, note).

toires qui ont été envahis ou particulièrement atteints par les hostilités et qui sont énumérés dans la liste annexée à ce décret.

Ce sont là les catégories de débiteurs qui se sont trouvées placées jusqu'à la fin sous le régime du moratoire et pour lesquelles doivent produire effet les dispositions des loi et décret des 27 et 28 décembre 1920.

Le système de liquidation généralement institué par les différents décrets susvisés s'analyse de la manière suivante :

La dette devenait exigible, ainsi qu'on l'a vu, à l'expiration d'un délai de prorogation d'un certain nombre de mois calculé, date pour date, à compter du jour de l'échéance originale.

Toutefois, au cas de non paiement, aucun protêt ne pouvait être dressé. L'application des articles 161 à 172 demeurait provisoirement suspendue ; le défaut de paiement devait être constaté par une lettre recommandée adressée par le porteur au débiteur avec avis de réception.

Pendant les trente derniers jours précédant l'échéance, le débiteur pouvait solliciter des délais supplémentaires du président du tribunal compétent (v. notamment art. 5 décret 24 septembre 1918) ; il pouvait aussi bien solliciter ces délais après la présentation de l'effet négociable, si le porteur ne s'était fait connaître à lui avant l'échéance, et tant que celui-ci n'avait pas exercé de poursuites.

Ces poursuites ne pouvaient en aucun cas être intentées que dix jours francs après l'avis de réception de la lettre recommandée constatant le défaut de paiement ; elles devaient être autorisées par le président du tribunal, sauf le cas de refus antérieur d'un délai par ce magistrat ou d'expiration du délai accordé.

Le défaut de poursuites, dans le cas où il eut pû en être exercé, n'était d'ailleurs pas de nature à engager la responsabilité du porteur envers les garants.

Le tribunal une fois saisi pouvait encore, par dérogation à l'article 157 du Code de commerce, accorder des délais pour le paiement.

SECTION III

Intérêts des dettes moratoriées

9. — Les débiteurs de dettes moratoriées étaient redevables de plein droit (art. 6 susvisé du décret du 29 août 1914) d'un intérêt calculé de la manière suivante :

1° A 5 % pour les valeurs négociables et les fournitures de marchandises ;

2° Au taux appliqué par la Banque de France, en ce qui concerne les avances sur titres (sous réserve de l'application d'un taux plus élevé résultant de la convention des parties), pour les avances en compte ou à découvert, et celles sur titres de valeurs mobilières et sur effets de commerce ou garanties par ces titres ou effets ;

3° Au taux de 3 %, pour les dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les banques ou établissements de crédit ou de dépôts, mais seulement en ce qui concerne la portion indisponible du dépôt ou du solde du compte.

9-1. — Ces dispositions soulevaient plusieurs questions de principe fort délicates.

Tout d'abord, la délégation donnée au gouvernement par la

loi du 5 août 1914 l'autorisait-elle à édicter cette mesure en ce qui concerne les intérêts moratoires ?

La négative a été soutenue par M. le député Sixte-Quenin qui a demandé à la séance de la Chambre du 9 juillet 1915 (*J. Of.* 10 déc., Ch. dép., p. 1112) (1) « que la nécessité d'une mise en demeure fut reconnue ». Le Ministre des Finances fit la réponse suivante : En fait « il serait immoral que le débiteur d'un effet de commerce, qui a acheté une marchandise qu'il a revendue, qui a fait des bénéfices avec cet argent, ne tînt pas compte des intérêts au tireur, qui est aussi intéressant que lui et qui serait privé des intérêts pendant la guerre. » En droit, les décrets avaient « force législative ».

Comme le remarque M. le professeur Wahl dans son *Traité précité du Droit civil et commercial de la guerre* (t. 3, p. 647), c'est résoudre « par la question » la question juridique ainsi posée. Le décret du 29 août 1914 n'est légal que s'il a été pris dans les limites de la délégation formulée par la loi du 5 août, laquelle avait seulement pour effet de permettre au pouvoir exécutif de faciliter l'exécution ou de suspendre les effets des obligations. Or, on peut estimer, avec M. le professeur Wahl, que faire courir l'intérêt de dettes moratoriées de plein droit, sans mise en demeure, contrairement aux dispositions de l'article 1153 du Code civil, ce n'est plus « suspendre l'effet » de ces dettes, mais au contraire leur faire produire effet. « Par cela même qu'un décret suspend une obligation, il en éloigne l'exigibilité. Des intérêts moratoires ne peuvent

(1) V. *Contra Trib. civ. Guelma*, 3 oct. 1917 (*Journ. trib. Alger*, 13 janv. 1918).

courir avant l'exigibilité. D'une part, la mise en demeure qui est une invitation de payer, n'est évidemment légitime qu'après l'arrivée du terme. D'autre part, les lois auxquelles fait allusion l'article 1153 lui-même et qui font courir de plein droit les intérêts ne les font jamais courir avant que les dettes ne soient exigibles. Donc les décrets qui, tout en ajournant l'exigibilité des dettes, font courir les intérêts avant l'échéance nouvelle qu'ils fixent, excèdent la délégation accordée au pouvoir exécutif et ne rentrent aucunement dans les termes de l'article 1153 ».

Il nous paraît donc peu discutable que l'article 6 du décret du 29 août 1914 soit en contradiction avec l'article 1153 C. civ. Mais peut-être peut-on contester qu'il soit entaché d'excès de pouvoir. La loi du 5 août 1914 autorisait le pouvoir exécutif « à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations ». On remarquera par suite que cette délégation était conçue dans les termes les plus larges tant en ce qui concerne son objet que les moyens qui pouvaient être employés par le gouvernement pour le réaliser. Celui-ci n'était pas seulement autorisé à suspendre les effets des obligations, mais aussi à faciliter leur exécution. Il devait manifestement s'efforcer, à cet égard, d'assurer le respect de tous les intérêts légitimes en présence, et dès lors suspendre l'exécution de certaines obligations lorsqu'un intérêt commercial d'ordre public ou celui de la défense nationale le commandaient, mais aussi faire produire effet aux conventions d'où dérivait ces obligations, lorsque cette exécution était conforme aux mêmes intérêts et à l'équité. En d'autres termes, le pouvoir exécutif pouvait, en s'inspirant

du seul point de vue de l'opportunité, soit accorder un terme au débiteur, soit le tenir pour en demeure, et de même conjuguer ces deux mesures relativement à la même obligation. Ceci est évidemment contraire à toutes les règles de notre droit civil. Mais la délégation du 5 août eut été sans objet si elle avait seulement autorisé le gouvernement à appliquer les articles de notre Code civil. Sa raison d'être était précisément de lui permettre de s'en écarter en cas de besoin. Il pouvait alors « prendre toutes les mesures nécessaires », si peu juridiques fussent-elles. (1)

De quelque manière qu'on envisage la question, on doit d'ailleurs, semble-t-il, reconnaître que cette mesure pouvait être critiquée à un double point de vue.

En premier lieu, suivant l'observation formulée par M. le député Sixte Quenin, dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi que nous analyserons plus loin, les commerçants, empêchés par suite du moratorium de retirer des banques les fonds qu'ils y avaient déposés, ne recevaient de celles-ci pour ces dépôts qu'un intérêt de 3 % (art. 6, n° 4, décret 29 août

(1) Cf. C. d'Etat, 7 mai 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 588. — Aux termes de cet arrêt, le Gouvernement n'a pas excédé la délégation à lui faite par l'article 2 de la loi du 5 août 1914, en décidant par le décret du 27 septembre 1914, qu'à la suite de l'ajournement de la liquidation des opérations à termes dans les bourses de valeur, les acheteurs seraient tenus de plein droit d'intérêts moratoires à 5 % ; l'article 2 susvisé a eu pour objet « de conférer au Gouvernement, à raison des circonstances « exceptionnelles, le pouvoir d'édicter des dispositions dérogatoires au « droit commun et eu égard à la diversité et à la complexité des ques- « tions posées, le législateur a entendu laisser à l'autorité chargée de « les résoudre, la liberté d'appréciation la plus large en ce qui concerne « les mesures à prendre et les modalités à leur donner, sous la seule « réserve de n'agir que dans l'intérêt général. »

1914) alors qu'ils étaient redevables pour les effets tirés sur eux et escomptés par les mêmes banques d'un intérêt de 5 % (art. 6, n° 1). Cette inégalité était donc de nature à préjudicier injustement aux intérêts du commerce.

En second lieu, l'assujettissement de débiteurs mobilisés ou appartenant aux régions envahies ou évacuées du fait de la guerre au paiement d'intérêts de plein droit pouvait sembler trop rigoureux. Le paiement d'un intérêt suppose, en effet, que le débiteur a pu utiliser la valeur ou les marchandises représentatives du capital susceptible de produire cet intérêt. Or point n'est besoin d'insister sur cette circonstance que les débiteurs mobilisés, ou domiciliés dans les pays occupés ou encore réfugiés en France se trouvaient d'une manière générale matériellement empêchés d'effectuer cette utilisation.

10. — La question fut d'ailleurs discutée de savoir si l'intérêt courait contre les débiteurs domiciliés dans les régions envahies. Le décret du 29 août 1914 contenait sans doute une disposition spéciale qui le rendait obligatoire sans publication et il était en conséquence en principe applicable dans les régions envahies, ainsi que paraît bien le reconnaître un avis du Comité de Législation commerciale près le Ministère du Commerce du 3 mai 1915. (*Gaz. Trib.*, 27 juin 1915).

Mais, aux termes de ce même avis, qui, d'ailleurs, ainsi que l'a déclaré le Ministre en le transmettant aux intéressés, n'a aucun caractère obligatoire, l'intérêt des effets négociables n'aurait pas couru contre le débiteur habitant une région envahie, parce qu'une force majeure aurait empêché

celui-ci de s'acquitter par le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, ou à la Banque de France.

Cette manière de voir a été, dans une certaine mesure, confirmée par M. Ribot, qui déclara à la Chambre, le 9 juillet 1915, que les débiteurs des régions envahies ne devaient pas d'intérêts moratoires.

Mais M. le professeur Wahl a fort justement réfuté la thèse ci-dessus. En matière de dettes de sommes d'argent, les intérêts sont dûs indépendamment de toute faute, et dès lors la force majeure est absolument indifférente. (WAHL, t. 3, p. 650.)

II. — Il était plus douteux que l'article 6 du décret du 29 août 1914 fut applicable aux mobilisés.

A cet égard, deux systèmes, formulés par MM. les professeurs Wahl et Lyon-Caen, peuvent se partager l'opinion.

Suivant M. le professeur Wahl, les mobilisés étaient protégés par la loi du 5 août 1914 dont l'article 4 disposait : « dans les circonstances prévues à l'article 2 (c'est-à-dire « pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités ») aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourra être engagée ou poursuivie, aucun acte d'exécution ne pourra être accompli contre les citoyens présents sous les drapeaux ».

Ce texte, qui interdisait toute instance civile ou commerciale contre les mobilisés, constituait une protection suffisante de ceux-ci, puisqu'il les mettait à l'abri de toute condamnation au paiement de leurs dettes et les dispensait par suite aussi bien des intérêts moratoires, lesquels supposent nécessairement que le débiteur peut être astreint à l'exécution.

Cette doctrine n'a pas été généralement admise. Elle le fut sans doute par le rapporteur de la Commission du Commerce et de l'Industrie, par le Ministre du Commerce aux séances de la Chambre des 8 et 9 juillet 1915. Mais plusieurs interventions législatives tendant à exempter expressément les mobilisés des intérêts moratoires, notamment celles de M. Sixte Quenin (Amendement, 9 juillet 1915, *J. Of.* 10, Ch. dép., p. 1110 et suiv. ; proposition, doc. parl. ch., 1915, p. 826) procédaient d'une opinion contraire. D'autre part, le Gouvernement lui-même déclara par la suite explicitement le moratorium applicable aux mobilisés (Réponse du Ministre du Commerce à un sénateur, *J. Of.*, 23 juill. 1915, déb. parl., Sénat, p. 368 ; décrets 20 mars, 25 juillet 1916, 21, 24 septembre, 19 déc. 1918, etc.) et cette interprétation fut défendue au Comité de Législation commerciale près le Ministère du Commerce par M. le professeur Lyon-Caen.

« La prorogation des échéances, disait M. Lyon-Caen, est
« une mesure plus grave que l'interdiction de poursuivre ou
« d'exécuter un mobilisé : La première de ces mesures
« apporte une modification aux conventions en privant le
« porteur ou le créancier de tout moyen d'exiger le paiement.
« La seconde lui enlève seulement le droit d'agir en justice
« contre son débiteur et de pratiquer contre lui les voies
« d'exécution. Il résulte notamment de cette différence :
« 1° que le porteur d'un effet de commerce dont un mobilisé
« est débiteur pourrait, si celui-ci n'était protégé que par la
« loi du 5 août 1914, faire dresser un protêt faute de paiement
« le lendemain de l'échéance fixée par cet effet. Grâce à la
« prorogation des échéances le protêt n'est pas possible : faire

« dresser un protêt n'est pas engager une instance ; 2° que,
« si les mobilisés n'étaient protégés que par la loi du 5 août
« 1914, leurs créanciers pourraient leur opposer la compen-
« sation si ces créanciers sont en même temps débiteurs envers
« eux. La prorogation des échéances, en reculant l'exigibilité,
« met obstacle à la compensation. En conséquence, les mobi-
« lisés ont profité et profitent des dispositions des décrets qui,
« pour les effets de commerce et pour certaines dettes, ont
« prorogé les échéances. Cela suffit pour devoir faire admettre
« qu'en principe, comme tous autres débiteurs, ils doivent
« les intérêts moratoires. » (V. Rapport Decroze, p. 22).

La distinction très juridique et très judicieuse établie par M. le professeur Lyon-Caen ne nous paraît pas résoudre nécessairement la question, car l'intérêt qu'avaient les mobilisés à invoquer le bénéfice des décrets moratoires ne les privait pas du droit de se prévaloir des dispositions de la loi du 5 août 1914. Ils bénéficiaient forcément de celles-ci et de tous leurs effets favorables : dès lors ne pouvant être poursuivis en justice, ils ne devaient pas être considérés comme redevables d'intérêts moratoires. Pour décider le contraire, il faudrait admettre, que les décrets prorogeant les échéances auraient implicitement abrogé l'article 4 de la loi du 5 août 1914.

SECTION IV

La perte du droit aux intérêts en matière de valeurs négociables

12. — L'article 3 du décret du 27 septembre 1914 était ainsi conçu : « Le débiteur d'une valeur négociable, dont le dernier porteur ne s'est pas fait connaître par la présentation

de l'effet ou par une lettre recommandée, peut se libérer en versant le montant de sa dette à la Banque de France contre un récépissé payable à vue, qui sera remis au porteur lors de la présentation de l'effet ».

Ce texte, qui est demeuré applicable pendant toute la durée du moratoire, permettait donc au débiteur d'un effet négociable de mettre fin aux intérêts par la consignation à la Banque de France du montant de l'effet. Il n'abrogeait point, au reste, la loi du 6 thermidor an III, qui permettait déjà aux commerçants de se libérer à la Caisse des Dépôts et Consignations au cas de non présentation de l'effet. C'est ce qui résulte surabondamment de la déclaration faite par M. Ribot, Ministre des Finances, à la Chambre, le 9 juillet 1915. « Nous avons fait connaître, a dit M. Ribot, que le débiteur d'un effet de commerce a toujours, en vertu d'un décret-loi de l'an III, le droit de se libérer, si on ne lui présente pas l'effet en versant les fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations. Mais, comme beaucoup de commerçants ne connaissent pas ce décret et ne savent pas le chemin de la Caisse des Dépôts et Consignations, nous avons décidé que, s'ils versaient à la Banque de France pour les porteurs inconnus, ils seraient valablement libérés. »

12-1. — L'article 2 du décret du 15 avril 1915 fit également perdre au porteur tout droit aux intérêts dans le cas où il omettrait « d'aviser, avant le 31 mai 1915, le débiteur qu'il était en possession dudit effet et que le paiement pouvait en être effectué entre ses mains ».

Cette disposition a été reproduite par les décrets ultérieurs. Il en résultait que le débiteur d'un créancier négligent pouvait — ce qui était infiniment critiquable — conserver les

fonds ou les retirer de la Banque de France ou de la Caisse des Dépôts et Consignations, et les utiliser, sans payer aucun intérêt.

12-2. — La prescription du décret du 15 avril 1915 fut étendue par le décret du 19 décembre 1916 qui a imposé au porteur l'obligation de se faire connaître non plus seulement au tiré, mais au tireur.

Aux termes de l'article 3 de ce dernier décret, « le porteur d'un effet de commerce, dont le paiement était prorogé en vertu de ses dispositions, était tenu d'aviser, dans les trois mois qui suivraient sa promulgation, le tireur dudit effet que celui-ci était en sa possession. Cet avis serait constaté par une lettre recommandée. Faute par le porteur d'accomplir cette formalité, les intérêts au taux de 5 % l'an, institués par le décret du 29 août 1914 et dont le tireur est débiteur envers lui, solidairement avec le tiré et les endosseurs, cesseraient, à partir du jour de l'expiration du délai ci-dessus imparti, de courir à son profit à l'égard du tireur et des endosseurs ».

CHAPITRE III

Les travaux préparatoires

13.— *Documents et Débats parlementaires.* — Ch. des dép. : Propositions de loi de MM. : 1° Sixte-Quenin (29 juillet 1915, annexe n° 1150) ; 2° Charles Leboucq (26 février 1919, annexe

n° 5752) ; 3° Georges Decroze (14 mars 1919, annexe n° 5849) ; 4° Camille Reboul (18 mars 1919, annexe n° 5857) ; 5° Denais et Ancel (11 avril 1919, annexe n° 5982) ; 6° Georges Decroze (16 mai 1919, annexe n° 6140) ; 7° Barthe, Pierre Laval et Poncet (20 mai 1919, annexe 6154) ; Proj. du Gouv. (27 mai 1919, annexe n° 6203) ; Rapport de M. Decroze (7 oct. 1919, annexe n° 7053 ; — 20 févr. 1920, annexe 367) ; prop. de loi de M. Georges Lévy (21 avril 1920, annexe n° 747) ; Rapport de M. René Lefebvre (31 mars 1920, annexe n° 665) ; annexe au rapport de M. René Lefebvre (30 juin 1920, n° 1190) ; avis de M. Charles Desjardins (Commission des régions libérées, 3 juillet 1920, annexe n° 1219) ; adoption 23 juillet 1920. — Sénat, transmission (n° 392) ; rapport de M. René Gouge (7 décembre 1920, annexe n° 528) ; rapport supplémentaire (21 décembre 1920, annexe n° 574) ; avis de M. Raphaël-Georges Lévy (21 décembre 1920, annexe n° 575) ; adoption, 24 décembre 1920 ; Chambre des députés, transmission (24 décembre 1920, annexe n° 1933) ; Rapport de M. Georges Aimond (24 décembre 1920, n° 1934) ; avis de M. Desjardins (n° 1946, 27 décembre 1920) ; discussion et adoption, 27 décembre 1920.

13-1. — Les interventions législatives que nous croyons devoir rappeler sont de deux sortes : ou bien elles ont eu pour objet de modifier les conditions d'application du moratoire ; ou bien elles tendaient à déterminer le mode de règlement de celui-ci.

Les premières, comme les secondes, ont d'ailleurs influé sur les dispositions de la loi du 27 décembre 1920.

SECTION I

**Propositions de loi tendant à modifier les conditions
d'application du moratorium**

13-2. — A la date du 29 juillet 1915, M. le député Sixte-Que-
nin et ses collègues du groupe socialiste déposaient une propo-
sition de loi dont l'article unique portait cette double disposi-
tion : D'une part, les débiteurs appelés sous les drapeaux ou ha-
bitant les régions envahies étaient dispensés de l'intérêt de 5 %
prévu par l'article 6 du décret du 29 août 1914 pour les valeurs
négociables. D'autre part, contre tous autres débiteurs cet
intérêt ne courait qu'à partir de la présentation de l'effet.

Cette proposition de loi reposait sur les deux considérations
suivantes :

En premier lieu, les intérêts moratoires ne pouvaient juridi-
quement courir contre les catégories de débiteurs susvisées
à défaut de la mise en demeure prévue par l'article 1153 du
Code civil.

En second lieu, l'inégalité du taux d'intérêt fixé par le
décret du 29 août 1914 pour les effets de commerce d'une part
et les dépôts en banque d'autre part avait, comme il a été dit
plus haut, les conséquences les plus désavantageuses et les
plus injustes pour les commerçants dans leurs rapports avec
leurs banquiers.

L'auteur de la loi du 27 décembre 1920 paraît bien s'être
directement inspiré de cette proposition. On remarquera, en
effet, que cette loi exonère en principe de plein droit les démo-
bilisés et sinistrés de tous intérêts moratoires en ce qui cou-
cerne les effets négociables et les fournitures de marchandises.

Mais la commission de la précédente législature avait repoussé la proposition de M. Sixte-Quenin pour des raisons de fait et de principe (V. Rapport Decroze, n° 7053, p. 20 et suiv.).

14. — M. le député Jean Locquin présenta, le 10 février 1916, avec un certain nombre de ses collègues, une proposition de loi plus modeste dont l'objet était seulement de fixer à 5 % pendant la durée de la guerre le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres. Cette proposition, combinée avec un projet d'ordre gouvernemental est devenue la loi du 7 avril 1917. Aux termes de cette loi, aucuns frais ou commissions supplémentaires ne pouvaient être exigés de l'emprunteur sur titres, mais celui-ci était redevable d'un taux d'intérêt égal à celui des avances de la Banque de France, même si les clauses du contrat stipulaient des conditions d'intérêt, commission, change et autres frais dont le total était inférieur à ce taux. Si ce total y était au contraire supérieur, les dispositions du contrat demeuraient applicables.

La loi du 7 avril 1917 protégeait ainsi les débiteurs d'avances sur titres contre les abus de certains banquiers. Le texte de l'article 6, n° 2 du décret du 29 août 1914 était en effet « quelque
« peu équivoque, et certains prêteurs en avaient fait une inter-
« prétation abusive à l'égard de leurs emprunteurs. Lorsque
« les clauses contractuelles avaient stipulé des conditions
« d'intérêt, de commission, de change ou autres frais dont le
« total était supérieur au taux actuel des avances de la Banque
« de France », on pouvait se demander si « les anciennes
« conditions du prêt » restaient « seules et sans modification
« applicables, ou bien » si « le prêteur en maintenant toutes

« les conditions, avait également la faculté de relever le taux
« de l'intérêt au taux des avances de la Banque de France ?... »
« Il s'agissait là, a dit M. Peyronnet, rapporteur au Sénat de
« la loi du 7 avril 1917, d'une interprétation du décret auquel
« seuls les tribunaux pouvaient donner la signification légale.
« Mais sans vouloir revenir sur le passé il importait de fixer
« pour l'avenir une règle équitable ». (Rapport de M. le Sénateur Peyronet, 8 mars 1917, S. O. 1917, annexe n° 73, p. 164).

La loi du 27 décembre 1920, on le verra, ramène au maximum de 5 % le taux d'intérêt pendant la période de guerre des avances sur titres comme celui de toutes autres dettes moratoriées. Elle a également écarté les dispositions du décret du 29 août 1914 et de la loi du 7 avril 1917 pour les intérêts à échoir à compter de la cessation de la prorogation, à partir de laquelle toutes les dettes moratoriées porteront en principe intérêt aux taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %. Ces dispositions ne recevront donc application que pour la période de prorogation postérieure à la cessation des hostilités, si toutefois on admet que cette loi, « fixant, d'après son intitulé, *pendant la durée de la guerre*, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titre », est demeurée en vigueur après la loi du 23 octobre 1919 (v. infra n° 79, note).

SECTION II

Propositions de lois tendant au règlement du moratoire

15. — Dès le mois de juillet 1915, le Parlement envisagea les conditions dans lesquelles il devait être mis fin au moratorium. M. le député Dubois demanda (séance du 8 juillet

1915, *J. O.*, 9, p. 1078) que le moratorium fut maintenu jusqu'à la cessation des hostilités. M. Durandy formulait les suggestions suivantes. D'une part, le moratorium devait subsister jusqu'à la fin des hostilités pour les habitants des régions envahies ou évacuées, et pour les mobilisés jusqu'à la fin du troisième mois consécutif à leur renvoi dans leur foyer, les paiements étant ensuite effectués par cinquième tous les deux mois. Pour les autres débiteurs le moratorium devait cesser, si leur situation ou l'état de leurs affaires leur permettait de payer. Le tribunal pourrait cependant leur accorder le bénéfice de paiements échelonnés, à raison d'un cinquième au plus tous les deux mois. En toute hypothèse, une autorisation de poursuite devrait être demandée au Président du Tribunal (séance 9 juillet 1915, *J. O.*, 10, p. 1100 et s.). M. le député Bouge demanda également que les débiteurs fussent admis à payer par acomptes lorsque la prorogation cesserait (*J. Of.* 10 juill. 1915, p. 1104).

Mais ce n'est naturellement qu'après l'armistice que l'activité législative s'est manifestée en vue de l'adoption des mesures nécessaires à la liquidation du moratoire.

Pendant le premier semestre de 1919, le Parlement fut saisi à cet effet de propositions de loi déposées par M. Charles Leboucq, par MM. Decroze, Sixte-Quenin, Caffort, par M. Camille Reboul, par MM. Joseph Denais et Georges Ancel, par M. Decroze, par MM. Barthe, Pierre Laval et Paul Poncet. Le Gouvernement transmit un projet à la Chambre le 27 mai 1919.

15-1. — La proposition déposée par M. Charles Leboucq le 26 février 1919 tendait « à accorder aux mobilisés commerçants

ou non commerçants pour le paiement des intérêts des engagements contractés par eux avant le 1^{er} août 1914, des délais s'ajoutant à ceux dont ils bénéficieraient au moment de la cessation des hostilités ».

Son article unique était ainsi conçu :

« Les commerçants et les non-commerçants qui auront, au cours de la guerre, été appelés sous les drapeaux, bénéficieront de délais moratoires pour le paiement des intérêts prévus par le décret du 29 août 1914, et relatifs aux valeurs négociables, fournitures de marchandises entre commerçants, sommes dues, avances, etc..., dans les conditions définies par ledit décret.

« Ces délais viendront s'ajouter aux autres délais moratoires précédemment accordés, notamment par les décrets du 24 septembre 1918 et du 29 décembre 1918 ou qui seront accordés par des décrets ultérieurs. Ils seront d'un temps égal au temps passé sous les drapeaux et courront à partir du quatrième mois suivant le jour du décret fixant la fin des hostilités.

« Aucune poursuite ne pourra être intentée pour le paiement de ces intérêts entre la date d'expiration des délais consentis par les décrets et le point de départ du nouveau moratoire.

« Sont toutefois exclus du droit au moratoire les mobilisés ayant travaillé pour l'Etat ou les Etats alliés, et ceux qui auront réalisé des bénéfices de guerre ».

15-2. — La proposition de MM. Decroze, Sixte-Quenin et Caffort limitait à 5 % l'an, à l'exclusion de toute redevance ou courtage, l'intérêt des dettes moratoriées. Elle permettait aux débiteurs, à la condition qu'ils ne fussent pas assujettis à l'impôt global sur le revenu, d'obtenir l'exonération par le Tribunal de commerce de « tout ou partie des intérêts courus pendant la durée de la cessation complète de leur commerce ou de leur industrie ». Si le créancier comme le débiteur avait dû subir l'arrêt de son commerce et si tous deux étaient assujettis à l'impôt général sur le revenu, « l'intérêt

devait être supporté par chacun d'eux au prorata des revenus imposés ». Les créanciers et les porteurs, non soumis audit impôt, pouvaient, au cas où l'exonération des intérêts moratoires serait obtenue par les débiteurs et garants, être indemnisés par l'Etat.

La proposition prévoyait une procédure peu onéreuse, mais assez compliquée, rappelant celle du « règlement transactionnel ».

Les dispositions envisagées étaient applicables non seulement à toutes les dettes moratoriées, mais encore aux prix de fonds de commerce, aux reconnaissances de dettes et aux prêts hypothécaires.

Cette proposition était ainsi motivée :

« Une question primordiale s'impose : l'intérêt de 5 % est-il légitime ?

« Oui, si la marchandise, objet des effets de commerce ou des factures, a été revendue ; si le commerçant mobilisé, ayant pourvu à son remplacement a assuré le fonctionnement de son négoce. Mais il ne l'est pas, dans le cas où la maison de commerce, l'industrie seraient restées inexploitées, les marchandises emmagasinées. On peut affirmer sans crainte qu'il serait inique d'ajouter aux pertes annuelles de ces citoyens l'intérêt des créances moratoriées. Le même raisonnement n'implique-t-il pas les mêmes déductions quand il s'agit des fonds de commerce, des découverts en comptes courants, des prêts sur titres, des reconnaissances de dette, des prêts hypothécaires ?

« La question se pose alors de savoir qui supportera cette perte d'intérêts, car il est indispensable que, comme les débiteurs, les créanciers soient, pour notre sollicitude, l'objet des mêmes soucis. L'égalité des champs de bataille doit se continuer dans la répartition des charges et des profits.

« D'abord, le débiteur, s'il a fait acte de commerce, ou s'il est assujéti à l'impôt général sur le revenu pour un revenu net supérieur à 5.000 francs, puis le créancier ou le tiers porteur, si les débiteur, le tiré, tireur ou tiers responsable sont exonérés et qu'eux-mêmes se trouvent dans les conditions qui déterminent l'obligation de paye-

« ment faite au débiteur. Au cas où tous bénéficieraient de l'exonération, « l'Etat rembourserait le créancier.

« Il est à déterminer aussi très nettement que seul l'intérêt de 5 % « d'an, sans autres redevances quelles qu'elles soient, peut être exigé, « le moratorium n'ayant voulu que la productivité ordinaire du « capital ».

15-3. — La proposition de M. Reboul devait avoir pour effet d'exonérer du paiement des intérêts moratoriés les mobilisés, dont la situation industrielle, commerciale ou agricole avait été complètement arrêtée pendant la durée de leur mobilisation.

Des Commissions arbitrales apprécieraient les divers cas d'espèces.

Les intérêts dont les mobilisés seraient exonérés devaient être assimilés aux loyers non perçus et réglés de la même façon.

15-4. — MM. Denais et Ancel demandaient expressément « la prise en charge par l'Etat des intérêts dûs par les petits commerçants et artisans démobilisés sur les effets moratoriés ».

15-5. — Une nouvelle proposition de M. Decroze, formulée le 16 mai 1919, prévoyait, comme la plupart des précédentes, des dispenses de paiement des intérêts moratoires et reprenait en outre l'idée émise par M. Leboucq d'accorder aux débiteurs de nouveaux délais.

Elle stipulait que ces délais seraient accordés tant pour le paiement du principal que des intérêts. Pour le principal, ils devaient être limités aux cinq ans qui suivraient l'insertion au *Journal Officiel* de la ratification du traité de paix. Pour les intérêts, la loi proposée ne fixait aucune limitation.

Quant à la remise des « intérêts moratoires », elle pouvait être accordée à tout débiteur « qui justifierait avoir été privé, par suite de la guerre, de tout ou partie des ressources sur lesquelles il comptait pour faire face à ses obligations, et notamment n'avoir réalisé aucun bénéfice ou un bénéfice annuel inférieur à celui de la moyenne des trois années précédant la guerre, si toutefois l'augmentation de ses autres ressources n'a pas compensé la perte ainsi éprouvée ».

Le débiteur qui n'avait pu exercer son commerce ou qui avait été mobilisé bénéficiait d'une présomption d'insuffisance de ressources.

Lorsque le débiteur était assujéti à l'impôt global sur le revenu pour un revenu net supérieur à 5.000 francs, l'exonération ne pouvait porter que sur la somme obtenue, en déduisant le montant du revenu imposé de celui des intérêts échus.

Si le débiteur et le créancier étaient l'un et l'autre redevables de l'impôt sur le revenu, l'exonération ne devait porter que sur la somme obtenue en déduisant du montant des intérêts échus à la date du décret fixant la fin du moratorium le montant de leurs revenus imposés, totalisés pour la période pendant laquelle les intérêts étaient dûs. La perte était supportée par chacun d'eux au prorata de son revenu personnel imposé.

L'Administration des Finances devait, sur la demande du président du Tribunal de commerce, fournir tous renseignements nécessaires.

Le remboursement par l'Etat était encore prévu sous certaines conditions.

15-6. — La proposition de MM. Barthe, Pierre Laval et Paul Poncet instituait l'exonération de plein droit pure et simple par la disposition que voici : « Les prorogations consenties par la loi du 5 août 1914 et la loi du 26 juillet 1918 en faveur des créances reconnues avant le 4 août 1914 par les citoyens mobilisés pendant la guerre ne donnent pas lieu au paiement d'intérêts moratoires ». Cette proposition, qui avait le même effet que celle de M. Sixte-Quenin (n° 1150), passait toutefois sous silence les habitants des régions envahies.

16. — Le projet du Gouvernement « tenait compte dans la mesure du possible des vœux présentés par les groupements intéressés ». Il portait les dispositions suivantes :

L'exigibilité des dettes moratoriées devait se produire après le décret fixant la cessation des hostilités. Les débiteurs auraient la faculté de se libérer par paiements partiels et de fixer eux-mêmes la date de ces paiements, échelonnés sur une période maxima de cinq années (art. 3).

Le garant du paiement, soumis à un recours et qui rentrerait dans les catégories de débiteurs bénéficiant de la loi, disposerait du même délai de libération à compter du jour où le recours aurait été exercé contre lui (art. 9).

Aucune exonération n'était admise pour le principal de la dette.

Les articles 161 à 172 du Code de commerce recevraient application à défaut de paiement à l'une des échéances. Toutefois, il ne pourrait être dressé de protêt et le défaut de paiement devrait être constaté dans un délai de dix jours à dater du lendemain de l'échéance, par lettre recommandée avec avis

de réception adressée par le porteur au débiteur. La notification dans les mêmes conditions de la copie de la lettre constatant le défaut de paiement tiendrait lieu de la notification du protêt prescrite par le Code de Commerce (art. 8).

Pendant la période de cinq années susvisée le débiteur ne pouvait être déclaré en faillite à raison des sommes demeurées impayées par application des décrets moratoires. Il avait la faculté de réclamer le bénéfice du règlement transactionnel (art. 13).

En outre de ce délai légal, le projet prévoyait la concession de délais judiciaires (art. 10).

Aucune réduction des taux d'intérêt déterminés par l'article 6 du décret du 29 août 1914 n'était accordée (art. 6). A compter de l'expiration de la prorogation, la dette devait produire 6 % d'intérêt, sans préjudice d'un taux conventionnel plus élevé (art. 5).

L'exonération des intérêts dus en application du décret susvisé pouvait être accordée par le Tribunal de commerce aux débiteurs qui justifieraient que « leur situation avait été profondément modifiée » pendant la guerre. Il serait tenu compte pour l'exonération partielle de la différence entre le chiffre de leurs bénéfices durant cette période et le chiffre moyen de ceux réalisés par eux pendant les années 1911, 1912, 1913 (art. 7).

Le garant bénéficiaire de la loi, au cas d'exonération du débiteur, pouvait sous les mêmes conditions être déchargé des intérêts (art. 9).

Le projet tendait, au reste, à favoriser les règlements amiables. A cet effet, le débiteur avait la faculté d'appeler, dès

la promulgation de la loi, le créancier ou le porteur en conciliation devant le Tribunal de Commerce, en vue d'aboutir à un accord sur toutes questions relatives au paiement du principal ou des intérêts (art. 11).

Le formalisme institué par le projet comportait : 1° une notification du porteur de valeur négociable au tiré, par lettre recommandée avec avis de réception, dans le mois de la cessation de la prorogation et sous peine de déchéance du droit aux intérêts à échoir, qu'il était en possession de l'effet (art. 2). Cette notification devait être effectuée même s'il y avait déjà été procédé ;

2° Une notification du débiteur au porteur ou créancier, également par lettre recommandée, des échéances par lui fixées, effectuée dans le second mois de la cessation de la prorogation et à défaut de laquelle la dette serait payable annuellement par cinquième, la première échéance étant fixée, date pour date, à la fin de l'année suivant l'expiration de ce délai (art. 3) ;

3° Une notification suivant le même mode des échéances ainsi fixées, adressée par le porteur au tireur et au dernier cédant (à peine de perte de tout recours contre ceux-ci) dans le mois de la notification faite par le tiré.

Le projet permettait d'appeler les garants devant le Président du Tribunal de Commerce lors de la tentative de conciliation et prévoyait, d'autre part, la notification de la décision attributive de délais supplémentaires au dernier cédant, tenu d'en aviser son endosseur immédiat, auquel incomberait, le cas échéant, la même obligation.

SECTION III

Mesures proposées par la Commission de la précédente législature

17. — Les dispositions du projet gouvernemental servirent de base principale de discussion à la Commission du Commerce et de l'Industrie et furent dans leur ensemble adoptées par celle-ci (Rap. Decroze, n° 7053, p. 18), après qu'elle eut pris connaissance des vœux émis par la Commission du moratorium des Etats généraux des Régions Libérées et entendu les avis de nombreux groupements de commerçants et de banquiers.

Les seules modifications appréciables envisagées portaient sur les mesures tendant à la conciliation, la durée du délai de libération accordé au garant, la limitation du taux des intérêts des sommes moratoriées, les catégories de débiteurs admises au bénéfice de l'exonération des intérêts, les conditions de cette exonération, certaines questions de procédure, l'ouverture du pourvoi en cassation, et l'extension de la loi à l'Algérie et aux Colonies.

En vue de faciliter les règlements amiables, la Commission demandait que dès la promulgation de la loi, le porteur ou le créancier fût tenu, si le débiteur lui en faisait l'offre, d'accepter le principal de l'effet ou de la créance, sauf réserve des intérêts s'il le jugeait opportun, et qu'à défaut de réserve, le porteur ou le créancier fussent supposés avoir fait abandon des intérêts (art. 18).

Le délai accordé au garant bénéficiaire de la loi pour se libérer, au cas où il serait l'objet d'un recours, devait se con-

fondre avec celui imparti au débiteur lui-même et non plus avoir pour point de départ la date de la formation du recours (art. II). Le garant pouvait seulement obtenir du Tribunal un délai supplémentaire dans le cas où le délai restant désormais à courir pour le débiteur lui-même serait inférieur à deux ans.

La Commission avait redouté l'abus qui se serait produit si le délai accordé au garant s'était surajouté à celui de cinq années concédé au débiteur, lorsque ce premier délai serait expiré ou aurait couru pour la plus grande partie : dans le cas où des recours successifs auraient été ainsi exercés, avec renouvellement du délai à chaque nouveau recours, le résultat aurait été d'autant plus choquant qu'il était à prévoir que dans une période de cinq années le rétablissement des débiteurs dans leurs affaires serait chose acquise (Rapport Decroze, p. 37).

La Commission proposait la limitation à 5 %, à l'exclusion de toute redevance commission ou courtage et nonobstant toute clause ou convention prévoyant un intérêt supérieur — conformément aux propositions Sixte-Quenin et Decroze — du taux des intérêts établis par l'article 6 du décret du 29 août 1914. Si un taux inférieur avait été convenu, il devait être appliqué (art. 6).

Quant à l'exonération de ces intérêts, elle devait sans doute être accordée, comme l'avait demandé le Gouvernement, à tous les débiteurs qui établiraient que leur situation avait été profondément modifiée par la guerre (art. 8), mais aussi : 1° à ceux dont tous les éléments d'exploitation étaient et sont restés situés dans les régions suivantes : Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise (arrondissement de Compiègne et Senlis), Pas-de-Calais (arrondissements d'Arras, de

Béthune et Saint-Pol), Seine-et-Marne (arrondissements de Coulommiers, Meaux, Melun et Provins), Somme (arrondissements d'Amiens, Doullens, Montdidier et Péronne), Territoire de Belfort, Vosges (arrondissements d'Epinal et de Saint-Dié) ; 2° à ceux démobilisés des régions non sinistrées dont l'établissement était resté fermé pendant la guerre et qui ne s'étaient livrés, directement, ni indirectement, à aucun commerce ou industrie (art. 7).

Les deux catégories de débiteurs susvisées bénéficiaient d'une présomption d'insuffisance de ressources susceptible toutefois de tomber devant la preuve contraire.

La décision d'exonération serait, comme il est dit plus haut pour le jugement attributif de délais supplémentaires, notifiée par le greffier aux tireur et dernier cédant, celui-ci étant tenu d'aviser l'endosseur immédiat, tenu lui aussi de cette obligation envers son propre endosseur.

Un pourvoi en cassation pouvait être formé contre cette décision, qui serait porté directement devant la Chambre Civile de la Cour de Cassation, comme en matière de loyers.

La loi devait être applicable à l'Algérie et aux Colonies.

Le rapport de M. Decroze déposé le 7 octobre 1919 ne fut pas discuté par cette législature dont les pouvoirs expiraient le mois suivant.

SECTION IV

Modifications introduites dans le projet par la législature actuelle

18. — Peu après les élections, plusieurs députés demandèrent le renvoi du rapport de M. Decroze à la Commission du

Commerce et de l'Industrie de la nouvelle législature. Celle-ci procéda à un examen nouveau et approfondi qui aboutit aux modifications ci-après, relatives à la détermination des débiteurs qui bénéficieraient de la protection de la loi, à la durée de cette protection, aux taux des intérêts échus ou à échoir, à l'exonération de ces intérêts, aux formalités imposées au créancier et au débiteur.

Dans un but de simplification, le bénéfice des dispositions de la loi en projet est retiré à trois catégories de débiteurs, encore bénéficiaires des décrets, pour lesquels est jugée suffisante « une dernière prorogation analogue à celle établie par le décret du 23 mars 1920 », et qui portera (sauf délais supplémentaires accordés par le tribunal) la durée totale de prorogation à un chiffre de mois à déterminer, date pour date, à partir du jour de l'échéance originale.

Parmi ces débiteurs, les uns sont des démobilisés dont le temps de mobilisation n'a pas excédé un an, et qui n'ont été ni blessés de guerre, ni réformés ; les autres sont les habitants de certaines régions envahies ou évacuées pendant un certain délai, mais dont les établissements ont pu demeurer ouverts pendant au moins trois ans. D'autres enfin sont les habitants de certaines communes qui n'ont jamais été envahies ni officiellement évacuées, mais qui se trouvaient néanmoins comprises dans le tableau annexé aux décrets moratoires.

La Commission avait estimé « que les débiteurs de cette dernière catégorie n'avaient plus aucune raison de demeurer hors du droit commun » ; elle pensait, en ce qui concerne les deux premières, que « le fait d'avoir eu la disposition de leur pleine

activité pendant plus de trois années les mettait en mesure de pouvoir entièrement s'acquitter de leurs obligations ».

Le texte nouveau précisait que les sociétés et les héritiers énumérés à l'alinéa 3 de l'article 2 des derniers décrets moratoires, et que le projet précédent ne visait pas expressément, pourraient invoquer le bénéfice de la loi.

18-1. — Les délais judiciaires supplémentaires étaient supprimés, pour « mettre définitivement fin au moratorium dans un délai de cinq années ».

Cependant ce délai de cinq années, en tant qu'il faisait obstacle à la déclaration de faillite du débiteur, était prolongé pour les combattants et les prisonniers de guerre d'une période égale à celle de leur présence effective au front, dans les hôpitaux ou dans les camps d'internement, et pour les réformés pour cause de guerre d'une durée égale à celle des hostilités (art. 9).

Dans le même ordre d'idées, le texte nouveau disposait qu'aucune faillite posthume ne pourrait être prononcée contre un démobilisé mort pour la France, et qu'en ce cas la liquidation de la situation ne pourrait être faite que conformément à la procédure instituée par la loi du 2 juillet 1919, au besoin à la requête d'un créancier.

18-2. — En vue d'éviter des abus et pour ne protéger que les débiteurs qui auraient absolument besoin du délai de cinq années « l'utilisation du crédit nouveau » ainsi accordé était « corrigée par un intérêt minimum de 6 % » qui serait exigible à compter de la cessation de la prorogation.

L'exonération des intérêts *moratoires* ayant couru par application du décret du 29 août 1914 en ce qui concerne les traites ou les fournitures de marchandises était accordée aux débiteurs démobilisés ou habitant dans les régions envahies qui n'avaient pas exercé de profession pendant la guerre.

Quant aux intérêts *conventionnels*, ils seraient dûs, en principe, sauf le jeu de certaines exonérations accordées par décision du Tribunal de Commerce.

18-3. — Le formalisme prévu par le projet était modifié comme suit :

1° La notification prescrite au porteur de valeur négociable devait être effectuée dans les trois mois de la cessation de la prorogation ;

2° Dans le même délai, tout créancier devait faire parvenir à son débiteur, par le même moyen, le relevé : 1°) du compte arrêté en principal et intérêts échus antérieurement au 31 juillet 1914 ; 2°) du compte séparé des intérêts *moratoires* ou *conventionnels* ayant couru depuis cette date jusqu'au jour de la notification.

3° Dans le deuxième mois de cette notification, le débiteur devait faire connaître au porteur de la valeur négociable ou au créancier, également par lettre recommandée avec avis de réception, les échéances auxquelles il s'engageait à payer par fractions les sommes dont il était redevable.

18-4. — Le texte ainsi envisagé devait encore être l'objet de modifications assez sensibles. Le 30 juin 1920, M. le député René Lefebvre, en annexe à un rapport supplémentaire, propo-

sait, au nom de la Commission, les dispositions nouvelles ci-après :

Dans l'hypothèse prévue à l'article 9, § 4, la liquidation judiciaire pouvant être ouverte soit à la demande des héritiers du débiteur, soit même à la demande d'un créancier, sous réserve du droit pour les héritiers de demander l'application de la loi du 2 juillet 1919 sur le règlement transactionnel pour cause générale de guerre.

Le taux d'intérêt de 5 % devait être appliqué seulement pour la période du 1^{er} août 1914 au 23 octobre 1919. Pour la période de prorogation postérieure, les dispositions de l'article 6 du décret du 29 août 1914 recevraient application.

De même le texte nouveau stipulait nettement que l'exonération ne pourrait porter que sur la période de guerre.

Quant aux conditions de l'exonération, elles étaient légèrement modifiées. Les débiteurs qui ne l'obtenaient pas de plein droit devaient établir que « du fait de leur mobilisation ou par suite de circonstances dues à l'invasion ou à la guerre, ils ne pouvaient s'acquitter de tout ou partie des intérêts échus du 1^{er} août 1914 au 23 octobre 1919 qu'en abaissant la valeur de leur capital actuel au-dessous de la valeur de leur capital d'avant-guerre » (art. 12).

Une disposition nouvelle du même article portait que « les bénéfices professionnels réalisés par les démobilisés postérieurement à leur réinstallation ou à leur reprise d'affaire, n'entreieraient pas en ligne de compte pour le règlement des intérêts ayant couru pendant leur période de mobilisation, sauf en ce qui concerne les débiteurs démobilisés qui, au 30 juin 1920, seront imposables sur les bénéfices de guerre ».

Un article nouveau de la loi prévoyait l'indemnisation des établissements de crédit dont le siège et la majeure partie des éléments d'exploitation étaient situés en pays envahis et qui justifieraient que « par suite des décrets moratoires et de l'application de la présente loi, leurs pertes réelles d'exploitation, pendant la période du 1^{er} août 1914 au 11 novembre 1918, ont entamé leur capital et réserves existant à la première de ces dates, étant entendu que seraient comprises dans ces pertes celles survenues ultérieurement du fait de l'application de la présente loi ». Un règlement d'administration publique déterminerait les conditions d'application de cet article.

Le formalisme prévu par le projet était modifié sur les points suivants : 1° la notification par le créancier (autre que le porteur d'effet) au débiteur n'aurait plus lieu que sur la demande de celui-ci.

Elle porterait seulement sur le montant de son compte courant ou le relevé des fournitures par lui dûes arrêté au 31 juillet 1914.

2° La notification du débiteur au créancier ou porteur aurait lieu soit dans les trois mois de la cessation de la prorogation, soit au cas de notification du créancier ou porteur au débiteur dans le mois de celle-ci.

La compétence du Tribunal de Commerce était écartée : les contestations relatives au règlement des intérêts moratoires ou conventionnels seraient soumises à des commissions arbitrales de première instance et d'appel, suivant une procédure conforme, d'une manière générale, à celle établie par la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers.

Le pourvoi en cassation dispensé d'amende mais non du

ministère d'avocat, serait porté devant la Chambre des Requêtes.

La loi nouvelle a été adoptée sans débat par la Chambre des Députés dans sa séance du 23 juillet 1920.

19. — Le Sénat n'y a plus guère apporté de modifications importantes.

Il résulte, en effet, du rapport de M. le Sénateur Gouge que le texte voté par l'autre Assemblée a seulement été amendé en ce qui concerne les trois ordres de dispositions que voici :

En premier lieu, un délai supplémentaire de libération a été envisagé pour les sinistrés. « Retenant dans une certaine mesure un amendement qui lui avait été soumis par MM. les Sénateurs Gouge et Montfeuillard et suivant la suggestion de son président M. Ribot, la Commission du Sénat chargée d'examiner le projet de loi « a estimé qu'il y avait lieu de « donner aux Commissions arbitrales instituées par la loi, « le pouvoir de proroger, au besoin, la date des premiers payements à effectuer par les sinistrés dépourvus de toutes ressources, jusqu'à l'époque où leur seront délivrés par l'Etat « les titres de créances auxquels ils ont droit pour la réparation de leurs dommages de guerre ». (Rapport Gouge, n° 528, p. 10).

En second lieu, la loi a cessé d'être applicable aux colonies. Cette modification est présentée par le rapporteur au Sénat comme ayant été demandée par le Ministre des Colonies et comme n'ayant soulevé aucune difficulté, un décret du 13 juin 1915 ayant mis fin au moratorium dans ces territoires (p. 12).

En troisième lieu, la Commission demanda la disjonction,

tout au moins provisoire, de l'article 21 qui permettait l'indemnisation des Banques des Régions Libérées.

D'une part, la dépense ainsi mise à la charge de l'Etat devait atteindre environ 15 millions et la Commission sollicitait à cet égard un accord avec le Ministre des Finances.

D'autre part, le Ministre des Régions Libérées avait demandé qu'en retour des avantages accordés aux Banques Régionales « ces établissements s'engageassent envers l'Etat à consentir, dans la limite et à un taux fixé d'accord entre eux et le Ministre des Finances, des ouvertures de crédit aux sinistrés ou groupements de sinistrés détenteurs des certificats provisoires de dommages ou titres d'indemnités prévus par les articles 150 et 154 de la loi de finances du 31 juillet 1920 ». Or, il avait semblé à la Commission « qu'il n'y avait pas de moyens juridiques permettant d'obtenir d'un banquier un engagement de cette nature, l'Etat ne pouvant stipuler ainsi pour autrui ». Et, pour cette raison encore, elle hésitait à admettre l'indemnisation des Banques.

Elle revint cependant sur cette manière de voir. Dans un rapport supplémentaire, M. le Sénateur Gouge déclara, en effet, que la Commission ayant entendu le Ministre des Finances, estimait avec lui que la loi nouvelle était de nature à causer à certaines petites Banques locales un préjudice considérable et à entraîner leur faillite alors que les pays où elles se trouvent ont le plus grand besoin de crédit. Elle proposait donc le vote de l'article 21, mais avec cette addition : « Les indemnités dues à ces établissements seront fixées proportionnellement à la diminution de leur capital et de leurs réserves.

Elles seront à la charge de l'Etat, mais sans que leur montant total puisse dépasser la somme de 15 millions ».

L'ensemble de l'article n'en fut pas moins disjoint par le Sénat (v. Séance 24 décembre 1920).

Il résulte toutefois des déclarations faites à la Chambre, le 27 décembre, par M. le Ministre des Finances Marsal qu'un engagement aurait été pris en vue d'indemniser les petites banques intéressées.

La loi, ratifiée par la Chambre dans cette séance, a fait l'objet d'un décret de promulgation en date du même jour (J. O. 28 décembre 1920). Quand elle est devenue exécutoire le moratoire avait cessé de produire effet, ainsi que nous le verrons, pour les échéances survenues les 31 juillet, 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 août 1914.

DEUXIÈME PARTIE ⁽¹⁾

La loi du 27 décembre 1920

20. — Cette deuxième partie a pour objet le commentaire même de la loi du 27 décembre 1920.

Il nous a paru impossible de suivre pour cet exposé l'ordre des articles de cette loi, qui rapprochent et mêlent trop souvent des dispositions différentes ou en séparent qui sont connexes.

A raison de la complexité particulière de la matière et de son obscurité, nous avons cru devoir indiquer successivement les caractères de la loi, les dettes, débiteurs (2) et créan-

(1) *Bibliographie.* — WAHL, *Le Droit Civil et Commercial de la guerre.* — JAPIOT, *Traité théorique et pratique du droit procédural de la guerre.* — PAUL COLIN, *La Fin du Régime moratoire.* — CLAUDE WEYL et PENANCIER, *Comment régler nos dettes d'avant-guerre.* — VELUARD et CHAULIN-SERVINIÈRE, *Liquidation des créances moratorées.* — PÉJOINE, *La liquidation du moratorium commercial.* — FÉLIX BERTRAND, *La liquidation des dettes moratorées.* — LARDEUR, *La liquidation des dettes d'avant-guerre.*

(2) On verra qu'en dernière analyse les débiteurs de dettes moratorées se rangent dans trois catégories :

1°) Ceux qui ne bénéficiaient plus du moratoire au moment de la promulgation de la loi du 27 décembre 1920 : fournisseurs des Etats alliés, redevables de la taxe sur les bénéfices exceptionnels de guerre, débiteurs algériens non mobilisés, non commerçants débiteurs de valeurs négociables, à l'exception des mobilisés ou de leurs héritiers et de ceux domiciliés dans les régions atteintes par les hostilités, et enfin tous

ciers auxquels elle s'applique, les avantages qu'elle confère aux débiteurs ; les mesures qu'elle édicte pour favoriser la conciliation des intérêts des débiteurs et créanciers, pour sauvegarder certains intérêts de ceux-ci ; le formalisme qu'elle institue ; la juridiction et la procédure qu'elle prévoit.

D'où la division de cette partie en sept chapitres :

- 1° Caractères et esprit de la loi ;
- 2° Champ d'application de la loi ;
- 3° Avantages accordés au débiteur ;
- 4° Mesures établies dans l'intérêt commun du débiteur et du créancier ;
- 5° Mesures tendant à sauvegarder certains intérêts du créancier ;
- 6° Formalisme de la loi ;
- 7° Juridictions et procédure.

autres débiteurs non mobilisés ou non domiciliés dans les mêmes régions. — Ces débiteurs sont soumis aux décrets de liquidation qui les intéressent respectivement et à l'article 10 du décret du 28 décembre 1920.

2°) Ceux qui ayant bénéficié du moratoire jusqu'à la fin et n'étant pas admis à se prévaloir des dispositions de la loi du 27 décembre 1920, se trouvent placés sous le régime institué par les articles 1 à 9, 11 et suiv. du décret du 28 décembre 1920.

3°) Ceux dont les dettes sont demeurées moratoriées jusqu'à la cessation du moratoire et donnent lieu au règlement privilégié édicté par la loi du 27 décembre 1920.

La deuxième partie de notre étude est entièrement consacrée à la situation faite aux débiteurs de cette dernière catégorie.

Nous exposerons dans la première section de la troisième partie le régime applicable à ceux de la seconde, et dans la seconde section de cette même partie celui auquel sont assujettis les débiteurs pour lesquels le moratoire avait pris fin avant la loi du 27 décembre 1920.

CHAPITRE PREMIER

Caractères et esprit de la loi

21. — L'esprit de la loi a été de concilier dans toute la mesure possible les intérêts des créanciers et débiteurs.

La loi nouvelle, a pu dire le rapporteur de la précédente législature, est « une formule de conciliation et de transition. Concilier avec les nécessités du commerce et le respect dû aux contrats les égards que commande la situation des débiteurs atteints dans leur patrimoine, soit directement par la guerre elle-même, lorsque celle-ci a porté ses ravages ou arrêté la vie économique dans les régions où ils exerçaient leur industrie, soit indirectement, par la mobilisation qui les aura arrachés à leurs entreprises. Préparer le retour au droit commun, à la vie normale du commerce, par la concession de plein droit, aux débiteurs qui peuvent payer, de délais suffisants leur permettant de se libérer dans des conditions que, dans une certaine mesure, ils détermineront eux-mêmes, sans encourir les préoccupations et vexations d'une poursuite judiciaire. Exonérer les débiteurs les plus malheureux de tout ou partie de l'arriéré que la guerre a accumulé sur eux ». (1) Telles ont été les directives générales suivies par l'auteur de la loi.

Celles-ci apparaissent particulièrement dans les articles 8 et 16 qui prévoient que l'acceptation du principal de la dette sans réserve vaudra abandon des intérêts, et qu'en tous cas il sera procédé à une tentative obligatoire de conciliation.

(1) Rapport Decroze, 7 octobre 1919, n° 7653, p. 2 ; v. aussi Rapport Gouge, n° 528.

Toutefois, le vœu général ainsi exprimé par le législateur — auquel on peut d'ailleurs rendre cet hommage que les dispositions par lui adoptées y satisfont le plus souvent — n'aide guère à la solution des difficultés que paraît devoir d'ores et déjà soulever l'application de la loi.

Pour résoudre tout au moins certaines de celles-ci, deux principes qui résultent des caractères de la loi peuvent être plus utilement rappelés.

22. — En premier lieu, les dispositions de la loi sont de droit étroit (cf. Cas. 3 juin 1919, *Gaz. Pal.* 1919, 2, 6).

Ce caractère produit effet notamment quand il s'agit de déterminer les créances auxquelles la loi s'applique, les catégories de débiteurs qui en bénéficient, les conditions dans lesquelles les avantages qu'elle prévoit leur sont consentis, et la charge de la preuve incombant à chacune des parties.

Il suit aussi bien de là que toute disposition obscure ou ambiguë de la loi doit s'interpréter dans le sens du droit commun. C'est ce qu'a déclaré l'un des rapporteurs à la Chambre, M. René Lefebvre : « Le règlement du principal, a-t-il dit, se fera suivant les règles du droit commun. Il ne sera laissé au débiteur que certaines facilités de paiement », et celui-ci bénéficiera seulement « de la suppression pendant une période déterminée de frais spéciaux ou de déchéances commerciales » (1) « Les situations contractuelles, a dit encore M. René Lefebvre, sont en principe respectées ».

(1) Rapport Lefebvre, 31 mars 1920, p. 7.

23. — En second lieu, la loi nouvelle, comme les décrets moratoires, n'est pas d'ordre public. (1)

Les débiteurs qu'elle protège peuvent renoncer à se prévaloir de ses dispositions. L'article 8 susvisé prévoit expressément, nous l'avons vu, l'éventualité d'arrangements amiables intervenant sur des bases autres que celles de la loi nouvelle.

Pour la même raison, les intérêts déjà payés sans réserve et dont l'exonération serait accordée (même de plein droit) en vertu des articles 11 et 12 ne peuvent donner lieu à répétition (art. 19). Il en est également ainsi *a fortiori*, sans qu'il ait été nécessaire que le législateur s'exprimât sur ce point, pour le paiement du principal lui-même.

CHAPITRE II

Champ d'application de la loi

SECTION I

Dettes pour lesquelles le bénéfice de la loi est accordé

24. — Les dettes visées par la loi sont celles « demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances » et celles relatives à l'acquisition de fonds de commerce.

(1) V. Paris, 9 janv. 1917, *Gaz. Trib.*, 31 avril 1917.

Rappelons que le moratoire portait originairement, aux termes des décrets des 9 et 29 août 1914, sur les créances ci-après :

1° Les valeurs négociables souscrites avant le 4 août 1914, à l'exception de celles émises sur le Trésor public ou à son profit, telles que lettres de change, billets à ordre ou au porteur, chèques (à l'exclusion de ceux présentés par le tireur lui-même) mandats et warrants (art. 1^{er} déc. 29 août 1914).

2° Les créances résultant de fournitures de marchandises faites entre commerçants antérieurement au 4 août 1914, à l'exception de celles relatives aux opérations de bourse (art. 2) ;

3° Les demandes de réalisations d'ouvertures de crédit consenties avant la même date (art. 3) ;

4° Les avances faites antérieurement au 4 août 1914 en compte ou à découvert et les avances sur titres de valeurs mobilières ou sur effets de commerce ou garanties par ces titres ou effets (art. 3) ;

5° Les dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les banques de crédit ou de dépôts (art. 4) ;

6° Le remboursement des bons ou contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, à terme fixe ou remboursables au gré du titulaire ou du porteur (art. 7) ;

Mais en dernier lieu, ainsi qu'on l'a vu, les décrets relatifs à la prorogation des échéances ne visaient plus ni les bons et contrats d'assurance, ni les ouvertures de crédit. (1)

La loi de liquidation est donc seulement applicable aux va-

(1) V. n° 7.

leurs négociables, aux créances résultant de fournitures de marchandises, aux avances en compte ou à découvert, aux avances sur titres de valeurs mobilières ou sur effets de commerce ou garanties par ces titres ou effets, aux dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants et aux engagements relatifs à l'acquisition de fonds de commerce.

25. — Les dettes ne rentrant pas dans cette énumération demeurent nécessairement en dehors des prévisions de la loi qui, comme nous l'avons dit, est de droit étroit. Celle-ci est donc étrangère aux dettes civiles ordinaires (1). La jurisprudence relative aux décrets moratoires a, au reste, par avance délimité, à cet égard, son champ d'application.

(1) Ces dettes n'ayant été l'objet d'aucun moratoire ne donnent lieu, en principe, à aucun règlement spécial.

Exception doit être faite pour les catégories de dettes suivantes (v. au surplus 4^e partie) :

1^o *Dettes hypothécaires ;*

2^o *Dettes résultant de l'acquisition de petites propriétés ou d'habitations de famille ;*

3^o *Dettes relatives aux opérations de bourse ;*

4^o *Remboursement des actions, obligations et paiement des primes, lots, intérêts dividendes ;*

5^o *Remboursement des sommes dues à raison de contrats d'assurance, d'épargne et de capitalisation.*

Il y a lieu de signaler, d'autre part, que les Commissions des Régions Libérées de la Chambre et du Sénat (v. avis Desjardins, p. 2, et rapport Gouge, p. 9) ont demandé le dépôt par le gouvernement d'un projet de loi en vue « d'apporter une solution satisfaisante aux difficultés que la guerre a créées, en matière civile, entre créanciers et débiteurs ». Mais un amendement présenté en ce sens par MM. les Sénateurs Montfeuillard et Gouge a été écarté par la Commission du Sénat comme ne rentrant pas dans le cadre de notre loi.

Il convient donc de rappeler que cette jurisprudence a déclaré que la prorogation des échéances n'était pas applicable aux reconnaissances de dettes non conçues en la forme de billets à ordre (Aix, 21 novembre 1918, Rec. Marseille 1918, 2, 159), ni, d'une manière générale, aux prêts (Aix, 21 nov. 1917, *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 1, 31), ni aux prix de travaux (Trib. com. Seine, 21 déc. 1917, Loi 2 février 1918), ni au prix d'une insertion (Trib. com. Seine, 4 déc. 1919, Loi 24 mars 1920 ; V. toutefois en sens contraire Trib. com. Seine, 24 octobre 1917, *Gaz. Pal.* 1916-1917, 827), ni à la valeur de sacs qui contenaient des marchandises livrées et eussent dû être restitués (Trib. com. Marseille, 16 mai 1917, Rec. Marseille 1918, 1, 34), ni aux prix de location de ces sacs (Cass., 3 juin 1919 précité, Comp. Req. 1^{er} mai 1918, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 268), ni au fret (Trib. com. Marseille, 25 février 1916, Rec. Marseille 1917, 1, 67, Rennes, 25 mars 1915, Rec. Nantes 1917, 1, 33), ni à une cession de droits dans une société (Bastia, 15 juin 1915, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, 242, S. 1916, 2, 75 ; D. 1916, 2, 20), ni aux dividendes concordataires (Trib. com. Seine, 17 octobre 1916, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, 825, Paris 9 novembre 1918, *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 1, 500 ; V. toutefois contra Trib. com. Seine, 20 avril 1916, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, 244), ni aux sommes dues en exécution d'une vente c. a. f. (Trib. com. Marseille, 8 juin 1915 ; Rec. Marseille, 1915, 1, 256), ni aux dommages-intérêts pour l'inexécution de contrats commerciaux (Trib. com. Nantes, 22 juillet 1916, Rec. Nantes 1917, 1, 26), ou à raison d'un accident (Trib. civ. Seine, 30 nov. 1918, Loi du 22 mars 1919).

Certaines de ces décisions appellent d'ailleurs quelques réserves, ainsi qu'on le verra.

26. — Malgré le caractère de droit étroit de la loi, il ne nous paraît cependant pas exact que celle-ci ne soit applicable, comme certains commentateurs ont cru pouvoir l'affirmer, qu'aux dettes présentant un caractère de commercialité, ce qui excluerait notamment du bénéfice du règlement légal les billets à ordre ou avances sur titres ayant une cause civile.

Nous remarquons en effet d'abord que les décrets moratoires étaient si peu étrangers aux non-commerçants que des décrets spéciaux, des 21 et 24 septembre 1918, ont institué une liquidation partielle des dettes moratorées des non-commerçants, réservant la situation de ceux mobilisés ou sinistrés, toujours bénéficiaires des décrets depuis lors.

Les décrets ne formulant aucune exclusion ou restriction en ce qui concerne les dettes de la nature de celles qu'ils énumèrent mais qui auraient une cause civile, c'est donc bien le cas de suivre la règle d'interprétation « *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus* ».

Aussi bien la Cour de Cassation a autrefois décidé, sous l'empire des décrets moratoires de 1848, dont les termes étaient rigoureusement identiques sur ce point à ceux des décrets de 1914-1919, que le moratoire s'appliquait aux billets à ordre souscrits par un non-commerçant pour une cause civile (Cass., 28 nov. 1849, 1850, 1, 155 ; D., 1850, 1, 47).

C'est d'ailleurs d'ores et déjà la jurisprudence du Tribunal de la Seine et de la Cour d'appel de Paris (Trib. civil, Paris, 6 mai 1919, *Gaz. Pal.*, 1920, 1, 278 ; C. Paris, 13 nov. 1920 ; *Gaz. Pal.*, 1920, 2, 619 ; Paris, 13 juill. 1920, *Gaz. Triz.* 20 août 1920 ; cf. également en ce sens, WAHL, ouvr. cit., t. 3, n° 2593, p. 625 ; Réponse écrite du Ministre des

Finances à un sénateur 21 septembre 1916, *J. Off.* 22, déb. parl., p. 795 ; V. contra Trib. com. Marseille, 18 oct. 1918, Rec. Marseille, 1919, 1, 69).

Ainsi le caractère de commercialité de la dette paraît bien indifférent (1). On peut même dire que les décrets non seulement visaient d'autres dettes que les dettes commerciales, mais même n'étaient pas applicables à toutes les dettes commerciales (Cf. Cass., 3 juin 1919, *Gaz. Pal.*, 1919, 2, 61 ; Cass., 1^{er} mai 1918, *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 268).

§ 1

Valeurs négociables

27. — En ce qui concerne les valeurs négociables, l'énumération des décrets moratoires est établie suivant une formule plus indicative que limitative : « les valeurs négociables... telles que... »

Cependant cette énumération semble complète. On ne peut considérer, en effet, que les décrets relatifs à la prorogation des échéances des effets négociables aient eu en vue d'autres effets que ceux expressément visés par l'article 1^{er} du décret du 29 août 1914. La question ne pouvait se poser d'ailleurs que pour les obligations, actions, parts de fondateurs, polices d'assurance à ordre ou au porteur, mais nous avons vu que ces effets ont fait l'objet de moratoires et de règlements distincts.

(1) On remarquera, d'ailleurs, que les effets négociables, principalement visés par le moratoire, n'ont pas par principe et nécessairement un caractère commercial (v. Thaller, tr. él. dr. com. n° 1233).

La loi est applicable à tous les autres effets négociables, c'est-à-dire aux lettres de change, billets à ordre ou au porteur, chèques, mandats et warrants. Elle a par suite un champ d'application plus large que la loi du 10 mars 1871 qui visait seulement les effets de commerce et excluait en conséquence les warrants et les chèques. (WAHL, ouvr. cit., t. 3, p. 623.)

Les valeurs négociables émises par le Trésor public, est-il besoin de le dire, sont toutefois exclues de ses prévisions (décret, 9 août 1914, art. 1^{er}, al. 3 ; décret 29 août 1914, art. 1^{er}, al. 3).

De même les chèques présentés par le tireur lui-même (mêmes textes).

Doivent être exceptés, en outre, du bénéfice de la loi les billets à ordre ou lettres de change ayant perdu, par suite d'une irrégularité (effet non daté, effet conditionnel) leur caractère de négociabilité et ne valant par suite, d'après le Code de commerce, que comme simples promesses.

D'autre part, la jurisprudence a décidé que les décrets moratoires n'étaient pas applicables à des bons productifs d'intérêts à échéances variables, extraits d'un registre à souche, délivrés par une Société financière à des tiers, en échange de fonds remis par eux, ces bons constituant, qu'ils eussent la forme d'une valeur à ordre ou celle d'un effet au porteur, de véritables emprunts (Paris, 23 juin 1917 ; *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 1, 62). Mais cette décision peut paraître contestable. La négociabilité du titre constatant la créance semble bien, en effet, avoir été, en ce qui concerne la nature de celle-ci, une condition suffisante d'application du moratoire.

En dehors des conditions ci-dessus indiquées et tenant à la nature de la créance, celle-ci doit, pour être admise au bénéfice des mesures de liquidation établies par la loi du 27 décembre 1920, réaliser une double condition de date.

28. — En premier lieu, l'effet négociable doit avoir été souscrit (1) avant le 4 août 1914 (décret 9 août 1914 et autres). La loi ne peut donc être étendue à des valeurs souscrites après le 4 août 1914, même en renouvellement de valeurs antérieures. (Alger, 8 avril 1918, jour. Trib. Alger, 15 août 1918 ; Bordeaux, 11 juin 1917, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, 779 ; Trib. com. Marseille, 12 janvier 1915, Loi 29 juillet 1916, Droit financier, 1916, 369, Rec. Marseille, 1917, 1, 67 ; Trib. commerce Marseille, 25 février 1916, Rec. Marseille, 1917, 1, 67 ; Trib. com. Seine, 22 octobre 1914, journ. Trib. com. 1916, 222 ; Trib. civ. Seine, 4 décembre 1917, *Gaz. Trib.*, 25 mai 1918. V. aussi WAHL, n° 2595, p. 626.)

En second lieu, l'effet négociable doit être venu à échéance pour la première fois pendant la période de prorogation, c'est-à-dire entre le 31 juillet 1914 inclusivement et le 1^{er} janvier 1921 exclusivement.

Si la première échéance a eu lieu avant la guerre, l'effet n'a été en aucun cas moratorié. (Trib. com. Nantes, 30 janv. 1915, Rec. Nantes, 1915, 1, 166, Trib. com. Seine, 22 oct. 1914, jour. Trib. com. Seine, 1916, 222 ; Trib. com. Marseille, 25 février 1916, Rec. Marseille, 1917, 1, 67 ; Trib. com. Seine, 13 janv. 1920 ; *Gaz. Pal.*, 1920, 1, 430).

(1) Il semble aussi que l'endossement doive avoir eu lieu avant la même date (v. PEJOINE, *La liquidation du moratorium commercial*, p. 1).

Si l'échéance s'est produite après le 31 décembre 1920, le bénéfice de la loi est encore refusé au débiteur, puisque celle-ci n'est applicable qu'aux sommes demeurées impayées par application des décrets moratoires.

Mais qu'arrivera-t-il si l'effet a été émis sans date d'échéance ?

Il s'agit sans doute ici d'une hypothèse un peu théorique, mais non absolument irréalisable, puisque certaines espèces judiciaires nous en offrent des exemples. Dans ce cas, certains tribunaux ont décidé que le moratorium pouvait jouer. (V. notamment Trib. paix Villefranche (Dordogne), 27 janv. 1915, rev. Just. paix 1915, p. 159 ; Trib. com. Marseille, 1^{er} déc. 1914, Rec. as., 1915, 5.)

Cette jurisprudence a été justement critiquée par M. le professeur Wahl. « Le terme, rappelle l'éminent spécialiste du droit commercial, étant stipulé en faveur du débiteur (C. civ., 1187), le créancier ne peut pas exiger le paiement immédiatement ; il a seulement le droit, si le paiement se fait trop attendre, de faire fixer un délai par le juge ». Ce n'est donc, en principe, que lorsqu'un tel délai a été assigné au débiteur qu'il peut y avoir prorogation, ou bien encore s'il s'agit d'un effet payable à vue ou à un certain délai de vue, ou si l'absence d'échéance déterminée doit être considérée comme impliquant nécessairement l'exigibilité immédiate. (WAHL, n° 2599, p. 628).

§ 2.

Paiement de fournitures de marchandises entre commerçants

Quatre conditions sont nécessaires pour qu'une dette soit

considérée comme tombant, à ce titre, sous le coup de la loi du 27 décembre 1920.

La première, c'est que la cause de la dette soit une fourniture de marchandise.

Le mot « marchandise » désigne-t-il ici seulement les choses corporelles et matérielles qui se comptent, se pèsent ou se mesurent, à l'exclusion de celles qui n'ont pas ce caractère mais font cependant l'objet des spéculations du commerce, par exemple le prix d'un transport ?

On pourrait soutenir par *a fortiori* qu'il doit comporter la même acceptation très large qu'en matière d'application de l'article 419 du Code pénal et s'entendre, par suite, de tout ce qui fait l'objet d'un trafic commercial (V. GARCON, Code pénal annoté art. 419, n° 71). L'emploi par certains décrets moratoires de l'expression « ventes commerciales » au lieu de celle « fournitures de marchandises » corroborerait cette interprétation. (Cf. décrets 24 novembre 1914, 25 février, 15 avril, 24 juin 1915.)

Mais cette expression ne pouvait guère comprendre les ventes de fonds de commerce, qui ne sont ni des fournitures de marchandises, ni des opérations commerciales. (V. *infra*, n° 31).

La seconde condition, c'est que la fourniture de la marchandise résulte d'un contrat de vente. La loi est étrangère, semble-t-il, à tous autres contrats et notamment à celui de location (V. n° 25).

La troisième condition, c'est que cette fourniture de marchandise ait eu lieu entre commerçants. Pour les dettes de cette catégorie, mais pour ces dettes seulement, la loi exige donc la qualité commerciale chez le débiteur.

On sait que le mot commerçant au sens de l'article 1^{er} du Code de commerce ne s'applique pas seulement à l'industrie commerciale, mais aussi à l'industrie manufacturière (V. D. J. G. V^o Industrie et Com., n^o 159) et que deux circonstances sont constitutives de la qualité de commerçant : 1^o l'exercice d'actes de commerce ; 2^o que cet exercice soit effectué au titre professionnel (Cf. civ. 19 février 1850, D. 1850, 1, 122). L'exercice habituel d'actes de commerce ne suffirait pas. (Cf. D. C. com. an. V^o art. 1^{er}, n^o 370 et suiv.)

D'autre part, il importerait peu que le débiteur eut pris ou qu'on lui eut attribué la qualité de commerçant dans des actes privés, publics, ou judiciaires (D. J. G. V^o Commerce, n^o 99). De même, l'inscription au rôle des patentes serait indifférente (D. loc. cit. n^{os} 80 et 95). Enfin, un fonctionnaire qui aurait fait le commerce en violation de l'article 175 du Code pénal ne pourrait se prévaloir de la qualité de commerçant (D. loc. cit., n^o 125).

La commercialité de l'acte à l'égard de chacune des parties doit d'ailleurs coïncider avec la qualité commerciale de celles-ci : par exemple une fourniture faite à un commerçant pour sa consommation personnelle ne rentrerait pas dans les prévisions de la loi.

La dernière condition d'applicabilité de la loi de liquidation est que la fourniture ait eu lieu avant le 4 août 1914 et que le paiement en ait été exigible entre le 31 juillet 1914 inclusivement et le 1^{er} janvier 1921 exclusivement (V. plus haut n^o 28).

Mais il importerait peu que les marchandises vendues avant le 4 août 1914 aient été stipulées livrables à une époque

postérieure (Trib. com. Seine, 7 août 1915, journ. Trib. com. 1917, 84).

§ 3

*Avances en compte ou à découvert
et sur titres de valeurs mobilières ou sur effets de commerce,
ou garanties par ces titres ou effets*

29. — Il a été précisé au sujet des avances en compte ou à découvert qu'il importait peu qu'elles eussent ou non été consenties à des commerçants. (Réponse du Ministre des Finances à un sénateur, 21 septembre 1916, *J. Off*, 22, déb. parl., p. 795.)

Quant à leur date, elles doivent avoir été effectuées non avant le 4 août, mais avant le 1^{er} août 1914, à la différence des effets négociables et des fournitures de marchandises.

Mais le décret du 9 août 1914 précise qu'il importe peu que les sommes dues à ce titre le soient avec ou sans échéance.

Les avances sur titres de valeurs mobilières ou effets de commerce comme celles garanties par ces titres ou effets sont soumises aux mêmes règles que les avances en compte ou à découvert. (1)

§ 4

*Dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants
dans les Banques ou Etablissements de crédits ou de dépôts*

30. — Nous avons vu que le moratoire de ces dettes avait

(1) Cf. Wahl, t. 3, n^{os} 2428 et suiv., p. 493.

été maintenu, comme celui des autres dettes susvisées, jusqu'au 31 décembre 1920, mais que la faculté de retrait partiel reconnue de plus en plus largement au créancier tendait à restreindre singulièrement la portée de ce moratoire et qu'au surplus, dès le 1^{er} janvier 1915, les banques avaient, d'une manière générale, renoncé à s'en prévaloir.

Il n'intéresse plus actuellement en tous cas que certaines banques situées dans des régions envahies ou qui auraient été constituées par des Sociétés en nom collectif dont tous les associés, ou en commandite simple dont tous les gérants ont été mobilisés.

La loi concerne seulement les versements ou encaissements effectués avant le 2 août 1914. (Décret du 9 août 1914, art. 4, al. 4 ; décret 29 août 1914, art. 5.)

Pour déterminer les sommes qui peuvent être l'objet du règlement spécial, il convient donc d'établir l'actif net du compte du déposant à cette date, sous réserve d'en déduire, bien entendu, toute somme ultérieurement délivrée à celui-ci sur cet actif. Si postérieurement à cette date la banque est devenue créancière du déposant, aucune compensation n'a pu se produire, même au cas de compte courant. (V. infra n° 67-2).

Cependant, comme le remarque M. le professeur Wahl, on ne doit pas considérer comme créances postérieures du banquier le montant des effets que le banquier avait escomptés à son client avant de lui verser l'intérêt porté en compte à cette occasion, s'il n'a pas recouvré ces effets à l'échéance. Les effets non recouvrés sont, en effet, d'après les usages de banques, considérés comme n'ayant jamais été escomptés :

les effets remis au banquier sont réputés reçus par lui sauf encaissement, et aux termes de la jurisprudence cette clause implicite vaut condition résolutoire, de sorte que, au cas de non encaissement, l'effet est censé n'avoir jamais figuré à l'actif du client. (WAHL, t. 3, n° 2412, p. 481.)

Les dépôts espèces remis à des particuliers, est-il besoin de la rappeler, ne rentrent en aucun cas dans le cadre des moratoires ni de la loi de liquidation, dont les termes, qui ne visent que « les dépôts espèces dans les banques ou établissement de crédits ou de dépôts », ne sauraient être étendus.

§ 5

Fonds de commerce et d'industrie

31. — Il n'est pas douteux que le moratorium des échéances n'ait jamais eu en vue les dettes résultant de l'acquisition de fonds de commerce, tout au moins lorsque ces dettes n'avaient pas donné lieu à la souscription de billets à ordre. (1)

Ces dettes n'étaient point visées par les décrets et ne pouvaient, à aucun égard, être comprises dans aucune des catégories qui y étaient énumérées. Elles n'avaient point pour cause notamment des « fournitures de marchandises » ou « des ventes commerciales », suivant l'expression manifestement équivalente de certains décrets. La Cour de Cassation

(1) V. Trib. com. Seine, 6 mai 1919, *Gaz. Pal.*, 1920, 1, 278 ; Trib. com. Nantes, 29 septembre 1917, *Rec.*, Nantes, 1918, 1, 38 ; Paris, 13 juillet 1920, *Gaz. Trib.*, 20 août 1920 ; Paris, 13 novembre 1920, *Gaz. Pal.*, 1920, 2, 619 ; Trib. com. Seine, 10 mai 1918, 31 mai, 1918, *Gaz. Pal.*, 1918, 19, 1, 509 ; Trib. com. Marseille, 21 octobre 1918, *Gaz. Pal.*, 1918, 19, 1, 532 ; Trib. com. Seine, 15 avril 1919, *Gaz. Pal.*, 1919, 2, 6.

avait décidé que le moratorium leur était étranger. (Cass., 1^{er} mai 1918, D. 1918, 1, 53). L'auteur des décrets et le législateur lui-même (V. rapport Decroze, p. 28) n'avaient pas considéré un instant qu'il en put être autrement. C'est donc par suite d'une extension et d'une assimilation purement législatives que ces dettes ont été admises à bénéficier des conditions de règlement instituées pour les dettes moratoriées. Il s'agit certes ici d'une innovation et non d'une interprétation et, dès lors, le décret du 28 décembre 1920 qui les considère comme ayant été moratoriées nous paraît discutable : la vérité juridique est qu'elles ne furent jamais visées par les décrets moratoires, qu'elles le sont pour la première fois par la loi du 27 décembre 1920 (V. n° 152).

32. — La loi mentionne tous engagements relatifs à l'achat (1) de fonds de commerce et d'industrie (art. 1^{er}) : Les offices ministériels doivent-ils être considérés comme compris dans ces expressions ?

Il y aurait sans doute d'excellentes raisons de l'admettre. La différence entre une charge d'huissier, d'agent de change, d'agréé ou de notaire, et un établissement industriel ou commercial est plus dans les mots que dans les choses. En cherchant bien tout ce qui peut différencier les unes des autres, on ne trouverait guère que la circonstance, assez indifférente en notre matière, que la cession d'un office ministériel nécessite certaines conditions d'aptitude légale de la part du cessionnaire et l'intervention de l'Etat.

(1) Les engagements relatifs à la location de fonds de commerce sont soumis aux dispositions de la loi du 9 mars 1918 (civ. 29 nov. 1920, Gaz. Pal., 1921, 1, 6).

Cependant nous ne croyons pas que la loi doive être ici non plus étendue au delà de ses termes. L'adage « *ubi eadem ratio, ibi eadem dispositio* » perd ses droits à raison du caractère limitatif que notre énumération emprunte au caractère lui-même exorbitant du droit commun de la loi.

33. — Mais peut-être a-t-on le droit d'entendre les mots « *tous engagements* » littéralement, c'est-à-dire comme s'appliquant non seulement à la dette née directement de la vente du fonds, au prix dû au vendeur, mais encore à la somme que l'acquéreur a pu emprunter à un tiers pour acquitter le paiement. Les mots « *tous engagements relatifs à l'achat de fonds* » peuvent paraître, par leur généralité, permettre cette interprétation.

On remarquera, en effet, que le législateur, qui eut pu ne parler que des prix de ventes de fonds de commerce ou des dettes résultant de l'acquisition de fonds de commerce, semble bien avoir eu volontairement recours à une formule extensive. En tout cas, le 4^e paragraphe de l'article 1^{er} dit bien qu'il s'agit de tous engagements. Or, le mot « *engagements* » a déjà par lui-même une acception des plus larges, qui comprend naturellement et usuellement les obligations nées d'un prêt. D'autre part, le sens large de ce mot serait encore confirmé ou résulterait en tant que de besoin de l'adjectif « *tous* ». Enfin, n'y a-t-il pas lieu de noter également que la loi ne parle pas seulement des engagements résultant de l'achat de fonds, ce qui en eut restreint l'application sans aucun doute au prix de vente, mais de ceux relatifs à cet achat, parmi lesquels se rangent les emprunts contractés à cet effet ?

La dette résultant d'un emprunt effectué pour l'acquisition d'un fonds et indiscutablement affecté à cette acquisition est bien un engagement relatif à l'achat d'un fonds. Il en sera sans contestation possible ainsi, selon nous, quand le fonds de commerce aura été attribué en nantissement au créancier. Les dispositions de la loi pourraient donc sans doute être invoquées en ce cas par l'emprunteur. (1)

L'engagement dont s'agit doit, en tout cas, avoir été souscrit avant le 4 août 1914. Mais peu importe, croyons-nous, la date de l'échéance, car il ne s'agit pas ici d'une somme demeurée impayée par application des décrets moratoires. (2)

34. — Dans l'hypothèse que nous venons d'envisager, il arrivera que le débiteur, s'il a consenti une hypothèque au créancier, pourra invoquer soit les dispositions de la loi du 27 décembre 1920, soit celles de l'article 32 de la loi du 9 mars 1918.

(1) Les travaux préparatoires n'offrent aucune indication sur le point de savoir quelle est la portée de l'expression « tous engagements relatifs à l'achat de fonds ». Cette disposition est apparue pour la première fois dans le texte de l'annexe au rapport de M. Lefebvre (n^o 1190) qui ne porte aucun commentaire. Quant à l'auteur du décret du 28 décembre 1920, il considère seulement que la loi a tranché par l'affirmative une question d'interprétation qui s'était posée sur le point de savoir si le moratorium des échéances est applicable aux achats de fonds de commerce opérés avant la guerre, quand cette opération n'a pas donné lieu à la création d'effets de commerce ». Mais on peut invoquer, dans une certaine mesure, par analogie, en faveur de notre thèse, la jurisprudence très libérale de la Cour de Cassation qui admet que la loi du 17 mai 1919, relative à l'acquisition d'habitations de famille, s'applique à des contrats autres que celui de vente (Cass. 2 févr. 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 228).

(2) (V. en sens contraire le décret du 28 décembre 1920 et le rapport qui le précède.)

La supériorité des avantages consentis par la dernière en date de ces lois (V. infra, n° 162) ne lui permettra pas d'hésiter. Cependant au cas où la dette serait née après le 4 août 1914, le débiteur, ne pouvant se prévaloir alors de la loi de liquidation du moratoire, aurait intérêt à demander l'application de celle relative aux baux à loyers que la jurisprudence a déclaré applicable aux dettes hypothécaires postérieures au 1^{er} août 1914 (Cass. 19 mars 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, p. 745. Cf. aussi Cass. 5 juillet 1920, *Gaz. Pal.* 1920, p. 213). Il en serait de même s'il n'était pas admis que l'engagement est relatif à l'achat d'un fonds, l'article 32 de la loi du 9 mars 1918 étant applicable quelle que soit la cause de la dette. (Cass. 23 mars 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, p. 779).

SECTION II

Débiteurs protégés

I

35. — La loi nouvelle n'est pas applicable à tous les débiteurs de dettes moratoriées.

Elle refuse le bénéfice de ses dispositions : 1° aux débiteurs qui ont été mobilisés pendant moins d'une année, s'ils n'ont pas été réformés pour cause de guerre ; 2° à ceux exerçant leur profession dans les régions atteintes par les hostilités visées au tableau annexé au décret du 18 septembre 1920 qui ont été envahies ou évacuées pendant moins d'un an (art. 1^{er}).

Il a été mis fin au moratorium à l'égard de ces débiteurs,

en application de l'art. 1^{er}, § 3, de la loi du 27 décembre 1920, par un décret spécial, en date du 28 décembre, établi dans des conditions analogues à celles suivant lesquelles il a été précédemment procédé aux liquidations partielles du moratoire.

Les seuls débiteurs admis à se prévaloir du règlement spécial sont dès lors ceux rentrant dans les catégories suivantes :

- 1° Mobilisés pendant au moins un an ;
- 2° Réformés pour cause de guerre, quelle qu'ait été la durée de leur mobilisation (art. 1^{er}) ;
- 3° Sociétés en nom collectif dont tous les associés et sociétés en commandite simple dont tous les gérants ont été mobilisés (art. 20) ;
- 4° Débiteurs dont l'établissement était situé ou qui exerçaient leur profession dans les localités envahies ou évacuées pendant plus d'une année du fait des hostilités (art. 1^{er}) ;
- 5° Sociétés dont le siège et la majeure partie des établissements étaient situés dans les localités qui ont été envahies ou évacuées pendant plus d'un an (art. 20) ;
- 6° Veuves et héritiers de tous ces débiteurs au cas de décès ou de disparition de ceux-ci (en ce qui concerne les obligations contractées par leurs auteurs).

Examinons la situation de chacune de ces catégories de débiteurs. (1)

(1) Tous les débiteurs rentrant dans ces catégories et auxquels sont réclamées, à quelque titre que ce soit, des sommes demeurées impayées par application des décrets moratoires peuvent se prévaloir des dispositions de notre loi. Il en est ainsi notamment du tiré accepteur, du tireur, de l'endosseur, de l'aval de l'accepteur par intervention, etc. (V. Wahl, n° 2597, p. 627 ; trib. civ. Montbrison, 12 juin 1920, *Gaz. Trib.*, 26 oct. 1920 ; Paris, 31 déc. 1920, *Gaz. Pal.*, 1921, 1, 376).

§ 1

Mobilisés

36. — « L'expression « mobilisé », a dit M. Decroze, rap-
« porteur de la précédente législature, paraît devoir être
« entendue ici dans le sens le plus large, et l'application
« éventuelle de la loi ne semble pas devoir donner lieu à la
« distinction établie par une certaine jurisprudence, entre les
« simples « mobilisés et ceux « présents sous les drapeaux ».
« Le fait de la mobilisation a, en effet, placé indistinctement
« tous ceux qui y ont répondu dans l'obligation d'abandon-
« ner leurs entreprises, même s'ils ont été affectés à des
« usines, même s'ils ont été maintenus dans la ville où ils
« exerçaient antérieurement leur profession. Ils ont donc tous
« un droit égal à la protection de la loi. »

La distinction, rappelée par M. le député Decroze, entre les mobilisés et les citoyens présents sous les drapeaux paraît bien à la vérité résulter plutôt de la loi que de la jurisprudence.

A cet égard, la législation de guerre contenait en effet des dispositions conçues suivant diverses variantes. Ainsi la loi du 5 août 1914 a interdit toute action en justice contre « les citoyens présents sous les drapeaux ». Au contraire, la loi du 9 mars 1918 prononce la même interdiction (art. 19) en ce qui concerne les locataires « mobilisés ». La jurisprudence a naturellement donné à ces expressions une portée différente (V. Cass. 11 juin 1918, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 32, qui applique restrictivement la loi du 5 août 1914 ; et Cass. 3 mars 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 688, qui admet l'application de l'art. 19 de la loi du 9 mars 1918 aux mobilisés en usine,

comme ouvriers agricoles, ou dans leurs emplois ; V. aussi Cass. 15 mars, 16 mars, 26 avril 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 605).

Le mot « mobilisé » doit donc dans notre loi être interprété comme dans les articles 14, 15, 19, 56, 58 de la loi du 9 mars 1918, ou comme le mot « incorporé » dans l'article 5 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions. (Comp. Paul COLIN, *La Fin du régime moratoire*, n° 6, p. 3 ; LARDEUR, *La liquidation des dettes d'avant-guerre*, n° 23, p. 24 ; V. contra Claude WEYL, et PENANCIER, *Comment régler nos dettes d'avant-guerre*, p. 5). (1)

Quelques précisions sont néanmoins nécessaires pour déterminer s'il y a eu mobilisation et si celle-ci a duré au moins un an.

Il n'y a eu incontestablement mobilisation que si le débiteur a été incorporé, c'est-à-dire a été porté sur la matricule ou registre des contrôles du corps. Ceci exclut les débiteurs qui ayant obtenu un sursis d'appel n'ont pas rejoint leur corps, mais non manifestement ceux qui ayant été incorporés ont, même moins d'un an après, été l'objet d'une mise en sursis : ils ont en effet continué de figurer sur le registre des contrôles du corps.

Quant à la durée de la mobilisation, elle sera établie en rapprochant la date de l'inscription sur le registre de celle de la radiation.

(1) L'opinion contraire soutenue par M. Claude Weyl est sans doute fondée sur ce que certains décrets ont seulement visé les mobilisés « présents sous les drapeaux » (notamment décrets des 20 mars 1916, 21 sept. 1918, 24 sept., 29 déc. 1918) mais le décret du 30 mars 1919 a intentionnellement substitué à cette expression une formule qui comprend tous « les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés ». (V. n° 8, supra).

37. — La loi est-elle applicable aux mobilisés des armées alliées ?

Le moratoire pouvait, en principe, être invoqué par les débiteurs de nationalité étrangère. Nous ne voyons pas pourquoi, dès lors, ceux d'entre eux qui rentreraient dans les prévisions littérales de la loi ne bénéficieraient point de celle-ci.

§ 2

Réformés pour cause de guerre

38. — Les débiteurs compris dans cette catégorie sont ceux réformés en application de la loi du 31 mars 1919.

Pour toutes les questions susceptibles d'être soulevées sur ce point, il convient de se référer à l'interprétation donnée aux mots : « réformés » en matière d'application de la loi du 4 mai 1920, relative à la prorogation des baux conclus pendant la guerre, et aussi de la loi du 9 mars 1918 (art. 15 et 20).

Ne peuvent solliciter le bénéfice des dispositions de la loi que les débiteurs réformés à raison d'infirmités causées ou présumées causées ou aggravées par les fatigues, dangers ou accidents éprouvés pendant la guerre par le fait ou à l'occasion du service (art. 3, n^{os} 2 et 1, et art. 5, loi du 31 mars 1919 ; V. Civ. 30 déc. 1918, *Revue des loyers*, 1919, p. 111 ; 23 déc. 1918, p. 185 ; 3 févr. 1921, p. 160 ; 15 novembre 1920, *rev.* 1921, p. 54. Comp. Paul COLIN, n^o 5, p. 3). (1)

Il importe peu évidemment que le droit à pension n'ait pas

(1) Cf. encore pour les constatations que devront contenir les décisions judiciaires sur ce point, crim. 21 oct. 1920, *Bull. crim.* n^o 398, p. 640.

été reconnu, parce que l'invalidité serait inférieure à 10 % (art. 4, § 2, loi du 31 mars 1919) si la réforme a été prononcée pour une infirmité ayant une des causes sus-énoncées (Civ. 22 déc. 1920, rev. 1921, p. 161), ni qu'il s'agisse d'un réformé n° 2 (Civ. 21 juin 1919, rev. p. 330 ; 30 déc. 1918, p. 111 (sol. impl.).

Il apparaît également comme indifférent que la réforme n'ait qu'un caractère temporaire (art. 4, loi 31 mars 1919), même si elle avait actuellement pris fin. Le texte de l'article 1^{er} ne porte aucune restriction à cet égard. (Civ. 29 juin 1920, *Revue des loyers*, p. 364 (sol. impl.) ; 15 avril 1919, revue, p. 464 ; V. toutefois, en matière d'amnistie, Crim. 4 mars 1920, *Bull. crim.* n° 3, p. 175).

§ 3

Sociétés en nom collectif et en commandite simple

39. — Ces Sociétés sont protégées par la loi, lorsque tous leurs associés ou gérants ont été mobilisés au moins pendant un an.

Toutes autres Sociétés ne peuvent demander le règlement spécial en se fondant sur la mobilisation de leurs associés ou gérants.

40. — La loi ne parle pas du cas où l'un ou plusieurs des associés ou gérants des Sociétés en nom collectif ou en commandite simple auraient été mobilisés pendant moins d'une année, mais auraient été réformés pour cause de guerre. Doit-on, dans cette hypothèse, admettre néanmoins ces Sociétés au bénéfice du règlement spécial ?

L'article 20 a été introduit dans la loi par la législature actuelle. M. le rapporteur Decroze avait indiqué dans son rapport que la loi serait applicable à toutes les catégories de débiteurs pour lesquels le moratoire avait été en dernier lieu maintenu, et notamment aux Sociétés en nom collectif dont tous les associés, aux Sociétés en commandite simple dont tous les gérants avaient été mobilisés. Mais son rapport ne concluait à l'adoption d'aucune disposition expresse à cet égard, et à dire vrai, celle-ci n'était pas rigoureusement indispensable puisque la loi nouvelle devait être applicable à toutes « les sommes demeurées impayées par suite des décrets relatifs à la prorogation des échéances » et que les dettes moratoriées dues par les débiteurs dont s'agit figuraient bien parmi ces sommes. La commission de la nouvelle législature a cru bien faire de préciser par une disposition spéciale que ces débiteurs bénéficieraient de la loi, et on ne saurait que l'en approuver. Mais elle n'a nullement, on le voit, exprimé ou éprouvé le désir de traiter d'une manière plus défavorable les mobilisés associés dans une Société en nom collectif que ceux travaillant isolément. L'article 1^{er} de la loi s'applique d'ailleurs, semble-t-il, nécessairement à ceux-ci, quand il assimile, dans des termes d'une généralité absolue, les réformés de guerre, qu'elle qu'ait été la durée de leur mobilisation, aux mobilisés d'au moins un an.

41. — En ce qui concerne les gérants des Sociétés en commandite simple, la même solution paraît toutefois à première vue plus discutable, puisqu'on n'est pas en présence d'une Société dont tous les membres sont mobilisés. Cependant il a

été décidé par la jurisprudence qu'en application de l'art. 5 de la loi du 4 août 1914 aucune instance ne pouvait être introduite contre une Société en commandite dont le seul gérant responsable était mobilisé. (Trib. civ. Seine 15 février 1917, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 102 ; Cass. 26 juin 1917, *D.* 1918, 1, 13.) De cette décision, imposée par une nécessité de fait, ne résulte-t-il pas que la mobilisation de tous les gérants d'une Société en commandite simple doit produire rigoureusement les mêmes effets que celle de tous les associés d'une Société en nom collectif ? Et s'il en est ainsi ne doit-on pas aussi bien admettre que pour ces gérants la réforme pour cause de guerre équivaut à la mobilisation d'une année ? En l'absence de l'article 20, les tribunaux pourraient sans doute le décider. Ce texte, qui n'a eu d'autre objet que de confirmer les droits des Sociétés en commandite simple, et non de les restreindre, ne paraît pas devoir entraîner une solution différente. (V. dans ce même sens COLIN, n° 7, p. 3.)

§ 4

Débiteurs dont l'établissement était situé ou qui exerçaient leur profession dans les localités envahies ou évacuées pendant plus d'une année du fait des hostilités.

42. — Les « territoires envahis ou particulièrement atteints par les hostilités » étaient les suivants, aux termes de la liste annexée aux décrets moratoires (V. notamment décret 18 septembre 1920) : Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise (arrondissements de Compiègne et de Senlis), Pas-de-Calais (arrondissements d'Arras, de Béthune et

Saint-Pol), Seine-et-Marne (arrondissements de Coulommiers, Meaux, Melun et Provins), Somme (arrondissements d'Amiens, Montdidier et Péronne), territoire de Belfort, Vosges (arrondissements d'Épinal et de Saint-Dié). (1)

La loi n'est pas applicable à tous les débiteurs domiciliés dans ces territoires, comme il avait été envisagé tout d'abord (V. *supra*, n^{os} 15 et suiv.), mais seulement à ceux qui exerçaient leur profession ou dont les établissements étaient situés dans ceux de ces territoires qui ont été envahis ou évacués pendant plus d'un an.

Le législateur s'est délibérément abstenu de dresser une liste des régions ainsi visées. Il a sans doute reculé devant la difficulté de la tâche et peut-être aussi craint qu'une carte établie législativement ne présentât un caractère arbitraire : il était difficile, en effet, de tracer très exactement la ligne de démarcation des territoires compris ou non dans les prévisions de la loi ; au contraire, les Commissions arbitrales locales pourront déterminer d'une manière certaine et rigoureuse la limite des territoires envahis pendant plus d'un an ; elles apprécieront souverainement si ceux-ci ont ou n'ont pas été évacués pendant le même laps de temps.

(1) Suivant un commentateur, « il ne serait pas interdit de prouver » que « telle localité ne figurant pas à ce tableau a été envahie ou évacuée » (Lardeur, *La liquidation des dettes d'avant-guerre*, n^o 24, p. 25). Sans doute, mais l'observation n'est-elle pas que théorique, puisque, d'une part, la loi du 27 décembre 1920 ne concerne que les régions envahies ou évacuées pendant plus d'un an — ce qui n'est certes le cas pour aucune localité en dehors de celles indiquées au tableau —, et que, d'autre part, le décret du 28 décembre 1920 ne protège en tous cas, comme d'ailleurs la loi elle-même, que les débiteurs ayant bénéficié du moratorium en tant que domiciliés dans les régions figurant au même tableau.

Mais que doit-on entendre par « localité évacuée pendant un an au moins » ?

Suivant l'auteur d'un excellent commentaire de la loi du 27 décembre 1920, ne doivent être considérés comme rentrant dans les prévisions de cette loi que les communes qui, pendant au moins une année, ont été entièrement évacuées, et ce par ordre de l'autorité (COLIN, n° 8, p. 3). Une localité entièrement évacuée en fait ou partiellement évacuée par ordre ne devrait pas être tenue pour évacuée au sens de l'article 1^{er}.

Une telle interprétation paraît bien rigoureuse et, selon nous, les termes de la loi ne la commandent nullement. Ceux-ci n'indiquent pas quels doivent être le caractère et l'étendue de l'évacuation, mais seulement sa durée : N'est-ce pas, dès lors, y ajouter que d'exiger pour son application qu'aucune parcelle du territoire de la localité ne soit demeurée en dehors de la mesure d'évacuation, ou même qu'il y ait eu ordre d'évacuation ?

Nous estimons, quant à nous, qu'une localité dont les parties principales ont été effectivement abandonnées par leurs habitants ou la majeure partie de ceux-ci doit être réputée « évacuée » *Accessorium sequitur principale*. La loi ne parlant ni d'évacuation partielle, ni d'évacuation intégrale, nous ne voyons pas d'autre application possible de son texte.

La solution contraire aurait, d'ailleurs, pour résultat de refuser le bénéfice du règlement légal à des débiteurs sinistrés dont les établissements, situés dans les villes soumises au bombardement continu de l'ennemi, ont été non seulement fermés, mais détruits... Reims, qu'on appela si justement la « ville martyre », serait ainsi assimilée à Bordeaux !

On ne saurait certes admettre qu'une telle assimilation soit dans les termes ou dans l'esprit de la loi.

Quoi qu'il en soit, la durée de l'occupation pourra être ajoutée à celle de l'évacuation ou inversement pour le calcul du temps d'évacuation ou d'occupation nécessaire à l'application de la loi. C'est une solution de bon sens et d'ailleurs conforme à l'article 1^{er}. (Comp. COLIN, loc. cit.).

43. — La loi paraît exiger que le débiteur non seulement ait été domicilié, mais encore ait eu son ou ses établissements, ou exercé une profession, dans les localités qu'elle vise.

Cependant les débiteurs n'exerçant aucune profession et domiciliés dans les régions atteintes par les hostilités ont bénéficié jusqu'au 1^{er} janvier 1921 du moratoire. Les décrets des 21 et 24 septembre 1918 qui faisaient cesser le moratoire en ce qui concerne les débiteurs non commerçants ne visaient que les effets négociables et ils réservaient ceux payables dans les régions susvisées. De plus tous les décrets ultérieurs ont fait figurer parmi les bénéficiaires des prorogations tous « les débiteurs domiciliés dans territoires envahis ou particulièrement atteints par les hostilités ». Or, il ne résulte aucunement des travaux préparatoires que l'auteur de loi ait eu l'intention d'exclure ceux des débiteurs de cette catégorie qui n'exerçaient pas de profession du bénéfice du règlement légal.

Quant à la formule de la loi, elle est libellée en vue du cas le plus habituel, qui est manifestement celui où le débiteur exerçait une profession. Elle semble donc par suite avoir une portée indicative et non pas limitative, et il sera possible, dès lors, sans doute de faire participer au bénéfice de ses disposi-

tions des petits propriétaires ou rentiers des régions dévastées qui ont connu les affres de l'invasion et que celles-ci a trop souvent ruinés. (V. contra COLIN, n° 10, p. 4 ; LARDEUR, n° 24, p. 26).

Le décret du 28 décembre 1920 confirme cette interprétation. Il déclare, en effet, ses dispositions seulement applicables à cet égard « *aux débiteurs qui avaient leur domicile, leurs établissements ou qui exerçaient leur profession habituelle dans les régions figurant au tableau annexé au projet de décret ci-joint, mais n'ayant pas été envahies ou évacuées du fait des hostilités ou l'ayant été pendant un temps n'excédant pas une année* ». Le décret ne concernerait donc pas les débiteurs qui avaient leur domicile dans les régions envahies ou évacuées pendant un temps excédant une année. Mais alors ceux-ci tombent nécessairement sous le coup de la loi !

44. — Si le débiteur avait plusieurs établissements commerciaux ou industriels est-il nécessaire pour qu'il bénéficie des dispositions de celle-ci, que tous ces établissements aient été situés dans les régions protégées ? On a dit que la loi l'exigeait, alors qu'au contraire s'il s'agit d'une société, elle demande seulement que le siège social et la majeure partie des établissements aient été situés dans ces régions (art. 20). On peut soutenir, selon nous, que pour interpréter l'article 1^{er} sur ce point il faut le rapprocher de l'article 20. Rien ne s'y oppose, car le pluriel « Les établissements » peut être aussi bien commandé par celui « Les débiteurs », et il semble même que le législateur n'ait eu en vue que le cas ordinaire, où le débiteur ne possède qu'un établissement. Si l'on admet qu'il

en est ainsi, et qu'il s'agit en conséquence d'une hypothèse que l'article 1^{er} ne vise pas expressément, ne peut-on pas alors rechercher la solution dans une disposition que la loi édicte pour un cas identique ? Cette solution a l'avantage de permettre d'éviter une contradiction et de donner satisfaction à l'équité.

45. — La loi paraît applicable aux habitants des régions sus-visées qui ont pu exercer une profession en dehors de ces régions — on sait qu'il en est qui ont transporté entièrement leur industrie dans d'autres départements. — Ceux-ci dont les établissements *étaient* situés, ou qui *exerçaient* habituellement leur profession antérieurement à l'invasion dans les localités visées par la loi, rentrent bien dans les dispositions de celle-ci. On pourrait bien être porté à contester, dans quelque mesure, l'équité d'une pareille solution, quand le débiteur a exercé ailleurs sa profession au point même de renoncer à tout retour dans sa région d'origine : dans ce cas la nécessité qui lui était imposée par les décrets d'être domicilié dans les régions protégées eut paru justifiée. Mais ce peut n'être là qu'une apparence. En effet, si ce débiteur a exercé une profession lucrative, il aura souvent été soumis à la contribution sur les bénéfices de guerre et le moratoire a par suite pris fin pour lui. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si ses bénéfices ont été modestes, la protection que lui accorde la loi demeure légitime, car il est manifeste que l'invasion ou l'évacuation, ou encore les deux, lui ont causé un préjudice certain.

Quoiqu'il en soit il semble bien résulter des travaux préparatoires que l'intention du législateur n'a pas été de refuser

par principe les avantages du règlement spécial à cette catégorie de débiteurs. Le texte proposé au vote du Parlement par la Commission de l'ancienne législature portait, en effet, une disposition (art. 7) qui n'accordait l'exonération de plein droit des intérêts moratoires qu'aux débiteurs démobilisés dont l'établissement est demeuré fermé et à ceux des régions envahies dont tous les éléments d'exploitation *étaient et sont* restés situés dans ces régions et n'ont pas fonctionné. La question que nous discutons n'a donc pas échappé à la législature actuelle et le silence gardé par la loi sur l'activité commerciale que les habitants des régions atteintes par les hostilités ont pu exercer en dehors de ces régions paraît dès lors intentionnel. (1)

46. — *Des établissements situés en dehors des localités sus-visées mais sinistrés.* — Au cours de la séance du Sénat du 24 décembre 1920, il a été question (v. *J. Of.* 25, p. 2013) d'une extension de la loi aux établissements même non situés dans les localités envahies ou évacuées pendant plus d'une année, mais qui ont été atteints par le fait de la guerre.

(1) On pourrait objecter toutefois que les décrets moratoires n'étaient applicables qu'aux débiteurs domiciliés dans les territoires atteints par les hostilités et que les industriels, qui avaient transplanté leurs établissements dans d'autres régions, n'avaient plus leur domicile dans ces territoires. Mais, sans rechercher si ces débiteurs avaient ou non changé de domicile, il suffit de répondre que les décrets moratoires se placent certainement au moment de la déclaration de guerre, pour déterminer le domicile du débiteur. C'est ce qui résulte au surplus de l'imparfait employé par l'article 1^{er}, al. 1^{er}, en ce qui concerne les établissements du débiteur.

Le rejet d'un amendement de M. Charpentier tendant à rendre la loi applicable à ces établissements fut sans doute demandé par le Président de la Commission, qui déclara qu'il y aurait aggravation du texte de l'article 1^{er} s'il était exigé non seulement que l'évacuation ou l'invasion ait duré plus d'une année, mais encore que les établissements eussent cessé de fonctionner pour cause de destruction totale ou partielle. Mais l'échange d'observations suivant eut alors lieu entre le Rapporteur ou le Ministre du Commerce : *M. le Rapporteur* : « Il est bien entendu que les établissements industriels ou commerciaux endommagés ou détruits par l'effet de la guerre ont quand même droit au bénéfice de la loi, même s'ils ne se trouvaient pas dans une localité envahie ou évacuée pendant plus d'une année. » — *M. le Ministre du Commerce* : « Certainement, c'est ainsi que nous le comprenons. » — *M. le Rapporteur* : « Dans ces conditions la Commission ne juge pas nécessaire l'addition de l'amendement. »

Il résulte certes de ce dialogue la volonté formelle de la Commission du Sénat d'étendre sur ce point le champ d'application de la loi au delà de ses termes. Mais l'expression d'un vœu même aussi légitime que celui ainsi formulé doit-elle être nécessairement retenue, s'agissant d'une loi dont les dispositions sont de droit étroit ? On peut en douter, d'autant plus qu'il n'appartient point aux tribunaux de rechercher dans les travaux préparatoires des raisons de modifier la portée de textes clairs et précis. Les discussions législatives peuvent servir à éclairer le sens d'une disposition obscure, mais elles n'ont point pour effet de changer les termes de la loi (V. Contra, LARDEUR, n° 24, p. 26).

La lacune qu'a fait apparaître la discussion au Sénat nous semble donc appeler une modification législative nécessaire.

§ 5

*Sociétés dont le siège et la majeure partie des établissements
étaient situés dans les mêmes localités*

47. — Ces sociétés tiennent leur droit de l'article 20 de la loi.

La loi est applicable de ce chef à toutes les sociétés commerciales, c'est-à-dire aussi bien aux sociétés anonymes ou en commandite par action, qu'à celles en nom collectif ou en commandite simple, à la différence de ce qui a lieu au cas où l'obtention du bénéfice de la loi est fondée sur la qualité de mobilisé et non de sinistré du débiteur.

Mieux encore, ce bénéfice peut être accordé à des sociétés non commerciales, puisque la loi ne dit pas qu'il s'agit seulement de celles-ci. Ainsi une société de construction immobilière ou ayant un objet agricole pourra demander le règlement spécial.

Il faut et il suffit semble-t-il qu'une société ait eu son siège social ou la majeure partie de ses établissements dans les localités susvisées pour que la loi reçoive application.

Nous remarquerons que la loi ne fait aussi bien aucune réserve en ce qui concerne la nationalité desdites sociétés (v. infra, n° 58).

§ 6

Veuves et héritiers de tous ces débiteurs au cas de décès ou de

disparition de ceux-ci, en ce qui concerne les obligations contractées par leurs auteurs.

48. — L'article 20 accorde le bénéfice du règlement spécial « aux veuves et héritiers des bénéficiaires de la présente loi, à raison des obligations contractées par leurs auteurs ».

Cette disposition appelle quelques observations. Le mot « veuves » que le législateur a introduit dans la loi à côté de celui : « héritiers » ne semble pas, à première vue, ajouter grand chose à ce dernier.

Les veuves n'auront, en effet, aucun droit propre, puisqu'elles ne sont protégées « qu'en raison des obligations contractées par leur auteur », c'est-à-dire, en principe, seulement lorsqu'elles sont appelées à la succession de leur mari.

Cependant elles paraissent — et c'est l'intérêt de la mention spéciale dont elles sont l'objet — pouvoir se prévaloir des dispositions de la loi, si elles sont tenues des dettes de leur mari comme légataires, alors que le règlement spécial ne semble pas pouvoir être, en pareil cas, invoqué par les autres héritiers.

La loi n'exige pas qu'il s'agisse de veuves de guerre. Toutes les veuves de débiteurs bénéficiaires de la loi sont donc admises à se prévaloir du bénéfice des dispositions de celle-ci. On ne saurait le critiquer. Mais on peut regretter qu'une protection personnelle particulière n'ait pas été accordée aux veuves des militaires morts pour la France. C'est là une omission regrettable qui s'était déjà produite notamment lors du vote de la loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyer, dans laquelle aucune disposition spéciale ne fut insérée tant en ce qui concerne le

droit à l'exonération que celui à la prorogation, pour cette catégorie de victimes de la guerre.

Mieux encore, notre texte n'accordé la faveur du règlement spécial qu'aux veuves et héritiers des débiteurs bénéficiaires de la loi. Si on l'interprète littéralement, les ayants droit d'un débiteur mort pour la France ne l'obtiendraient donc pas au cas où ce débiteur n'aurait pas été réformé pour cause de guerre ou mobilisé pendant un an au moins. Nous pensons toutefois qu'une interprétation aussi judaïque peut être écartée non seulement pour des raisons d'équité, mais par un argument juridique pris de ce que les ayants-droit du militaire sont admis à se prévaloir de la loi du 31 mars 1919 qui accorde des pensions aux réformés de guerre, lorsque ceux-ci viennent à décéder de blessures qui ont motivé ou auraient pu motiver leur réforme. Il résulte donc de là, semble-t-il, que la veuve d'un militaire mort pour la France peut dans une certaine mesure être considérée comme étant aux droits de celui-ci, au regard de la législation de guerre.

Le rapprochement de l'article 9, §4, et de l'article 20 paraît d'ailleurs devoir lever toute difficulté, puisque le premier de ces textes protège la mémoire des débiteurs morts pour la France, en interdisant toute déclaration de faillite contre eux, et fait par là en quelque sorte de ces débiteurs des bénéficiaires de la loi, tandis que l'article 20 déclare celle-ci applicable aux veuves et héritiers de « tous bénéficiaires de la loi ».

Mais qu'advient-il si la veuve s'est remariée ? A-t-elle perdu son droit au bénéfice du moratoire et du règlement spécial ? (art. 4, n° 3) Il faut, semble-t-il, répondre affirmativement,

si on admet que doit être suivie, par analogie, la jurisprudence (1) qui refuse aux veuves de guerre remariées le bénéfice de la loi du 4 mai 1920 sur les prorogations de baux et celle du 24 octobre 1919 (art. 4, n° 3) sur l'amnistie.

Mais cette jurisprudence est en contradiction avec la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, dont l'article 18 sauvegarde les droits de la veuve remariée, et avec le droit commun, suivant lequel les droits qu'une veuve tient de la loi (notamment de l'article 767 C. civ.) lui restent nécessairement acquis au cas de nouveau mariage.

49. — L'article 20 passe sous silence les veuves et héritiers des disparus.

On peut penser que cet article doit être complété par l'observation suivante du rapport de M. le député Decroze. « *S'ils ne sont point expressément mentionnés par le projet* » — on a vu que l'article 20 a été introduit dans la loi par la législation actuelle — disait M. Decroze parlant des héritiers des débiteurs mobilisés, ils n'en ont pas moins droit au bénéfice de la loi (en ce qui concerne les obligations contractées par leurs auteurs) puisque la législation proposée est nécessairement applicable à toutes les catégories de débiteurs pour lesquels le moratorium est encore en vigueur ». Et il ajoutait : « *Il en va de même*, et pour la même raison, *des héritiers des mobilisés disparus* et de ceux des débiteurs domiciliés dans les territoires envahis ou assimilés, lorsqu'ils sont décédés ou *disparus* (V. Rapport annexé n° 7053, p. 27).

(1) V. en matière de loyers, Civ. 1^{er} déc. et 3 nov. 1920. *Rev. des loyers* 1921, p. 45 et 56, et en matière d'amnistie, C. Paris, 9 mai 1921, *af. Foveau*.

Le législateur aurait donc eu en vue les héritiers des débiteurs bénéficiaires de la loi et disparus. Mais cela était-il nécessaire ? Il ne le semble pas puisque tant que le décès du disparu n'a pas été judiciairement déclaré (l. 25 juin 1919, art. 9), son existence est toujours présumée et ses dettes doivent être dès lors considérées comme obligeant toujours sa personne même et non celle de ses héritiers.

50. — Les héritiers d'un associé dont la société a été dissoute et qui rentrait dans les prévisions de la loi peuvent se prévaloir des dispositions de celle-ci, puisque l'article 20 les déclare applicables aux héritiers de tous les bénéficiaires de la loi.

II

DÉBITEURS DES CATÉGORIES SUSVISÉES EXCLUS DU BÉNÉFICE DE LA LOI

51. — Certains débiteurs des catégories ci-dessus ne peuvent demander le règlement spécial.

Ce sont : 1° ceux qui, en raison de l'état de guerre, ont été fournisseurs de l'Etat français ou des Etats alliés ;

2° Ceux qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre ;

3° Les débiteurs qui n'ont point la qualité de commerçants au cas de fournitures de marchandises ou celle de banquiers au cas de dépôts espèces.

52. — 1° *Fournisseurs de guerre des Etats français ou alliés.*

— Le moratoire a été supprimé définitivement en ce qui les concerne par l'article 5 du décret du 23 décembre 1915. L'article 1^{er} d'un second décret en date du même jour détermine les personnes qui ont cette qualité. Ce sont : a) « les débiteurs qui *en raison de l'état de guerre* » ont été « fournisseurs » de ces Etats ou ont travaillé « pour leur compte, soit à titre principal, soit comme sous traitants » ; b) « les débiteurs qui ont fourni à ces personnes des matières premières brutes, ouvrées ou demi-ouvrées » ; c) ceux qui ont coopéré pour partie à la fabrication.

Une fourniture accidentelle ne suffirait pas à rendre la loi applicable : celle-ci ne concerne que les débiteurs exerçant la profession de fournisseur (Wahl, n° 2606, p. 632 ; Lois nouvelles 1916, I, 150). De même les personnes qui ont vendu à ces fournisseurs ou coopéré avec eux doivent, semble-t-il, l'avoir fait habituellement.

Les fournisseurs d'après-guerre ne sont évidemment pas exclus du règlement spécial.

De même les fournisseurs des Etats qui l'ont été pendant la guerre, mais qui n'étaient pas des fournisseurs de guerre. A cet égard, le bénéfice de la loi n'est refusé, en principe, qu'aux fournisseurs industriels des armées.

53. — 2°. *Débiteurs soumis à la contribution sur les bénéfices de guerre.* — Des décrets, des 27 et 29 décembre 1917, ont mis fin au moratoire pour les débiteurs qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre donnant lieu à l'imposition établie par la loi du 1^{er} juillet 1916.

Les décrets ultérieurs ont maintenu cette exclusion. Elle

concernait les *débiteurs* qui avaient réalisé des bénéfices exceptionnels et non pas seulement des bénéfices supplémentaires (V. infra, n° 92, note ; comp. LARDEUR, n° 12, p. 8, note).

54. — 3° *Débiteurs qui n'ont point la qualité de commerçant ou de banquier*. V. supra n°s 28-1 et 30).

III

CAS PARTICULIERS

55. — *Débiteurs Algériens*. — La loi du 27 décembre 1920 est applicable en Algérie (art. 22) aux catégories de débiteurs énumérées à l'article 2 du décret du 30 mars 1919, qui sont les mêmes que celles qui en bénéficient en France.

56. — *Débiteurs Alsaciens-Lorrains*. — La loi du 27 décembre leur est applicable dans leurs rapports avec leurs créanciers domiciliés dans les départements français, mais non en ce qui concerne leurs créanciers résidant dans les départements désannexés de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. La Convention d'Armistice, le Traité de Versailles, ainsi que la loi du 17 octobre 1919 (art. 4) ont en effet stipulé que les lois civiles locales antérieurement en vigueur dans ces territoires constituaient la législation y applicable.

57. — *Débiteurs mobilisés ayant renoncé à l'exception de mobilisation*. — Suivant un commentateur, seraient également exclus du bénéfice de la loi les débiteurs mobilisés qui personnellement ou par autrui auront continué ou repris

depuis leur mobilisation une exploitation commerciale ou industrielle ou pris eux mêmes l'initiative d'actes de poursuites ou d'exécution (art. 7 l. 26 juill. 1918). (1)

Il est exact que les décrets des 29 décembre 1918 (art. 11) et 25 mars 1919 (art. 1^{er}) ont déclaré que le moratoire serait seulement applicable dans l'avenir aux débiteurs mobilisés ou démobilisés qui ne tombaient pas sous le coup de la loi du 26 juillet 1918. Mais à ces dispositions ont été substituées celles du décret du 30 mars 1919 qui rendent le moratoire applicable sans aucune distinction ni réserve à tous les débiteurs qui sont ou ont été mobilisés. (1)

Nous ne croyons donc pas que le bénéfice de la loi puisse être refusé aux débiteurs de la catégorie ci-dessus visée.

58. — *Débiteurs de nationalité étrangère.* — Les prorogations de délai accordées à l'occasion d'une guerre équivalent à la constatation législative d'un cas de force majeure (v. Rép. gén. alph. dr. fr. v^o effets de commerce n^o 30). Il paraît donc peu contestable que le moratoire s'appliquait, en principe, sans distinction de la nationalité des parties en présence (v. WAHL, n^{os} 1111 et 2645 ; Aix, 12 mars 1917, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, 573 ; 15 juin 1917, *Rec. Marseille*, 1918, 1, 124). Il en était ainsi même s'il s'agissait d'un débiteur de nationalité ennemie. (WAHL, loc. cit.).

(1) V. Claude WEYL, p. 7.

(1) Le système soutenu par M. Claude Weyll paraît bien d'ailleurs en contradiction avec l'article 11 de la loi du 27 décembre 1920 qui admet implicitement mais nécessairement l'application de la loi aux débiteurs ayant exercé une profession.

Mais peut-être a-t-il été porté atteinte à ce caractère de généralité du moratoire par les décrets qui en ont, après l'armistice, restreint l'application aux débiteurs mobilisés ou domiciliés dans les régions sinistrées : la prorogation des échéances ne serait-elle pas ainsi devenue en dernier lieu une faveur réservée à certaines catégories de citoyens ayant participé à la défense nationale ou victimes des dommages causés par l'ennemi sur notre territoire ?

La question est délicate. Il semble bien que le législateur n'ait eu en vue que les débiteurs français. Mais la loi ne le dit pas et il peut paraître tout à fait inopportun de refuser de l'appliquer aux débiteurs de nationalité alliée ou neutre qui rentreraient dans ses prévisions. Mais alors aucune règle juridique ne saurait empêcher qu'il en soit fait de même pour les débiteurs de nationalité ennemie !

Les débiteurs allemands et autrichiens demeurent, d'ailleurs, en dehors de cette discussion.

59. — *Débiteurs allemands.* — Le traité de Versailles (art. 296 et annexe) a fait en ce qui les concerne abstraction de tous moratoire et règlement spécial. (V. infra n° 64).

60. — *Débiteurs autrichiens.* — Les dispositions du traité de Saint-Germain (art. 248) étaient sur ce point presque identiques à celles du traité de Versailles. Mais il y avait une telle disproportion entre le montant de nos créances sur l'Autriche et le gage constitué par les biens austro-hongrois, diminué de ceux des ressortissants des nouveaux Etats créés à la suite du démembrement de l'Autriche-Hongrie, que le paiement,

avec valorisation des créances en couronnes, ne pouvait être pratiquement exigé des débiteurs autrichiens (*Guide pratique à l'usage des Français qui avaient avant la guerre des biens, droits ou intérêts en Allemagne et dans les autres pays qui ont été en guerre avec la France*, 2^e fascicule, p. 25). D'où la convention du 3 août 1920, actuellement soumise au Sénat.

Cette convention (V. doc. parl. dép., 1921, n° 1575) prévoit (art. 2) que « les Gouvernements des Hautes parties contractantes prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes dispositions d'ordre interne pour obliger leurs ressortissants à formuler, avant le 1^{er} février 1921, tant isolément qu'en groupes volontairement constitués, toute proposition convenable *d'accord amiable* ». La convention du 3 août 1920, qui a d'ailleurs donné lieu aux mesures préparatoires mentionnées au décret du 10 août 1920, maintiendra donc les débiteurs autrichiens en dehors du régime de la loi du 27 décembre 1920 (1).

61. — *Débiteurs bulgares*. — Au contraire, la question soulevée plus haut se pose, semble-t-il, pour les débiteurs bulgares.

Il n'a, en effet, point été fait application des dispositions du traité de Neuilly qui prévoyaient l'établissement d'un office de compensation (ouvr. cit., p. 26), et les dettes des débiteurs bulgares sont, en conséquence, régies par le droit commun.

62. — *Débiteurs turcs*. — Quel que soit le sort réservé au

(1) Cette convention a été récemment ratifiée par le Parlement. (V. loi d'approbation du 11 mai 1921, J. O. 12 mai).

traité de Sèvres, il en sera sans aucun doute de même des débiteurs tures.

SECTION III

Créanciers auxquels la loi est opposable

63. — La loi est opposable, en principe, à tous les créanciers, même s'ils ont été mobilisés ou sinistrés.

L'idée de sauvegarder les droits des créanciers victimes de la guerre n'est guère apparue nettement que dans la législation la plus récente, et en matière de loyers (v. Loi 4 mai 1920, art. 4, et Loi 1^{er} mars 1921, art. 2). Cependant, M. le député Decroze avait proposé (v. supra, n^o 15-2) un système ingénieux mais un peu complexe, dans lequel la charge de l'intérêt des dettes moratoriées devait être supporté tant par le débiteur que par le créancier au cas où le commerce de l'un et de l'autre aurait été arrêté et où tous deux seraient assujettis à l'impôt sur le revenu. La disposition ainsi envisagée ne se retrouve pas dans notre loi, et on verra qu'il a seulement été accordé au créancier une subrogation dans certains droits du débiteur.

La loi est donc opposable à tous les créanciers, sans distinction entre les mobilisés et sinistrés et ceux qui ne l'ont pas été.

Rappelons seulement que, s'agissant de fournitures de marchandises, le créancier comme le débiteur doit être commerçant.

La nationalité du créancier est indifférente (v. WAHL, t. 3, n° 2645) (1).

Cependant les traités de paix ont exclu du moratoire et par suite du règlement spécial les créanciers suivants :

64. — *Créanciers allemands.* — Une double difficulté pouvait paraître mettre obstacle à ce que la loi du 27 décembre 1920 fut opposée aux créanciers allemands : la première, c'est que cette loi ne concerne que les sommes demeurées impayées par application du moratoire. Or, tout paiement aux créanciers allemands a été légalement interdit. Ce serait donc, par suite de cette interdiction, et non du moratorium, que les dettes dont s'agit n'auraient pas été exécutées et elles ne rentreraient pas, en conséquence, dans les prévisions de notre loi. L'objection serait sans doute un peu spécieuse. En second lieu et surtout l'article 296 du traité de Versailles du 28 juin 1919 et l'annexe de cet article prévoient un mode de règlement de ces dettes qui semble bien faire absolument table rase du moratoire et de sa liquidation éventuelle par une loi spéciale.

Les dispositions suivantes de l'annexe excluent notamment de la manière la plus certaine toute idée d'un règlement analogue à celui de la loi du 27 décembre 1920 :

(1) Il peut arriver que la législation du pays auquel ressortit le créancier étranger soit plus favorable au débiteur que la loi du 27 décembre 1920. Il est donc intéressant de signaler la proposition de loi déposée par M. Chassaing-Goyon (Ch. des députés, séance du 14 avril 1921, n° 2.500) aux termes de laquelle « Les débiteurs français, domiciliés en France, pourront opposer à leurs créanciers domiciliés en pays étranger les mêmes exceptions qu'un débiteur domicilié dans ce pays étranger peut opposer à son créancier français, par application des dispositions exceptionnelles de guerre et de liquidation ».

§ 4 : « La garantie gouvernementale prévue au paragraphe b) de l'article 296 s'applique, lorsque le recouvrement ne peut être effectué, pour quelque cause que ce soit, sauf dans le cas où, selon la législation du pays du débiteur, la dette était prescrite au moment de la déclaration de guerre ou si à ce moment, le débiteur était en faillite, en déconfiture ou en état d'insolvabilité déclarée ou si la dette était due par une société dont les affaires ont été liquidées conformément à la législation exceptionnelle de guerre. Dans ce cas, la procédure prévue par la présente Annexe s'appliquera au paiement des répartitions. »

§ 22 : « Sauf accord contraire entre les Gouvernements intéressés, les dettes porteront intérêt dans les conditions suivantes :

Aucun intérêt n'est dû sur les sommes dues à titre de dividendes, intérêts ou autres paiements périodiques représentant l'intérêt du capital ;

Le taux de l'intérêt sera de 5 % par an sauf si, en vertu d'un contrat, de la loi ou de la coutume locale, le créancier devait recevoir un intérêt d'un taux différent. Dans ce cas, c'est ce taux qui sera appliqué ;

Les intérêts courront du jour de l'ouverture des hostilités ou du jour de l'échéance si la dette à recouvrer est échue au cours de la guerre, et jusqu'au jour où le montant de la dette aura été porté au crédit de l'Office créancier ;

Les intérêts, en tant qu'ils sont dus, seront considérés comme des dettes reconnues par les Offices et portés, dans les mêmes conditions, au crédit de l'Office créancier. »

Cependant l'Office de compensation aurait admis, après certaines hésitations, que la loi du 27 décembre — qui ne peut être invoquée par les débiteurs allemands — est susceptible de l'être par les débiteurs français : on justifierait juridiquement cette solution par ce motif que l'article 12 de la loi du 10 mars 1920 ayant subrogé l'Office de Compensation dans les droits des créanciers allemands, la loi du 27 décembre 1920 doit recevoir application comme dans les rapports de tous créanciers et débiteurs de nationalité française.

La raison n'est guère convaincante, car on ne voit pas bien comment la créance en passant du subrogeant au subrogé changerait de caractère et redeviendrait moratorisée après avoir cessé de l'être, ni pourquoi le subrogé aurait moins de droits que le subrogeant.

La vérité est sans doute qu'il a paru extrêmement délicat et tout à fait inopportun de soumettre les débiteurs mobilisés ou sinistrés qui avaient des créanciers allemands aux rigueurs du droit commun, alors que les mêmes débiteurs auraient bénéficié de facilités de règlement si leurs créanciers avaient été français. Mais cette solution n'aboutira-t-elle pas en fin de compte — la loi du 27 décembre 1920 ne pouvant être juridiquement opposée aux créanciers allemands — à appauvrir les créanciers français de débiteurs allemands des sommes dont il aura été fait remise aux débiteurs français de créanciers allemands, puisque la masse des intérêts français se trouvera diminuée d'autant ? Les créanciers français paieraient alors pour les créanciers allemands.

On peut se demander si ce résultat qui ne paraît guère juridique serait plus équitable que celui qu'on semble avoir voulu éviter.

64-I. — *Créanciers autrichiens.* — V. *supra*, n° 60.

CHAPITRE III

Avantages accordés aux débiteurs bénéficiaires de la loi

65. — La loi concède aux débiteurs de dettes moratoriées les avantages suivants :

1° Un délai légal de libération ;

2° S'ils ont subi des dommages de guerre et s'ils ne disposent pas actuellement de ressources suffisantes, le report des premiers paiements à la fin du trimestre au cours duquel ils recevront de l'Etat leur titre de créance pour la réparation de ces dommages ;

3° La suppression de certains frais et une protection contre certaines déchéances ou sanctions établies par le Code de commerce ;

4° Une limitation du taux des intérêts échus et exigibles et de ceux à échoir ;

5° L'exonération des intérêts moratoires, d'une manière générale, et, sous certaines conditions, celle des intérêts conventionnels.

SECTION I

Délai légal de libération

§ 1

Débiteur principal

66. — Aucune exonération n'est accordée au débiteur en ce qui concerne le principal.

C'est ce qui résulte du silence de la loi et de la déclaration expresse du rapporteur de la précédente législature qu'il n'a jamais été question dans aucune proposition de loi sur la matière, ni dans les discussions qui se sont fait jour devant les Commissions parlementaires « de reconnaître aux juges un tel pouvoir ». Et cela ne pouvait être. En effet, le commerçant que des circonstances exceptionnelles de guerre auront mis dans l'impossibilité définitive de faire face à ses obligations rentrera nécessairement dans la catégorie des débiteurs pour lesquels a été instituée la procédure du règlement transactionnel pour cause générale de guerre. Cette procédure lui permettra, d'ailleurs, d'obtenir remise de tout ou partie de sa dette, de maintenir son crédit et de reprendre ses affaires ».

67. — Mais un délai est accordé de plein droit à tous les débiteurs pour le paiement tant des intérêts moratoriés que de la dette elle-même (art. 3).

Le débiteur fixera, au mieux de ses intérêts, l'échelonnement des échéances auxquelles il s'acquittera par fractions de sa dette. Ces échéances pourront donc être annuelles, trimestrielles ou mensuelles. La liberté qui lui est laissée à cet égard n'est limitée que par l'obligation de se libérer dans une période maxima de cinq années et d'effectuer annuellement, pendant les quatre premières années, le paiement d'au moins un dixième de sa dette totale. Bien entendu, il peut se contenter de délais moindres.

Au cas où le débiteur s'abstient de fixer les conditions de

règlement, les sommes dues en principal et intérêts seront de plein droit payables annuellement par cinquième.

Nous indiquerons plus loin le point de départ de ce délai.

§ 2

Garant

67-1. — Le garant du paiement soumis à un recours, s'il appartient à l'une des catégories de débiteurs protégés par la loi, a, aux termes de l'article 5, la faculté de se libérer dans les mêmes conditions que le débiteur principal et dans le délai restant à courir à l'encontre de celui-ci.

Il pourra solliciter du Tribunal de commerce la concession d'un délai supplémentaire, à charge pour lui d'établir que ce délai lui est nécessaire, si au moment de l'exercice du recours le délai imparti au débiteur était inférieur à deux années.

La loi ne fixe pas la durée maxima de ce délai supplémentaire. Mais il va de soi qu'il ne pourra en aucun cas excéder cinq années.

Ce délai pourrait être accordé successivement, le cas échéant, à plusieurs garants.

§ 3

Compensation et saisie-arrêt

67-2. — Les articles 3 et 5 de la loi soulèvent la question — qui présente le plus grand intérêt pratique — de savoir si le délai qu'ils instituent met ou non obstacle : 1° à toute saisie-

arrêt du créancier fondée sur la dette pour laquelle le délai est accordé ; 2° à la compensation, au cas où le créancier deviendrait débiteur de son débiteur.

La réponse peut paraître dépendre du point de savoir si on est en présence d'un terme de droit ou d'un terme de grâce : elle serait négative dans le premier cas, affirmative dans le second.

Ce point a été déjà débattu dans des conditions presque rigoureusement identiques à l'occasion de l'application du moratoire, dont la doctrine et la jurisprudence ont d'une manière générale décidé qu'il constituait un terme de droit.

C'est un terme de droit, a dit M. Wahl (t. 3, p. 622, n° 2588), parce que la mesure est générale et que si elle est prise à titre de faveur pour le débiteur, elle n'a pas pour cela les caractères du délai de grâce, car elle n'est pas prise en raison de l'insolvabilité du débiteur.

Ce délai ne rentre pas en tous cas dans les termes de l'article 1244 du Code civil, a dit un jugement du Tribunal de la Seine du 21 juin 1915, puisqu'il est accordé par des dispositions législatives en vertu de la nature de la créance et non par une faveur individuelle (S. 1915, 2, 81 ; V. aussi Paris, 27 décembre 1918, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 633 ; Aix, 12 août 1916, S. et Pand fr., 1919, 2, 99 ; Aix, 12 avril 1916, S. 1917, 2, 99 ; *Gaz. Pal.* 1916-1917, 145 ; Trib. com. Seine 24 août 1915, *Gaz. Pal.* 1916-1917, 325 ; Trib. com. Marseille, 23 janv. 1871, S. 1915, 2, 81 et note D. 1872, 3, 87 ; Ord. référés Tunis, 26 nov. 1914, Lois nouvelles 1915, 2, 69 ; Trib. civ. Tunis, 26 nov. 1914, Dr. fin. 1915, 127 ; Trib. civ. Toulouse, 27 juill. 1915, *Gaz. Trib. Midi*, 30 oct. 1915 ; Trib. civ. Bône,

11 juin 1915, S. 1915, 2, 81 ; Contra Ord. référés Seine, 14 déc. 1915, *Gaz. Trib.* 16 déc. 1915, la loi 18 déc. 1915, *Gaz. Pal.* 1914-1915, 367 ; Trib. civ. Seine, 4 janv. 1917, *Gaz. Pal.* 18 août 1917 ; cf. également Trib. civ. Toulouse 8 oct. 1914, S. 1916, 2, 78). (1)

Pour contester cette solution on a fait valoir — c'est le seul argument digne de quelque attention — que la créance moratorisée produisait néanmoins un intérêt. Il y aurait donc, a-t-on prétendu, non pas report de l'échéance, mais report du paiement.

La nuance est bien subtile, si même elle est saisissable. Une dette est échue quand elle est exigible, et exigible quand elle est échue.

La question se pose dès lors fort simplement, selon nous, dans les termes suivants : Les fractions de dette dont le paiement demeure différé par application de la loi du 27 décembre 1920 ne sont pas exigibles. Elles ne peuvent, par suite, être saisies arrêtées (V. Rép. gén. alph. V^o saisie-arrêt, n^o 252) ni compensées (V. PLANIOL, t. 2, n^o 573). L'article 1244 du Code civil, qui prévoit la solution contraire, n'est applicable qu'au cas où le délai a été accordé par le juge. Or, il est de droit étroit et ne saurait être étendu à notre hypothèse. Nous ne voyons à cet égard aucune raison de faire une distinction entre la compensation et la saisie-arrêt. (Comp. cependant note de M. TISSIER, S. 1915, 2, 81).

Cette solution est d'ailleurs parfaitement rationnelle et

(1) V. pour le cas de compte courant, Trib. com. Seine, 24 août 1915, *Gaz. Pal.*, 1916-1917, p. 325.

équitable. Pourquoi, en effet, le débiteur perdrait-il le bénéfice de la protection légale s'il vient à être créancier de son créancier ? Est-ce que la situation de celui-ci s'en trouve aggravée ? Evidemment non. D'autre part, n'y a-t-il pas lieu en tout cas de respecter le vœu de la loi qui est que le débiteur mobilisé ou domicilié dans les régions envahies puisse disposer pour se libérer d'un délai égal à la durée de la guerre, c'est-à-dire au temps pendant lequel ses intérêts commerciaux ou professionnels ont été compromis par suite de sa mobilisation ou de l'invasion ? Le fait qu'il est devenu créancier de son créancier ne fait pas disparaître ces dernières circonstances.

§ 4

De la déchéance du terme

69. — Le défaut de paiement d'une des fractions de la dette à la date fixée par le débiteur ou par la loi en rend-il exigibles les autres fractions ? La loi et les travaux préparatoires passent cette question sous silence. Mais on sait que d'après le droit commun (art. 1188 C. civ. et 444 C. com.), le débiteur est déchu du bénéfice du terme lorsqu'il est en état de faillite ou de déconfiture : ce principe doit-il recevoir application dans l'hypothèse ci-dessus ? Nous hésitons à l'admettre, car la perte du bénéfice du terme est motivée sur la non justification de la confiance placée par le créancier dans la solvabilité du débiteur (Rep. gén. alph. dr. fr., V^o terme, n^o 88), et suppose par suite que le terme a été consenti par le créancier. Les textes susvisés paraissent donc étrangers au

cas où il s'agit d'un terme accordé par la loi, lequel n'implique nullement la solvabilité du débiteur. (1)

SECTION II

Report de la date des premiers paiements pour les débiteurs sinistrés

70. — La précédente législature avait envisagé la possibilité pour le débiteur de solliciter des délais supplémentaires pour le paiement du principal. Cette disposition ne se retrouve pas dans le texte qui a été adopté ; d'où il suit que l'article 1244 n'étant pas applicable en matière commerciale, tout au moins en ce qui concerne les effets négociables, le délai établi par l'article 3 ne pourra à cet égard être suivi d'un nouveau délai accordé par les juges.

Tel est le principe, mais l'article 21 y apporte, en quelque sorte, une exception en faveur des sinistrés. Aux termes de ce texte, les Commissions arbitrales ont le pouvoir de proroger, en cas de besoin, la date des premiers paiements à effectuer par les sinistrés dépourvus de ressources suffisantes, jusqu'à l'époque où leur seront délivrés par l'Etat les titres de créances auxquels ils ont droit pour la réparation des dommages de guerre qu'ils ont subis.

Cette disposition a été introduite dans la loi par la Commission du Sénat à la suite d'un amendement de MM. Montfeuillard et Gouge. Elle constitue, il n'est peut-être pas inutile

(1) V. contra COLIN, n° 33, p. 11.

de le rappeler, presque la seule innovation apportée par la Haute Assemblée au texte voté par la Chambre.

Le débiteur sinistré pourra donc, à la seule condition d'établir qu'il ne dispose pas de ressources suffisantes, obtenir en tout état de cause, c'est-à-dire que les délais de libération fixés par lui ou par la loi soient ou non venus à expiration, la concession du délai supplémentaire prévu par ce texte. Ce délai semble aussi bien devoir être de droit pour la totalité, et par suite ne pouvoir être refusé si le débiteur fait la preuve susvisée, et devoir nécessairement porter sur toute la période durant laquelle le débiteur attendra la délivrance de son titre.

L'article 21 soulève peut-être une difficulté lorsqu'il dit que « la date *des premiers paiements* sera reportée à la fin du trimestre au cours » duquel le sinistré recevra de l'Etat son titre de dommages de guerre. Est-ce à dire que les paiements différés devront tous être effectués le même jour ? Ou bien doit-on au contraire considérer que le point de départ du délai déterminé conformément à l'article 3 de la loi du 27 décembre 1920 sera purement et simplement reporté au jour de la remise du titre susvisé ? La question ne nous paraît pas faire de doute : tous les paiements en retard devront être effectués à cette même date : c'est ce qui résulte des termes mêmes de l'article 21.

Le débiteur n'obtiendra donc pas à proprement parler de nouveaux délais, mais seulement, si l'on peut dire, un délai dans un délai : il devra se libérer dans les cinq ans à compter de la date fixée par l'article 3.

SECTION III

**Exemption de certains frais. — Suppression de déchéances
ou sanctions établies par le code de commerce**

§ 1

71. — *Substitution de lettres recommandées au protêt et à sa notification.* — L'article 7 s'exprime ainsi :

« Si le débiteur ne s'acquitte pas à une des échéances fixées comme il est dit plus haut, les dispositions des articles 161 à 172 inclusivement du Code de commerce recevront application.

« Toutefois, par dérogation auxdits articles, il ne pourra être dressé de protêt, et le défaut de paiement devra être constaté, dans un délai de dix jours à dater du lendemain de l'échéance, par lettre recommandée adressée par le porteur au débiteur et suivie d'un accusé de réception.

« La notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, de la copie de la lettre constatant le défaut de paiement, tiendra lieu de la notification de protêt prescrite par les articles 165 et 167 du Code de commerce. »

De même les diverses autres notifications extrajudiciaires (art. 2, 3, § 3, 4) ou judiciaires (V. infra) prévues par la loi s'effectuent non par acte d'huissier, mais par lettre recommandée.

D'autre part, les quittances ou billets relatifs au règlement sont exemptés du droit de timbre (art. 3, § 6 et 9, et art. 8).

§ 2

72. — *Interdiction de déclaration de faillite du débiteur.* — Le défaut de paiement ne saurait être sanctionné par la déclaration de faillite du débiteur. C'est ce que déclare expressément au surplus l'article 9.

L'article 9 de la loi du 27 décembre 1920 porte, en effet, les dispositions suivantes :

« Pendant la période de cinq années prévue à l'article 3 et celle prévue à l'article 5 de la présente loi, les débiteurs visés par celle-ci ne pourront être déclarés en faillite à raison des sommes demeurées impayées par l'application des décrets relatifs à la prorogation des échéances. Ce délai sera prolongé pour les combattants et les prisonniers de guerre d'une période égale à celle de leur présence effective au front, dans les hôpitaux ou dans les camps d'internement. Il sera prolongé, en ce qui concerne les réformés pour cause de guerre, d'une durée égale à celle des hostilités. »

Ce texte appelle certaines observations concernant les conditions différentes dans lesquelles la prolongation de délai est accordée selon que les intéressés sont d'anciens combattants, ou prisonniers, ou des réformés de guerre.

73. — 1° *Combattants.* — La prolongation est égale à la durée de leur présence effective au front et dans les hôpitaux. Mais comment déterminer la qualité de combattant ? Qu'est-ce que le front ? Comment justifier la présence effective au front ou dans les hôpitaux ?

Par combattant il faut entendre à n'en pas douter tout

militaire ou mobilisé ayant appartenu à une unité combattante, c'est-à-dire, pour l'armée de terre : soit à l'une des unités énumérées aux deux premiers tableaux de l'instruction ministérielle du 2 novembre 1919 relative à l'exécution du décret du 28 octobre 1919, soit aux unités automobiles T. P. et T. M. aux armées ; et pour l'armée de mer : à celles énumérées au décret du 24 janvier 1918 pris pour l'application de la loi du 10 août 1917.

C'est au moins la définition que l'article 5 de la loi d'amnistie du 29 avril 1921 donne du combattant.

Le temps passé au front ne peut être autre que « la présence, entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, dans une grande unité (corps d'armée, division), ou dans une unité combattante d'armée placée sous les ordres des généraux commandant en chef », présence qui seule donne droit à la prime de démobilisation de 20 francs accordée aux combattants par l'article 2 de la loi du 22 mars 1919. (1)

Mais l'armistice n'a-t-il pas mis fin à l'existence même du front ? On doit bien, semble-t-il, admettre l'affirmative. Mais nous estimons toutefois que la présence effective au front du combattant s'est prolongée postérieurement à l'armistice pendant le temps durant lequel il a perçu l'indemnité de combat (2), puisque la prime de 20 francs lui est attribuée pour cette période (art. 2 l. 22 mars 1919).

La « présence effective au front » correspondrait donc ainsi

(1) V. J. Of., 29 mars 1919, le décret du 27 mars 1919 (suivi d'une instruction) relatif à l'application de cette loi.

(2) V. l. 31 mars 1917, art. 11, et décret (suivi d'une instruction) du 15 juillet 1918.

purement et simplement au temps durant lequel le combattant a perçu la prime de 20 francs. (1)

Pour établir sa durée ou celle de la présence dans les hôpitaux, une attestation des chefs de corps sera sans doute nécessaire. Une circulaire de M. le Ministre de la Guerre, à ce sujet, pourra donc, le moment venu, être utile en vue de prescrire à ceux-ci de délivrer aux débiteurs qui le demanderont les attestations justificatives. On ne voit pas à quel autre mode de preuve les intéressés pourraient en effet avoir recours. On suivrait d'ailleurs ainsi la pratique déjà adoptée en matière de loyers.

74. — 2° *Prisonniers*. — La prolongation de délai est pour eux égale à la durée de leur présence effective au front, dans les hôpitaux et dans les camps d'internement.

La loi mentionne les « prisonniers de guerre » sans en exclure les prisonniers civils. Il en résulte certainement que ceux-ci ne sauraient être écartés du bénéfice de ses dispositions. Il y a non seulement identité de texte, mais identité de motif pour justifier cette assimilation.

75. — 3° *Réformés pour cause de guerre*. — La prolongation est d'une durée égale à celle des hostilités, c'est-à-dire au temps écoulé entre le 4 août 1914 et le 23 octobre 1919, soit cinq ans deux mois et vingt-quatre jours.

Le réformé pour cause de guerre est celui tombant sous le

(1) V. art. 14 décret 27 mars 1919 sur les conditions de paiement de cette prime.

coup des dispositions de la loi du 31 mars 1919. (V. plus haut, n° 38).

76. — *Bénéfice du règlement transactionnel.* — « Dans tous les cas, dispose en outre l'article 9, le débiteur aura la faculté de réclamer le bénéfice du règlement transactionnel entre les débiteurs commerçants et leurs créanciers. »

Il va de soi que cette disposition ne concerne que les commerçants. Aussi bien apparaît-elle dans une certaine mesure comme superfétatoire.

§ 3

77. — *Cessation de paiement d'un débiteur mort pour la France.* — L'article 9 porte encore qu'aucune déclaration de faillite ne pourra être prononcée au cas de cessation de paiement d'un débiteur « mort pour la France », mais que la liquidation judiciaire pourra être ouverte soit à la demande des héritiers du débiteur, soit même à la demande du créancier. Il réserve d'ailleurs dans l'une et l'autre hypothèse le droit pour les héritiers de demander l'application de la loi du 2 juillet 1919 sur le règlement transactionnel.

On sait qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1915 doit être réputé « mort pour la France » tout militaire « des armées de terre ou de mer tué à l'ennemi ou mort des suites de blessures ou d'une maladie contractée sur le champ de bataille ; tout médecin, ministre du culte, infirmier, infirmière des hôpitaux militaires et formations sanitaires, ainsi que toute personne ayant succombé à des maladies contractées au cours des soins donnés aux malades ou

« blessés de l'armée, tout civil tué par l'ennemi, soit comme
« otage, soit dans l'exercice de fonctions publiques électives,
« administratives ou judiciaires, ou à leur occasion. »

Les termes de ce texte sont moins compréhensifs que ceux de l'article 14 de la loi du 31 mars 1919 qui détermine les conditions dans lesquelles le droit à pension est ouvert aux ayants-droit des militaires morts par suite des hostilités et d'après lequel en effet ont droit à pension : 1° Les veuves des militaires et marins dont la mort a été causée par des blessures ou suite de blessures reçues au cours d'événements de guerre, ou par accidents ou suite d'accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service ; 2° les veuves des militaires et marins dont la mort a été causée par maladies contractées ou aggravées par suite de fatigues, dangers ou accidents survenus par le fait ou à l'occasion du service ; 3° les veuves des militaires et marins morts en jouissance d'une pension définitive ou temporaire correspondante à une invalidité égale ou supérieure à 60 %, ou en possession de « droits à cette pension ».

Cependant l'article 1^{er} de la même loi porte qu'elle est applicable aux représentants de ceux qui sont « morts pour la France ».

Il résulte donc du rapprochement des articles 14 et 1^{er} précités que l'expression « mort pour la France » peut-être prise soit dans le sens étroit de la loi du 2 juillet 1915, soit dans l'acception plus large de celle du 31 mars 1919 ; et il paraîtrait, dès lors, rationnel de l'entendre suivant les termes de la dernière en date de ces lois. Mais cette interprétation excluerait les « civils tués par l'ennemi » visés seulement

par la première loi. On ne peut donc que regretter que les nombreuses propositions de loi tendant à considérer comme morts pour la France toutes les personnes décédées dans les conditions ouvrant droit à pension, telles que celles-ci sont déterminées par la loi du 31 mars 1919 et celle du 24 juin 1919 relative aux victimes civiles de la guerre, n'aient pas encore abouti.

La mise en harmonie des diverses dispositions légales concernant toutes les victimes de la guerre s'impose donc à cet égard encore. (Cf. proposition des Rotours, séance 12 janvier 1921, n° 2909). (1)

SECTION IV

Réduction du taux des intérêts

§ 1

78. — Trois périodes doivent être envisagées pour la détermination du taux des intérêts :

1° La période de prorogation antérieure à la cessation des hostilités (art. 10). Elle s'étend du 31 juillet 1914 inclusivement au 23 octobre 1919 exclusivement ;

2° Celle afférente à la prorogation ultérieure (art. 10), dont la durée varie avec chaque dette (V. infra n° 11) et a pris fin au plus tôt le 25 décembre 1920 ;

3° Celle de la liquidation du moratorium (art. 6) qui part pour chaque dette de la date d'expiration de sa dernière prorogation et dure cinq années (art. 1 et 3).

(1) V. aussi les propositions de M. le député Léon Pasqual et de M. le sénateur Simonet rapportées par M. le sénateur de la Batut (Sénat, séance 29 avril 1921, n° 347).

Après cette dernière période le droit commun devient applicable.

§ 2

79. — *Période de prorogation antérieure à la cessation des hostilités.* — Aux termes du décret du 29 août 1914, les débiteurs admis au bénéfice du moratorium étaient de plein droit, nous l'avons vu, redevables d'un intérêt calculé dans les conditions suivantes :

1° A 5 % pour les sommes visées aux articles 1 et 2 et représentées par des valeurs négociables — à l'exception des chèques — ou dues à raison de fournitures de marchandises ;

2° Au taux appliqué par la Banque de France pendant chaque période de prorogation, en ce qui concerne : a) les avances sur titres, sous réserve de l'application de toutes clauses contractuelles qui stipulaient des conditions plus élevées ; b) les sommes visées à l'article 3, c'est-à-dire : avances en compte à découvert, sur titres de valeurs mobilières et sur effets de commerce, ou garanties par ces titres ou effets ; (1)

(1) La loi du 7 avril 1917 était venue, on s'en souvient, apporter quelques précisions relativement au mode de calcul du taux des intérêts dûs pour ces avances. Aux termes de cette loi, les rémunérations stipulées par les banquiers au titre de commission devaient, quel que fut leur nom, être considérées comme faisant partie de l'intérêt. Si celui-ci en y comprenant ces redevances était inférieur au taux des avances de la Banque de France au début de chaque période, il devait être élevé à ce taux. S'il y était supérieur, il demeurerait fixé suivant la convention.

Cette loi avait un caractère interprétatif mais ne devait produire effet que pour l'avenir. On pouvait donc discuter pour la période allant du 31 juillet 1914 au 7 avril 1917 s'il convenait ou non de comprendre la commission dans l'intérêt pour déterminer si l'intérêt convenu était ou non supérieur au taux des intérêts de la Banque de France. (V. aussi n° 14).

3° A 3 % pour les sommes visées par l'article 4 du décret du 29 août 1914, c'est-à-dire les dépôts espèces et soldes crédateurs de comptes courants.

Les dispositions ci-dessus sont abrogées, en ce qui concerne les débiteurs soumis au régime de la loi du 27 décembre 1920 (1), pour toute la période écoulée entre le 31 juillet 1914 et le 23 octobre 1919. Le taux des intérêts échus durant cette période sera déterminé conformément aux prescriptions de l'article 10, § 2 et 3.

Cet article s'exprime ainsi à cet égard : « Les intérêts qui « auront couru jusqu'à l'expiration du dernier délai de pro- « rogation résultant des dispositions de l'article 1^{er} seront « payables en vertu des dispositions ci-après : Le montant « en sera calculé, pour la période du 1^{er} août 1914 au « 23 octobre 1919, au taux maximum de 5 % l'an, à l'exclu- « sion de toute capitalisation, redevance, commission ou « courtage, nonobstant toutes clauses ou conventions con- « traies. Si un taux inférieur à 5 % a été convenu, il sera « appliqué. »

Donc, au cas de taux conventionnel (dépôts, avances, fonds de commerce), application de ce taux, s'il est inférieur à 5 %, et d'un taux maximum de 5 %, s'il y est supérieur.

(1) Suivant M. LARDEUR (n° 67, p. 63), l'article 10 ne serait pas applicable aux garants, l'article 14, relatif au paiement des intérêts par ceux-ci, n'y renvoyant point. Nous croyons bien qu'au contraire les garants sont assimilés sur ce point, comme sur tous autres (à l'exception du délai de libération), au débiteur principal. Il résulte, en effet, de la doctrine et de la jurisprudence qu'ils bénéficiaient des décrets moratoires (v. n° 35, note 1). Ils tombent dès lors nécessairement sous le coup de toutes les dispositions de la loi du 27 décembre et du décret 1920, sauf texte contraire.

Au cas d'intérêts moratoires (effets négociables, fournitures de marchandises), taux légal limite uniforme de 5 %.

Exclusion dans les deux cas de toute capitalisation, redevance, commission ou courtage. Telles sont les règles applicables pour la période visée, quelle que soit la nature, commerciale ou non, de la dette.

On a vu que l'idée de cette limitation uniforme du taux d'intérêt à 5 % a été exprimée pour la première fois dans une proposition de loi de M. Sixte-Quenin (V. supra n° 15).

§ 3

Période de prorogation postérieure à la cessation des hostilités

80. — Pour cette période, les avantages accordés au débiteur par l'article 10, § 2 et 3, n'eussent pas été justifiés, et « postérieurement au 23 octobre 1919 les dispositions prévues à l'article 6 du décret du 29 août 1914 recevront application » (art. 10, § 4). (1)

§ 4

Période de liquidation du moratoire

81. — Le second régime dont nous venons de parler prend

(1) Bien entendu la loi du 7 avril 1917, quoi qu'elle n'ait été en principe votée que pour la durée des hostilités, doit recevoir application pendant la période écoulée entre le 23 octobre 1919 et la date de la cessation de la prorogation, puisqu'elle est interprétative du décret du 29 août 1914 qui produit effet pendant cette période.

On remarquera que pour les deux dernières périodes indiquées ci-dessus la loi du 27 décembre 1920 écarte les dispositions de celle du 18 avril 1918 fixant le taux de l'intérêt légal à 5 % en matière civile et 6 % en matière commerciale.

fin à la date de la cessation du moratoire. Il est alors remplacé par celui institué par l'article 6 de la loi.

A compter de l'expiration du dernier délai de prorogation, la dette portera intérêt, en application de ce texte, au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %. (1)

Il en sera toutefois autrement dans deux cas :

- 1° Si un taux plus élevé a été convenu ;
- 2° Si le porteur ou le créancier est déchu de son droit aux intérêts faute par lui d'avoir soit notifié au débiteur dans les délais prescrits qu'il est en possession de l'effet, soit communiqué le montant de son compte au débiteur si celui-ci l'a réclamé (art. 2).

§ 5

82. — *Du cas où les intérêts n'ont pas couru.* (2) — Pour qu'il y ait lieu au paiement des intérêts, il faut de toute évidence qu'ils aient couru. Or, s'agissant d'une valeur négociable, la dette n'a pas porté intérêt si l'un des cas suivants s'est produit.

Il en est d'abord ainsi bien entendu si le tiré a informé antérieurement le porteur qu'il était prêt à payer (WAHL, n° 2630, p. 656), ou s'il a versé le montant de l'effet, dont il ne connaissait pas le porteur, soit à la Caisse des dépôts et consignations, en application de la loi du 6 Thermidor an III, soit à la Banque de France en application de l'article 3 du décret du 27 septembre 1914.

(1) Cette majoration a pour but d'inciter le débiteur à se libérer du principal. Elle peut paraître excessive : actuellement le taux de la Banque de France est de 6 % ; l'intérêt dû est, par suite, de 7 %. Celui-ci s'élèverait à 8 et 9 % si ce taux augmentait de 1 ou 2 %.

(2) V. aussi n° 12.

D'autre part, depuis la mise en application de l'article 2, al. 2, du décret du 15 avril 1915 et des décrets suivants, les intérêts n'ont plus couru contre le tiré si le porteur ne l'a pas avisé qu'il était en possession de l'effet et que le paiement pouvait en être effectué entre ses mains. (1)

Le porteur perd également tout droit aux intérêts échus ou à échoir pendant la période de liquidation du moratoire, si il ne se fait pas connaître au tiré (v. art. 2, § 1 et 3, l. 27 déc. 1920).

De même le créancier qui ne communique pas au débiteur qui le lui demande le montant de son compte courant ou le relevé de ses fournitures (art. 2, § 2 et 3).

SECTION V

Exonération des intérêts

83. — Le débiteur peut mieux encore que de bénéficier d'une réduction du taux des intérêts : il est susceptible d'obtenir l'exonération soit totale, soit partielle de ceux-ci, de plein droit ou judiciairement.

On sait qu'au cours des travaux préparatoires deux systèmes s'étaient d'abord trouvés en présence.

Dans un premier système, l'exonération totale et de plein droit était envisagée pour tous les débiteurs mobilisés ou domiciliés dans les régions envahies. Dans un second, l'exonéra-

(1) Cf. Cass. 7 janv. 1919, *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 1, 618 ; Trib. com. Seine, 13 janv. 1920, *Gaz. Pal.*, 1920, 1, 430.

tion ne pouvait être accordée que par les juges après examen de la situation du débiteur. Cette dernière solution se réclamait du principe général d'équité : « qui peut payer doit payer ».

La loi s'est ralliée à un système mixte. Le régime qu'elle a institué diffère selon qu'il s'agit d'intérêts moratoires ou d'intérêts conventionnels. Elle prévoit l'exonération de plein droit et totale pour les intérêts moratoires et l'exonération judiciaire, totale ou partielle, pour les intérêts conventionnels.

§ I

Intérêts moratoires

84. — Les débiteurs qui n'ont exercé, ni directement, ni indirectement, leur profession, ni un autre commerce, une autre industrie ou profession, sont exonérés pour la période correspondante écoulée entre la date d'échéance de la dette et le 23 octobre 1919, des intérêts moratoires dûs à raison de traites ou fournitures de marchandises entre commerçants (art. II).

Les motifs de cette exonération doivent être rappelés pour mieux marquer les limites du droit du débiteur. Les intérêts dont la loi accorde la remise et qui concernent seulement *les traites et les fournitures de marchandises* n'avaient pas été convenus entre les parties et n'eussent dû courir qu'en vertu d'une mise en demeure ou d'une demande en justice (art. 1153 C. civ.). Ils ont été rendus obligatoires par l'article 6 du décret du 29 août 1914. Or, en ce qui concerne les mobilisés, toute poursuite étant interdite contre eux par l'article 4 de la

la loi du 5 août 1914, on a pu légitimement considérer en matière civile ordinaire qu'il ne devait, en aucun cas, leur être réclamé d'intérêts (Trib. civ. Seine, 10 janvier 1920, cité dans le rapport de M. René Lefebvre, n° 665 ; réponse écrite du Ministère de la Justice, *J. Off.*, 14 janvier 1916, p. 31 ; WAHL, *Le droit civil et commercial de la guerre*, t. II, n° 1145-I et t. III, n° 2623 ; V. toutefois opinion contraire de M. Lyon-Caen, rapport Decroze, n° 367). La même solution s'imposait en notre matière, car « comment infliger à celui dont la vie professionnelle a été en quelque sorte tranchée par l'appel de la patrie les sanctions de retard infligées pour les non-paiements » (rap. Lefebvre, n° 665, p. 10). Une seule réserve doit être faite « à l'égard de ceux qui, par la continuation de leurs affaires, ont conservé le moyen de réaliser des marchandises qu'ils n'avaient pas payées, ou, nonobstant la fermeture de leur établissement, ont pu se livrer directement ou indirectement à un autre commerce, une autre industrie, ou à une profession civile rémunérée » (Rap. Lefebvre, p. 9).

85. — Pour les sinistrés, l'exonération est motivée sur ce que les décrets n'ont pas été appliqués ni connus dans les régions envahies. Dès le 9 juillet 1915, M. Ribot, alors Ministre des Finances, avait d'ailleurs déclaré à la Chambre des Députés que les débiteurs de ces régions ne paieraient pas d'intérêts moratoires.

86. — Deux conditions sont nécessaires pour l'application de l'article 11.

La première a trait à la nature de la dette. Il faut qu'il

s'agisse d'intérêts ayant couru en application de l'article 6 n° 1 du décret du 29 août 1914, c'est-à-dire d'intérêts moratoires dûs à raison d'effets négociables ou de fournitures de marchandises.

La seconde consiste en l'absence de toute activité commerciale, industrielle ou professionnelle (1) du débiteur pendant la période pour laquelle l'exonération est réclamée.

87. — L'exonération de droit serait ainsi refusée aux ouvriers mobilisés en usine, aux fonctionnaires mobilisés à leur poste administratif, qui exerçaient certainement une profession, voire leur profession habituelle, aux agriculteurs et industriels qui, après leur incorporation, ont bénéficié d'un sursis pour l'exploitation de leur entreprise. Mais doit-elle être accordée aux fonctionnaires qui mobilisés ailleurs que dans leur emploi ont continué de percevoir leur traitement ? La question peut se poser pour un fonctionnaire — il en est plus d'un exemple — qui aurait en même temps la qualité de commerçant ou aurait souscrit une lettre de change ou même simplement un billet à ordre.

On doit sans doute interpréter restrictivement les exceptions apportées à la règle de l'exonération de plein droit admise pour les traites et fournitures de marchandises, exceptions qui par définition même sont nécessairement de droit étroit. Mais l'article 11 exclut du bénéfice de cette exonération les débiteurs qui *directement* ou *indirectement* ont continué

(1) Bien entendu, il s'agit ici de l'exercice d'une profession « civile » (v. plus haut rap. René Lefebvre).

l'exercice de leur profession. Or, un fonctionnaire qui continue de percevoir le traitement afférent à son emploi, dont les années de mobilisation sont comptées comme années de service professionnel au double point de vue de l'avancement et de la retraite, n'exerce-t-il pas indirectement sa profession ? N'est-ce pas exercer une profession que d'en recueillir (fort justement d'ailleurs) tous les avantages même si on est momentanément libéré des obligations qu'elle comporte ?

On peut objecter, il est vrai que le mot « indirectement » doit être entendu ici dans le sens de « par intermédiaire ». Ce n'est que du mobilisé dont l'établissement a été géré par les siens ou par un tiers qu'on pourrait dire alors qu'il a exercé indirectement sa profession. Et si tel est bien le sens de notre adverbe, il ne saurait être étendu au fonctionnaire qui n'a pas exercé sa profession par mandataire.

Mais ne pourra-t-on pas soutenir encore que le fonctionnaire a exercé partiellement sans doute, mais directement sa profession, en bénéficiant de tous les avantages quelle lui confère ?

Cependant, il peut sembler contraire à l'équité d'assimiler purement et simplement les fonctionnaires effectivement mobilisés aux citoyens qui ne l'ont été que nominalelement. Ces fonctionnaires ont pu appartenir, pendant toute la durée de la guerre, à des unités combattantes : ne doit-on pas, dès lors, leur tenir compte de leur qualité de mobilisés ?

88. — *Présomption d'absence d'exercice d'une profession.*
— Il appartiendra au créancier dont la créance résultera d'une traite ou fourniture de marchandises, pour rendre recevable

sa demande en paiement des intérêts moratoires, de faire la preuve que le débiteur a exercé une profession. « Les intérêts moratoires, dit l'article 11, ne pourront être réclamés à moins que l'on n'établisse, etc... » Il s'agit manifestement ici d'une présomption légale *juris tantum* analogue à celle établie par l'article 14, § 2, de la loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyers. Notre présomption diffère cependant de celle de cette loi qui porte à la fois sur la privation de ressources du débiteur et le défaut d'usage ou d'utilité de la prestation qui motive la dette. Celle de l'article 11 susvisé suppose seulement que le débiteur n'a pas exercé de profession.

Notons que le fait d'activité commerciale ou professionnelle doit s'être produit non pas à un moment quelconque de la guerre, mais après l'échéance de la dette. L'article 11 le dit expressément.

89. — *Effet de la preuve contraire.* — La preuve apportée par le créancier de l'exercice d'une profession par son débiteur fait tomber d'une manière absolue la présomption de la loi, c'est-à-dire pour toute la période comprise entre la date de l'échéance et le 23 octobre 1919, et non pas seulement pour la partie de cette période où le débiteur aura exercé une profession. C'est ce qui résulte incontestablement des termes de l'article 11 : « Les intérêts moratoires ne pourront être réclamés; porte ce texte, pour la période écoulée entre la date d'échéance de leur dette et le 23 octobre 1919, à moins que l'on établisse que les débiteurs au cours de cette période ont continué l'exercice de leur profession ou se sont livrés à un autre commerce, etc... » *Il suit a contrario* de cette rédaction

que si la preuve est faite d'un seul acte d'activité commerciale ou professionnelle s'étant produit au cours de la période ci-dessus déterminée la présomption tombe pour cette période tout entière.

Mais quand la présomption de l'article 11 est écartée, le débiteur n'est point pour cela nécessairement redevable des intérêts moratoires. Le droit à l'exonération subsiste, pour lui, s'il établit que, par suite de la guerre, il ne peut s'acquitter sans diminuer le capital qu'il possède actuellement au point de le rendre inférieur à celui dont il disposait avant la guerre (art. 12). Il s'agit ici, au reste, d'une règle générale applicable à tous les débiteurs de dettes moratoires en ce qui concerne les intérêts conventionnels.

§ II

Intérêts conventionnels

90. — Les intérêts conventionnels sont dus en vertu de la volonté des parties. Ils sont la cause juridique même de la prestation fournie ; d'autre part, économiquement, ils représentent le produit normal de la somme due. Ici, la loi écarte donc le principe du droit à l'exonération érigé en règle en matière d'intérêts moratoires. Elle n'accorde par suite celle-ci que dans des cas d'espèce ; mais aussi bien elle l'admet chaque fois que la valeur fournie n'a pas été productive, chaque fois que le paiement laisserait le débiteur plus pauvre en capital qu'il ne l'était avant la guerre. Si le débiteur fait la preuve qu'en acquittant sa dette il encourrait cet appauvrissement,

elle tient ainsi pour établi que la somme mise à la disposition du débiteur a été improductive (art. 12).

« On ne peut, a dit M. René Lefebvre, rapporteur à la Chambre, demander à un débiteur sinistré ou mobilisé dont l'exploitation de guerre a été insuffisante, d'attribuer à ses créanciers, pour couvrir les intérêts de cinq années de guerre autre chose que les intérêts, bénéfices ou avantages nets quelconques qui ont pu lui échoir directement ou indirectement au cours de cette exploitation anormale. En aucun cas, et en d'autres termes, on ne saurait autoriser le créancier pour se couvrir d'intérêts échus dans de pareilles conditions d'inexécution forcée de la convention à se saisir du patrimoine en capital d'avant-guerre du débiteur, car une pareille conséquence irait au-delà des conditions prévues au moment du contrat ». (p. 13).

91. — *Charge de la preuve.* — Celle-ci incombe au débiteur. Le système de notre loi s'écarte de celui de la loi sur les loyers en ce qu'il n'édicte aucune présomption en faveur des débiteurs mobilisés ou sinistrés (1), auxquels il appartiendra de justifier de l'appauvrissement en capital qu'entraînerait pour eux le paiement de leurs dettes. « Les débiteurs, porte l'article 12, pourront obtenir remise des intérêts dûs s'ils établissent... »

On peut considérer cette disposition comme tout à fait équitable en principe lorsqu'on l'applique aux débiteurs d'intérêts moratoires qui ont exercé une profession, mais n'est-elle

(1) Comp. Rapport Lefebvre, p. 13.

pas vraiment trop rigoureuse s'agissant de débiteurs d'intérêts conventionnels qui se trouvent dans le cas exactement inverse ? N'est-ce pas accorder à tous les débiteurs de cette catégorie une protection bien théorique que d'exiger d'eux la preuve dont s'agit ? Ne doit-on pas en tous cas considérer comme incohérente une législation établie pour la période de guerre et qui tantôt présume que le seul fait de la mobilisation a privé le mobilisé de ses ressources habituelles (art. 14, 15, l. 9 mars 1918) et tantôt présume le contraire (art. 12, l. 27 décembre 1920) ?

Cependant dans l'hypothèse susvisée la preuve exigée du débiteur devra être assez facile, puisqu'on lui demande seulement, nous le verrons, de justifier que les ressources dont il a disposé pendant la période de guerre ne lui ont pas laissé d'économies. Ne lui suffira-t-il pas dès lors pratiquement d'établir : 1°) qu'il a été mobilisé — ce qui ne présente aucune difficulté ; 2°) qu'il n'a exercé aucune profession — ce qu'il pourra prouver aisément par témoins ou de tout autre manière.

92. — *Nature de la preuve.* — La preuve qui incombe au débiteur est double.

A). — *Première preuve incombant au débiteur.* — L'article 12 s'exprime ainsi : « Les débiteurs visés aux art. 1^{er} et 20, et ne pouvant bénéficier de la cause d'exemption prévue à l'article précédent, et ceux qui sont redevables d'intérêts conventionnels pour tous comptes courants et avances prévus à l'article 3 du décret du 29 août 1914, pourront obtenir remise de tout ou partie des intérêts dus, s'ils établissent que, du fait de

leur mobilisation ou par suite des circonstances dues à l'invasion ou à la guerre, ils ne pourront s'acquitter de tout ou partie des intérêts échus du 1^{er} août 1914 au 23 octobre 1919 qu'en abaissant la valeur de leur capital actuel au-dessous de la valeur de leur capital d'avant-guerre. Les bénéfices professionnels réalisés par les démobilisés, postérieurement à leur réinstallation ou à leur reprise d'affaires, n'entreront pas en ligne de compte pour le règlement des intérêts ayant couru pendant leur période de mobilisation, sauf en ce qui concerne les débiteurs mobilisés qui, au 30 juin 1920, seront imposables sur les bénéfices de guerre. »

Voici des dispositions dont la portée peut paraître assez imprécise.

Qu'est-ce que le capital actuel du débiteur ? Convient-il, pour le déterminer, de se placer à la date de sa démobilisation, de sa réinstallation, à celle de la cessation des hostilités, à celle de la promulgation de la loi, de la cessation de la prorogation ou de la demande en paiement ?

Qu'est-ce même que le capital du débiteur ?

Nous mettrons peut-être quelque clarté dans toutes ces questions en envisageant d'abord séparément la situation des débiteurs mobilisés et celle des autres débiteurs.

Pour les débiteurs mobilisés, la loi semble dire assez clairement qu'il y a lieu de se placer à la date de « leur réinstallation ou de leur reprise d'affaire », soit approximativement à la date de leur démobilisation, pour évaluer leur capital actuel. Elle exclut, en effet, de cette évaluation, les bénéfices professionnels réalisés postérieurement à ces faits.

Mais ces bénéfices professionnels ne sont écartés que « pour

le règlement des intérêts ayant couru pendant la période de mobilisation du débiteur » (1). Ils seraient donc pris en considération pour la période légale des hostilités durant laquelle le débiteur n'a pas été présent sous les drapeaux et il y aurait par suite deux manières de déterminer le capital actuel du débiteur selon que les intérêts réclamés sont échus pendant la période de sa mobilisation ou en dehors de cette période.

(1) L'article 12, § 2, permet de faire état des bénéfices réalisés après leur réinstallation par « les débiteurs mobilisés qui, au 30 juin 1920, « seront impossibles sur les bénéfices de guerre ».

On ne voit pas bien, tout d'abord, la portée de cette dernière disposition puisque les débiteurs qui ont fait des bénéfices de guerre sont demeurés en dehors du moratoire depuis le décret du 29 décembre 1917. Cependant elle pourra recevoir application au cas où ceux-ci auront fait des bénéfices supplémentaires et non des bénéfices exceptionnels, car les décrets n'ont exclu du moratoire que les débiteurs qui ont réalisé des bénéfices rentrant dans cette dernière catégorie.

On sait que les bénéfices exceptionnels sont ceux réalisés par les personnes qui n'exerçaient pas la profession de commerçant avant la guerre (Rapport Lemarie, Sénat, 1921, n° 19) et qui ont travaillé pour la défense nationale, et les bénéfices supplémentaires ceux obtenus par des commerçants quelconques (Comp. Meunier, *Jurisprudence des baux à loyer*, 2^e année, p. 345).

Cette distinction, supprimée par la loi du 2 avril 1921 en matière d'application de l'article 57 de la loi du 9 mars 1918, subsisterait donc en notre matière.

La disposition finale de l'article 12 a encore été expliquée par cette circonstance que le moratoire avait subsisté en fait pour les débiteurs qui avaient fait des bénéfices de guerre mais qui n'étaient pas encore inscrits au rôle de l'impôt. Mais cette circonstance ne peut avoir aucune influence sur la situation juridique de ces débiteurs et l'explication ne paraît pas dès lors satisfaisante.

Cette disposition aura, en tous cas, les plus sévères conséquences. Il suffira, en effet, qu'un débiteur mobilisé ait réalisé, au cours des années de guerre, un bénéfice supplémentaire de quelques centaines de francs pour que les bénéfices par lui effectués après la reprise de ses affaires soient affectés au paiement des intérêts. Et cependant souvent la guerre ne l'en aura pas moins appauvri.

Soit. Mais à quelle date devra donc se faire l'évaluation du « capital actuel » pour les intérêts échus à un moment où le débiteur n'était pas mobilisé ? La question se pose alors dans les mêmes termes que pour les autres débiteurs, puisque l'exception à la règle de principe posée par l'article 12, § 1^{er}, n'a trait qu'aux intérêts devenus exigibles pendant la présence sous les drapeaux du débiteur mobilisé.

Nous n'hésitons pas à admettre que la date d'évaluation du capital d'après-guerre est celle de la cessation légale des hostilités. L'article 12 limite la possibilité de l'exonération aux intérêts échus pendant la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 23 octobre 1919. Il est donc rationnel de se placer aux mêmes dates pour comparer le capital antérieur et le capital actuel du débiteur.

Cette interprétation semble bien confirmée par le passage du rapport de M. René Lefebvre reproduit plus haut et aux termes duquel « on ne peut demander à un débiteur sinistré ou mobilisé, dont l'exploitation de guerre a été insuffisante, d'attribuer à ses créanciers pour couvrir les intérêts de cinq années de guerre, autre chose que les intérêts, bénéfices ou avantages nets quelconques, qui ont pu lui échoir directement ou indirectement au cours de cette exploitation anormale ». C'est donc bien à la date à laquelle a pris fin cette exploitation anormale de « cinq années de guerre », c'est-à-dire au 23 octobre 1919 que doivent être arrêtés les comptes du débiteur.

Le paragraphe 2 de l'article II fait sans aucun doute application du même criterium, lorsqu'il interdit de prendre en considération les bénéfices réalisés postérieurement à la réins :

tallation du débiteur. N'est-ce pas dire nécessairement qu'il faut se placer à la fin de la période d'exploitation anormale ou de non exploitation du débiteur pour déterminer son capital d'après-guerre. Or, la fin de l'exploitation anormale, c'est, en principe, la fin de la guerre.

93. — Mais que faut-il entendre par capital ?

Est-ce l'ensemble de la fortune du débiteur ou seulement les éléments de son patrimoine affectés à son exploitation commerciale ? En d'autres termes, le mot capital doit-il ici s'opposer purement et simplement à celui de revenu ou bien doit-il être entendu au sens de capital commercial ?

Il semble bien que le vœu du législateur ait été qu'en aucune hypothèse le débiteur ne fut astreint à acquitter le paiement des intérêts que sur les revenus professionnels qui avaient été les siens au cours de la guerre. « Nous avons autorisé les tribunaux, a dit M. René Lefebvre, rapporteur, à accorder aux débiteurs des réductions partielles et même totales, lorsqu'ils justifieront que, du fait de l'invasion ou de leur mobilisation, ils se trouvent hors d'état de s'acquitter des intérêts échus au cours de la mobilisation ou de l'invasion normale, c'est-à-dire sur les ressources qu'ils ont pu recueillir sous forme d'intérêts, bénéfices ». Et le même rapporteur a déclaré (v. ci-dessus) qu'il s'agissait des intérêts, bénéfices ou avantages nets quelconques qui ont pu échoir au débiteur au cours de son exploitation de guerre.

L'idée de n'affecter au paiement des intérêts que les bénéfices de cette exploitation procède d'ailleurs directement de la proposition de loi de MM. Decroze, Sixte-Quenin, dont on peut

dire qu'en fait, ils ont seuls, avec M. René Lefebvre, mis sur pieds les dispositions de la loi du 27 décembre 1920, celle-ci n'ayant fait l'objet d'aucune discussion publique. Ces parlementaires, qui exprimaient les revendications des débiteurs intéressés (1), avaient posé la question, ainsi qu'on l'a vu (v. n° 15-3), dans les termes suivants : « L'intérêt de 5 % est-il « légitime ? Oui, si la marchandise, objet des effets de com-
« merce ou des factures, a été revendue ; si le commerçant
« mobilisé ayant pourvu à son remplacement a assuré le fonc-
« tionnement de son négoce. Mais il ne l'est pas, dans le cas
« où la maison de commerce, l'industrie seraient restées inex-
« ploitées, les marchandises emmagasinées. On peut affirmer
« sans crainte, qu'il serait inique d'ajouter aux pertes an-
« nuelles de ces citoyens l'intérêt des créances moratoriées. Le
« même raisonnement n'implique-t-il pas les mêmes déduc-
« tions quand il s'agit des fonds de commerce, des découverts
« en comptes courants, des prêts sur titres, des reconnais-
« sances de dettes, des prêts hypothécaires. » (2)

En d'autres termes, si la prestation fournie par le créancier a été productive, celui-ci peut légitimement exiger le paiement des intérêts. Il exercera son droit contre le débiteur jusqu'à concurrence de l'enrichissement qu'il lui a ainsi procuré. *A contrario*, s'il ne lui a procuré aucun enrichissement, il n'aura pas droit au paiement des intérêts. Tel est le point de départ et par suite l'explication des articles 11 et 12. M. René Lefebvre confirme encore cette interprétation lors-

(1) M. Decroze devait par la suite rapporter cette question aux Etats généraux des Régions libérées.

(2) Cf. également proposition Desjardins, dép. (2^e séance 29 avril 1921, annexe n° 2609).

qu'il précise que le débiteur de dettes moratoriées ne doit, par assimilation avec le débiteur de loyers, effectuer le paiement des intérêts qu'avec « les ressources sur lesquelles il pouvait compter pour ce paiement ». Il est indiscutable, en effet, que les ressources « sur lesquelles comptait ce débiteur », étaient ses ressources professionnelles.

Notre thèse semble au surplus corroborée par les arguments de texte que voici :

L'article 11 de la loi exige pour que le débiteur soit redevable des intérêts moratoires qu'il ait exercé une profession. Sans doute, cette disposition ne doit-elle pas être nécessairement étendue au cas où il s'agit d'intérêts conventionnels. Mais la portée de l'article 12 lui même ne s'éclaire-t-elle pas de la disposition de son paragraphe 2 suivant lequel « *les bénéfices professionnels* réalisés par les mobilisés postérieurement à leur réinstallation... n'entreront pas en ligne de compte ». Ne résulte-t-il pas de ce texte que les bénéfices professionnels constituent la base du règlement des intérêts ? Si non, pourquoi ne pas avoir également exclu de l'évaluation de la fortune du débiteur les autres ressources par lui acquises postérieurement au même fait (1).

Aucun élément autre que les revenus de la profession ne paraît donc, en principe, répondre des intérêts si l'on tient

(1) « Les intérêts dûs ne peuvent être payés qu'au moyen des bénéfices réalisés qui auront permis une augmentation du capital possédé au 1^{er} août 1914 », disent MM. Veluard et Chaulin-Servinière, dans la très intéressante étude qu'ils ont consacrée à la loi du 27 décembre 1920. « Il faudra donc que les intéressés puissent produire leur situation en 1914 (si possible au 31 juillet 1914) et en regard leur situation actuelle. La différence entre les deux bilans permettra de décider de la somme d'intérêts qui pourra être réclamée (p. 57).

compte de l'esprit de la loi plus que de son texte ; et, dès lors, l'examen des commissions arbitrales doit porter non, à proprement parler, sur la comparaison du capital d'avant et d'après-guerre du débiteur, mais sur les bénéfices réalisés par celui-ci pendant la guerre (1). Si ces bénéfices ont donné lieu à des économies, le créancier doit être payé dans la limite de celles-ci. Si non, la remise des intérêts conventionnels doit être accordée.

Il est toutefois un cas où il devra être nécessairement fait état des autres ressources du débiteur, c'est lorsque celui-ci n'exercera pas une profession commerciale ou industrielle. En décider autrement serait, en effet, contraire à l'équité et les travaux préparatoires ne suggèrent nullement la même solution dans cette hypothèse qu'ils ont en principe ignorée.

94. — Nous avons dit qu'à proprement parler il y avait lieu de tenir compte, malgré la formule de la loi, des économies et non du capital du débiteur. Cependant l'auteur de la loi a voulu que le débiteur fut tenu du paiement des intérêts alors même qu'il n'aurait effectué ni économies, ni bénéfices, s'il y a eu « inflation de son capital » et *encaissement de la plus-value*. Il faut rappeler les termes suivants du rapport de M. René Lefebvre : « En ce qui concerne les intérêts conventionnels, a dit le rapporteur à la Chambre, si le projet qui vous est soumis affirme les droits à l'exonération totale ou partielle des débiteurs qui n'ont pu ni utiliser le capital prêté, ni réaliser, du fait de la guerre, des ressources

(1) V. contra, LARDEUR, n° 59, p. 56.

suffisantes pour acquitter les intérêts échus, il apporte une réserve à ce principe : c'est lorsque, même sans utilisation et sans avoir produit de revenus, le capital possédé par le débiteur d'intérêts a bénéficié d'une inflation en quelque sorte spontanée. Cette inflation s'est assez fréquemment produite dans l'ensemble du pays. Certaines marchandises achetées en 1914 et non vendues ont parfois quintuplé de valeur. Certains immeubles, certains fonds de commerce, ont augmenté plus encore. N'est-il pas juste que, dans ce cas, le créancier qui a fait les fonds nécessaires à l'acquisition de ces valeurs, ait le droit de toucher jusqu'à concurrence des intérêts auxquels il a droit, sa part de la plus-value ? Il est bien entendu, cependant, que, pour juger cette plus-value, il ne faudrait pas uniquement tenir compte de l'inflation générale supposée de toutes les matières meubles et immeubles actuels, inflation qui serait uniquement calculée par le prix que coûterait le remplacement actuel des matières ou la reconstruction des immeubles. Il faut qu'il y ait un avantage réellement perçu par réalisation du capital et *encaissement de la plus-value*, sinon l'on aboutirait à des injustices et à des absurdités. »

95-B). *Seconde preuve incombant au débiteur.* — Le débiteur devra établir non seulement qu'il serait plus pauvre en capital qu'avant la guerre s'il s'acquittait du paiement des intérêts prévus à l'article 12, mais encore justifier que cet appauvrissement a pour cause « le fait de sa mobilisation ou une circonstance due à l'invasion ou à la guerre ».

Il résulte de ce texte qu'ici encore la loi n'a établi aucune présomption de nature à protéger les débiteurs soumis à ses

dispositions. N'est-ce pas là une lacune singulière et était-il vraiment nécessaire d'exiger qu'un mobilisé, un ancien combattant, un prisonnier, un réformé de guerre, fit la preuve que s'il n'avait pas eu pendant la guerre de gains suffisants pour payer les intérêts de ses dettes moratoriées échues pendant la même période, la diminution de ses gains était due à une circonstance née de la guerre ? Ne doit-on pas penser qu'il s'agit ici plutôt d'une de ces ironies involontaires comme le législateur en grave quelquefois aux tables de la loi ? Nous ne le pensons pas. Il est, en effet, deux ordres d'hypothèses où le débiteur aura été privé de ses ressources habituelles, sans que la guerre y soit pour rien.

D'abord, il peut arriver qu'il ait renoncé volontairement à exercer la profession qui était précédemment la sienne. Il est également possible qu'il ait dissipé les ressources qui lui sont advenues pendant la guerre. Dans ces deux cas, il est manifeste que, s'étant privé volontairement des ressources à l'aide desquelles il eut dû payer son créancier, il n'a pas le droit de réclamer le bénéfice de la loi.

On peut concevoir, en second lieu, que l'établissement du débiteur ait cessé d'être exploité à raison d'une circonstance qui sans doute ne lui est pas imputable, mais qui ne présente aucun lien de causalité avec un événement de guerre : par exemple, par suite d'un sinistre ne résultant pas de la guerre, d'une expropriation pour cause d'utilité publique, d'un partage, du décès du débiteur, à raison d'une maladie non contractée dans les conditions prévues par la loi du 31 mars 1919.

Dans toutes ces hypothèses, le bénéfice de l'article 12 pourra être contesté au débiteur ou à ses ayants droit.

La disposition précitée a donc une portée certaine et disons même fâcheuse, car la nécessité d'une présomption légale dispensant le débiteur de faire la preuve qu'il ne se trouvait pas dans une situation de la nature de celles que nous venons d'énumérer s'imposait à tous égards, aussi bien pour les débiteurs mobilisés que pour ceux domiciliés dans les régions atteintes par les hostilités, et cela d'autant plus qu'il eut d'une manière générale été facile au créancier de faire la preuve contraire à cette présomption.

III

Assimilation au débiteur des tireurs, endosseurs ou garants

95-1. — L'article 14 reconnaît expressément aux tireurs, endosseurs ou garants rentrant dans les catégories de personnes protégées par la loi, le droit de réclamer l'application des articles 11 et 12 dans leurs rapports avec les porteurs cessionnaires ou créanciers. Par garants, il faut entendre non seulement toutes les personnes qui ont signé un effet négociable, mais encore celles qui ont garanti le paiement de la dette ou cautions.

Tous les débiteurs susvisés bénéficiaient d'ailleurs des décrets moratoires, et eussent pu, même dans le silence de la loi, se prévaloir des dispositions de celle-ci. (v. n° 36, note 1, et n° 78, note 1).

Leur situation est donc rigoureusement identique à celle du débiteur principal en ce qui concerne le paiement des intérêts.

Mais, lorsque le débiteur principal aura obtenu l'exonération des intérêts moratoires ou ne les acquittera point, « les tireurs ou endosseurs ne pourront bénéficier des intérêts qui

leur auraient été imputés en compte par les porteurs cessionnaires sur le montant des effets remis par eux » (art. 14, § 2).

Cette dernière disposition est obscure. On l'a interprétée comme s'appliquant au cas où « par suite d'une convention particulière, d'un compte courant ayant fonctionné entre le porteur et un bénéficiaire primitif ou endosseur, ce dernier ait reçu de l'autre un paiement d'intérêts moratoires réalisé sous la forme d'une passation d'écritures. Dans ce cas il ne pourra conserver le bénéfice de l'opération si le débiteur principal et les cessionnaires postérieurs sont eux-mêmes dispensés d'acquitter les intérêts en vertu des règles que nous avons exposées et si, par suite, le porteur ne peut les toucher ». (LARDEUR, n° 67, p. 63).

Ainsi compris le paragraphe 2 de l'article 14 pose une règle parfaitement équitable, puisqu'il a pour objet de dispenser les porteurs du paiement des intérêts de sommes demeurées pour eux improductives. Mais ne contredit-il pas l'article 19, d'après lequel tous intérêts payés sans réserve ne doivent pas donner lieu à révision ? (1)

IV

Exonération de plein des établissements de crédit des pays envahis des intérêts des effets par eux escomptés.

95-2. — Aux termes de l'article 14, § 3, « Les établissements de crédit dont le siège et la majeure partie des éléments d'exploitation étaient situés en pays envahis seront exonérés de plein

(1) Comp. LARDEUR, loc. cit.

droit des intérêts moratoires pour les effets escomptés par eux, lorsque le débiteur principal et les autres garants du paiement seront exonérés des intérêts moratoires en vertu des dispositions des articles 11 et 12 ».

Le banquier bénéficiera donc de l'exonération des intérêts susvisés dans la même mesure que ses débiteurs, à la condition toutefois que tous les garants aient, comme le débiteur, obtenu remise de ces intérêts. Si un seul de ceux-ci est sans droit à obtenir l'exonération, l'article 14, § 3, ne jouera pas.

Ce texte soulève une difficulté portant sur le point de savoir à quelles régions il est applicable. Il parle, en effet, des « pays envahis » et non des localités envahies ou évacuées du fait des hostilités pendant plus d'une année.

Il suit certainement de là que la disposition précitée ne protège pas les banques situées sur les territoires évacués mais non envahis. Mais vise-t-elle celles établies dans des régions envahies pendant moins d'un an ? Les documents parlementaires ne fournissent aucun éclaircissement à cet égard. Il semble qu'il y ait lieu dès lors de se conformer purement et simplement au texte de l'article 14 et de ne point exiger par suite, pour l'application de la loi, une condition que celle-ci ne formule pas. (1)

V

96. — *Refus de l'exonération au cas de paiement effectué.*
— Tous intérêts moratoires ou conventionnels payés sans réserve avant la promulgation de la loi demeureront acquis

(1) Comp. LARDEUR, n° 67, p. 64.

aux créanciers, et ce dans les termes de l'article 1254 du Code civil, c'est-à-dire conformément au droit commun, avec imputation sur les intérêts (art. 19). Le moratoire était, en effet, facultatif pour le débiteur (art. 6 décret du 29 août 1914).

La loi du 27 décembre 1920 s'écarte donc ici de la solution admise par l'article 27 de la loi du 9 mars 1918.

Quant aux décisions de condamnations passées en force de chose jugée en matière de vente de fonds de commerce notamment, elles ne font pas obstacle à l'application de la loi en général, ni, en particulier, en ce qui concerne l'exonération des intérêts.

On peut, à cet égard, invoquer par analogie la jurisprudence intervenue en matière d'application de l'article 32 de la loi du 9 mars 1918 relatif à la concession de délais de paiement aux débiteurs hypothécaires : la Cour de Cassation a, en effet, décidé qu'un jugement antérieur de condamnation ne fait pas obstacle à l'application de ce dernier texte (Cas. 18 mai 1920, 8 juin 1920, *Gaz. Pal.*, 1920, I, 223). (1)

Il en est ainsi, à notre sens, en notre matière, qu'il s'agisse des délais du paiement des intérêts ou du paiement du principal, et même si le jugement a été exécuté par le débiteur, car l'exécution de l'obligation pour constituer une renonciation au bénéfice du moratoire ou de la loi de liquidation doit avoir été volontaire.

97. — L'article 19 appelle une critique nécessaire. Il dispose, en effet, non seulement que le débiteur ne pourra obtenir la

(1) V. contra LARDEUR, n° 30, p. 30 ; et la déclaration de M. le Sénateur PENANCIER, Sénat, séance 24 décembre 1920, p. 2013.

restitution des intérêts par lui payés, mais que ceux-ci ne donneront lieu à aucune révision. Or, on conçoit tout l'intérêt d'une telle révision puisque la loi du 27 décembre réduit très sensiblement dans certains cas le taux des intérêts ayant couru en application du décret du 29 août 1914. Cette loi ayant en principe, à cet égard, un effet rétroactif, eût dû s'appliquer aux débiteurs qui se sont libérés comme aux autres. On ne voit pas comment, en effet, juridiquement, le taux légal d'intérêts de dettes de même nature échus à une même date pourrait être calculé sur des bases variables. La loi doit toujours conserver le caractère de généralité qui lui est essentiel, elle doit nécessairement être la même pour tous, et pour tous les faits identiques qui se sont produits au même moment.

Ajoutons que la sévérité de la loi sur ce point constitue un enseignement quelque peu fâcheux pour les débiteurs qui furent empressés à régler leurs dettes.

CHAPITRE IV

Mesures établies dans l'intérêt commun du débiteur et du créancier

98. — La loi, ainsi que nous l'avons indiqué, s'efforce, à certains égards, de concilier, dans la mesure du possible, l'intérêt du débiteur avec celui du créancier.

A cet effet, elle formule deux ordres de dispositions.

En premier lieu, il résulte de son article 8 que, dès la promulgation de la loi, le porteur d'une valeur négociable ou le

créancier sera tenu, si le débiteur lui en fait l'offre par lettre recommandée avec accusé de réception, d'accepter le principal de l'effet ou de la créance. A défaut de réserve, le porteur ou créancier sera supposé avoir fait abandon des intérêts. Toutefois, cette présomption ne sera admise qu'en ce qui concerne seulement les effets ou fournitures de marchandises (art. 8). (1)

Cette disposition de la loi a pour objet d'amener les parties à adopter un règlement transactionnel ayant pour base la renonciation par le débiteur aux délais de libération et par le créancier aux intérêts moratoriés.

En second lieu, l'article 16 prescrit une tentative obligatoire de conciliation devant les commissions arbitrales. (V. nos 21 et 131).

CHAPITRE V

Mesures établies dans l'intérêt du créancier

99. — Les droits des créanciers sont sauvegardés par la loi à un double point de vue.

Celle-ci leur accorde, d'une part, une subrogation dans certains droits de leurs débiteurs et leur permet, d'autre part, d'être payés des intérêts qui leur sont dûs sur la plus-value de capital réalisée par eux.

(1) Il va de soi que cette remise de dette doit profiter aux codébiteurs solidaires ou garants dans les termes de l'article 1285 du Code civil (Cf. Rép. gén. dr. fr., V^e solidarité, n^o 236), même s'ils ne rentrent pas dans les catégories qui bénéficient de la loi.

SECTION I

Subrogation du créancier dans certains droits du débiteur

100. — En premier lieu, l'article 13 accorde aux créanciers une subrogation dans certains droits du débiteur.

Cette subrogation s'applique d'abord « aux coupons des valeurs données en nantissement ». C'est affaire d'équité : il eût été difficile d'admettre que le débiteur, libéré des intérêts dûs à raison d'une avance sur titres, perçût néanmoins le revenu de ceux-ci. (1)

Mais bien entendu la subrogation du créancier ne peut porter que sur ce revenu, et non sur le capital représentatif des titres si ceux-ci ont été remboursés, même avec l'encaissement d'une plus-value, notamment par suite d'un tirage au sort. Dans ce cas, le débiteur pourra peut-être perdre le bénéfice de l'exonération par le jeu de l'article 12 ; mais la subrogation du créancier sera toujours limitée aux coupons, ou au revenu des sommes remboursées.

101. — La subrogation porte encore sur les intérêts dûs aux sinistrés à raison des indemnités qui doivent leur être payées par l'Etat, pour les dommages de guerre qu'ils ont subis.

Les intérêts qui peuvent être ainsi attribués aux débiteurs jusqu'au jour du paiement de ces indemnités courent seulement de la date de l'armistice et sont calculés au taux de 5 % (art. 47, § 1^{er}).

Cette disposition peut paraître difficilement conciliable avec la règle posée par l'article 12 et suivant laquelle

(1) V. en ce sens, rap. Lefebvre, n° 665, p. 16.

le débiteur n'est tenu des intérêts moratoriés que dans la mesure où son revenu lui a procuré un enrichissement pendant la guerre ; et, ce qui est encore plus grave, elle détruit l'effet de l'exonération de plein droit accordée par l'article 11 au débiteur qui n'a exercé aucune profession pendant la même période. Nous sommes donc en présence d'une dérogation inattendue aux principes essentiels de notre loi, et dont les conséquences auront un caractère d'autant plus choquant qu'elles lèsent une catégorie de débiteurs particulièrement éprouvée et auxquels ni l'armistice, ni la démobilisation, ni la cessation des hostilités n'ont permis le rétablissement de leurs affaires.

101-1. — La subrogation accordée aux créanciers « sur le montant dû ou versé » par l'Etat « pour frais supplémentaires attribués aux dommages marchandises » peut paraître plus légitime.

On sait que la loi du 17 avril 1919 accorde aux sinistrés pour certains dommages (art. 4 et art. 13, n^{os} 1 et 3), en outre, d'une indemnité représentative de la perte subie évaluée à la veille de la mobilisation, des « frais supplémentaires » correspondant à la différence entre cette évaluation et « la valeur de remplacement », c'est-à-dire l'évaluation actuelle. Ce dernier élément, s'agissant de marchandises, constitue en quelque sorte pour le sinistré une plus-value identique à celle dont il aurait bénéficié, s'il avait conservé ces marchandises pour les vendre au cours d'après-guerre. Il est donc équitable que cette plus-value que le créancier a procurée au débiteur ne profite pas exclusivement à celui-ci, mais que le créancier,

au contraire, puisse être payé sur elle des intérêts qui lui sont dûs. (1)

102. — *Utilisation par le créancier de sa subrogation.* — L'article 13 soulève un certain nombre de questions. On doit se demander notamment quels sont la nature juridique et les effets de la subrogation accordée au créancier ; à quelles conditions sont subordonnés les droits du créancier ; quels sont ces droits en ce qui concerne particulièrement les intérêts et frais supplémentaires versés au débiteur ; comment il les exercera et comment se réglera le concours entre plusieurs créanciers subrogés.

103. — La subrogation établie par notre texte est de même nature et doit produire les mêmes effets que celle prévue par les articles 1249 et suivants du Code civil. Elle a lieu sans doute dans une circonstance différente, puisque cette dernière subrogation suppose que le créancier a été payé par le subrogé. Dans notre cas, un tel paiement n'a pas été effectué ; mais le

(1) La proposition de M. Charles Desjardins rappelée plus haut (n° 93, note 2) tend à corriger les inconvénients de l'article 13, en précisant que la subrogation produira seulement effet : « 1° sur le montant dû ou versé pour frais supplémentaires attribués aux *marchandises contre parties des traites moratoriées* ; 2° sur tous intérêts dûs ou versés aux sinistrés conformément à l'article 47 de la loi du 17 avril 1919 pour le paiement des intérêts courus à dater du 11 novembre 1918 à l'exclusion de ceux courus depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à cette dernière date ». — Les intérêts ainsi exclus sont ceux dûs à raison d'indemnités pour dommages causés aux marchandises, récoltes, produits, approvisionnement. Tous autres intérêts ne courent que du 11 novembre 1918.

La proposition de loi ajoute que « cette subrogation ne produira d'effet que pour le montant de la somme réclamée », — ce qui va de soi — « telle qu'elle sera fixée par la Commission arbitrale » — restriction qui appellerait, au contraire, des réserves lorsqu'il s'agit d'une exonération de plein droit et que le montant des intérêts n'est pas contesté.

subrogé a dû, en application de la loi, consentir au subrogeant remise d'une dette distincte de celle qui est l'objet de la subrogation, celle portant sur les intérêts pour lesquels l'exonération est accordée.

L'article 10, § 8, de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre porte une disposition assez analogue à celle de notre article 13 et aux termes de laquelle : « au cas de non emploi, les créanciers privilégiés, hypothécaires ou antichrésistes, et les créanciers chirographaires et les bénéficiaires d'une promesse de vente peuvent, avec l'autorisation du Tribunal civil donnée en Chambre du Conseil après avis du ministère public, le débiteur entendu, et en souscrivant aux conditions du emploi aux lieu et place du débiteur, être subrogés dans les droits attribués à ce dernier par la présente loi pour la reconstitution de leur gage. »

Quoi qu'il en soit, la subrogation accordée au créancier d'une dette moratorisée constitue une cession de créance forcée (Cf. PLANIOL, *tr. él. dr. civ.*, t. 2, n° 520) et en a, en principe, les conséquences.

104. — Cette cession est subordonnée à une condition, c'est qu'il y ait eu exonération du débiteur. Mais peu importe « la cause », dit l'art. 13, le caractère, dirons-nous plutôt, de cette exonération, c'est-à-dire qu'elle soit accordée judiciairement ou de plein droit. Notons cependant qu'au cas d'exonération de plein droit, la subrogation opérera dès que le débiteur aura fait connaître au créancier qu'il entend ne point s'acquitter des intérêts, si le droit à cette exonération n'est pas contesté. Dans celui où l'exonération doit être prononcée par la Commission arbitrale, il faudra, au contraire, que le créan-

cier attende que celle-ci ait statué ou tout au moins qu'un procès-verbal de conciliation accordant remise de tout ou partie des intérêts soit intervenu.

105. — La subrogation porte sur tous intérêts ou frais supplémentaires dûs ou *versés*. Comprend-elle aussi, en matière d'avances sur titres, sur les coupons ou revenus déjà échus ? Evidemment oui, puisque la loi parle de « tous coupons ou revenus » et cette solution ne paraît pratiquement souffrir aucune difficulté, le prêteur ayant certainement effectué leur rétention.

106. — La subrogation rencontrera au contraire certains obstacles lorsqu'elle s'exercera sur les intérêts ou frais *versés* au débiteur.

Voici d'ailleurs quelque chose de singulier au point de vue juridique : une créance éteinte à la suite d'un paiement reçu par le créancier et effectué par le débiteur lui-même subsiste au profit d'un tiers. Nous serions donc en présence d'une fiction légale d'après laquelle non seulement une dette éteinte revivrait mais encore celui qui en était créancier en deviendrait débiteur.

Mais peut-être ne s'agit-il pas ici d'une créance proprement dite. Le créancier subrogé est le véritable propriétaire des sommes qui ont pu être versées à son débiteur — à moins qu'elles ne l'aient été avant la promulgation de la loi. Le débiteur, en recevant paiement de ces sommes, n'a pu agir, s'il est de bonne foi, que comme un gérant d'affaires.

Peut-on admettre que les droits du créancier seront reportés sur les biens qui ont pu être acquis par le débiteur au moyen de ces sommes, notamment sur le matériel industriel

ou commercial ou les marchandises dont le remploi aura été effectué ? art. 13, n° 1 et 3, l. 17 avril 1919.) Il faut répondre non, (Comp. D. R. V° propriété, n°s 662 et 663.)

107. — Comment le créancier agira-t-il ?

Si les intérêts ou frais ont été versés, il exercera purement et simplement une action en restitution, dans le cas où l'exonération aurait eu lieu antérieurement. Dans le cas contraire, l'exonération devra simplement être refusée à due concurrence.

S'ils ne l'ont pas été, il convient d'examiner séparément le cas où il s'agit d'intérêts et celui de frais supplémentaires pour marchandises.

Dans la première de ces hypothèses, le débiteur ne peut remettre le titre qui lui est délivré en vertu des articles 8, 43 ou 44 de la loi du 17 avril 1919, car il vaut non seulement pour les intérêts, mais pour le principal de la créance.

Mais la loi du 17 avril 1919 prévoit deux mesures dont l'utilisation peut être envisagée : d'une part la cession judiciaire de son titre par le créancier d'indemnités pour dommages de guerre, et d'autre part, l'opposition au paiement.

L'opposition à paiement peut, d'après l'art. 10, § 11, de cette loi être formée entre les mains du Trésorier payeur général, dans le mois qui suivra la fixation définitive de l'indemnité. Mais le Trésorier ne peut manifestement effectuer le paiement à l'opposant que si celui-ci produit un titre constatant sa subrogation.

Le créancier ne pourrait-il dès lors obtenir du Tribunal, dans les termes de l'article 8 de la même loi, une cession de la créance de son débiteur, limitée au montant des intérêts auxquels il est subrogé.

Cette procédure serait satisfaisante, à la condition qu'un titre de cession limité aux intérêts fut établi par le Tribunal et que mention de cette cession fut portée sur le titre continuant de valoir pour le principal. Mais elle n'est possible, semble-t-il, qu'au cas de cession volontaire.

On en peut envisager une autre qui consisterait à demander à la Commission arbitrale de délivrer au créancier le titre dont il a besoin. L'article 15 de la loi attribue à la compétence de cette juridiction « les contestations relatives au règlement des intérêts moratoires ou conventionnels », et il peut sembler tout à fait rationnel que l'on tienne pour rentrant dans les contestations relatives aux intérêts celles portant sur la subrogation du créancier dans les droits du débiteur à raison de l'exonération de ces intérêts.

Toutes ces procédures sont d'ailleurs parfaitement inutiles si le Trésorier Payeur Général veut bien se contenter de la production de la décision de la Commission arbitrale, ou du procès-verbal de conciliation accordant l'exonération, ce qu'il peut faire puisqu'aussi bien, aux termes d'un arrêté du Ministre des Finances du 10 mai 1918, il doit payer, sur ces seules justifications, les indemnités dues au propriétaire par l'Etat en matière de loyers. S'il en était autrement, le créancier devrait solliciter la remise d'un titre dans les conditions indiquées plus haut, ou en s'adressant à la juridiction de droit commun.

Dans le cas où il s'agit de frais supplémentaires de marchandises encore dûs, un titre complémentaire est délivré au débiteur dont la remise pourra être effectuée au créancier soit amialement, soit par justice.

108. — Lorsque le débiteur a plusieurs créanciers bénéfi-

ciant de l'article 13, tous ceux-ci exercent la même subrogation. Ils ont donc un droit de même nature sur les intérêts et frais. La mesure dans laquelle ce droit peut être exercé varie seulement conformément au droit commun suivant le chiffre des intérêts jusqu'à concurrence desquels ils sont respectivement subrogés : en d'autres termes, ils concourent au marc le franc.

Les créanciers en concours doivent, semble-t-il, effectuer une opposition en vertu du titre qu'ils auront obtenu comme il est dit ci-dessus entre les mains du Trésorier Payeur Général. Celui-ci répartira les intérêts entre eux, à moins bien entendu que ne leur soit opposé le droit de préférence d'un créancier privilégié, hypothécaire ou antichrésiste ou du bénéficiaire d'une promesse de vente.

Pour les « frais », la même procédure paraît pouvoir être suivie. Le titre complémentaire serait alors remis conjointement aux créanciers.

SECTION II

Droit du créancier sur le capital réalisé avec plus-value par le débiteur

109. — Quant au second avantage maintenu par la loi au créancier, nous y avons fait allusion plus haut (v. n° 94) en indiquant que l'exonération des intérêts conventionnels ne saurait être accordée au débiteur lorsqu'il a réalisé son capital avec plus-value. C'est une exception apportée, dans l'intérêt du créancier, au principe que le paiement de ces intérêts doit être effectué avec les seules économies provenant du revenu du débiteur.

SECTION III

Indemnisation des banques

110. — Le texte voté le 23 juillet 1920 par la Chambre des Députés portait, on l'a vu, une disposition suivant laquelle les banques auraient droit à indemnisation « dans la mesure où elles justifieraient que, par suite des décrets moratoires et de l'application de la présente loi, leurs pertes réelles d'exploitation, pendant la période du 1^{er} août 1914 au 11 novembre 1918, ont entamé leur capital et réserves existant à la première de ces dates, étant entendu que seront comprises dans ces pertes celles survenues ultérieurement, du fait de l'application de la présente loi ». Un règlement d'administration publique devait déterminer les conditions d'application de cette disposition. (1)

Celle-ci, disjointe (rapport n° 528), puis reprise (rapport n° 574) par la Commission du Sénat, a été écartée par cette Assemblée (séance du 24 décembre 1920) pour des raisons financières et après avis défavorable de la Commission des Finances (n° 575).

Mais le Ministre des Finances, M. Marsal, a pris l'engagement, d'accord avec la Commission des Régions Libérées et celle des Finances de la Chambre, d'examiner à nouveau « la question de l'indemnité aux petites banques » (Séance 27 déc. 1920 ; V. aussi supra, n° 19).

(1) La proposition de loi de M. le député Desjardins dont il a été parlé plus haut (v. n° 93, note 2) reprend le texte précité.

CHAPITRE VI

Formalisme institué par la loi

SECTION I

Date de la cessation de la prorogation

III. — Les dispositions de la loi nouvelle instituent un ensemble de mesures destinées à faciliter le règlement par voie amiable et sans frais des dettes moratoriées.

A cet égard, des formalités ou obligations sont imposées au créancier, au débiteur et au garant.

Ces formalités doivent, à peine de déchéance, être effectuées dans certains délais dont le point de départ initial est la date de la cessation de la prorogation.

C'est donc un point essentiel et, d'ailleurs, fort délicat, de déterminer cette date, que le législateur eût été bien inspiré de fixer d'une manière précise et uniforme.

La date de la cessation de la prorogation varie au contraire avec celle de l'échéance de chaque dette moratoriée.

Par application des articles 1^{ers} des décrets des 25 juin et 18 septembre 1920, toutes les échéances survenues, soit par suite d'une prorogation antérieure, soit pour la première fois, entre le 1^{er} octobre 1920 inclusivement et le 1^{er} janvier 1921 exclusivement, ont été prorogées en dernier lieu de 90 jours francs, soit d'un délai effectif de 92 jours, en y comprenant le *dies a quo* et le *dies ad quem*.

Il en résulte que les échéances survenues les 1^{er}, 2, 3, 4,

5 octobre 1920 ont été ainsi reportées au 31 décembre 1920, 1^{er}, 2, 3, 4 janvier 1921 ; les échéances des 1^{er}, 2, 3, 4, 5 novembre 1920 l'ont été aux 1^{er}, 2, 3, 4, 5 février 1921 ; enfin celles des 1^{er}, 2, 3, 4, 5 décembre 1920 l'ont été aux 2, 3, 4, 5, 6 mars 1921.

En d'autres termes, les échéances survenues pendant le mois d'octobre 1920 sont prorogées, non date pour date, mais à la veille de la date du mois de janvier 1921 correspondant à leur échéance antérieure (et au 31 décembre, si celle-ci a eu lieu le 1^{er} octobre). Les échéances du mois de novembre 1920 sont reportées, dans les mêmes conditions, à la veille de la date du mois de février qui leur correspond et au 1^{er} mars si elles avaient lieu le 30 novembre. Les échéances du mois de décembre 1920 sont moratoriées jusqu'au lendemain de la date du mois de mars correspondant à leur échéance prorogée et jusqu'au 1^{er} avril 1921, si elles se sont produites le 31 décembre 1920.

Mais les indications que nous venons de donner ne font que reculer la difficulté, car il est non moins difficile de savoir quelle est la date de la dernière échéance prorogée. Pour déterminer cette date, il faut, en effet, suivre l'effet des prorogations successives sur l'échéance initiale. C'est un travail long et compliqué, pour ne pas dire pratiquement impossible. Nous avons donc cru opportun d'établir le tableau ci-après qui indique la date de cessation de prorogation pour toutes les échéances moratoriées. (1)

(1) V. p. 246.

SECTION II

Obligations du créancier

§ 1

Obligation spéciale aux porteurs de valeurs négociables

112. — *Notification au débiteur.* — Dans les trois mois au plus tard de la date d'expiration de la première prorogation, le porteur de toute valeur négociable, dont l'échéance aura été prorogée, devra notifier au débiteur par lettre recommandée avec accusé de réception qu'il est en possession de l'effet, à moins qu'il ne puisse faire la preuve que le tiré a déjà été avisé par ses soins depuis l'armistice (art. 2).

A défaut de cette notification, la dette cessera, à l'expiration du délai susvisé, d'être productive de l'intérêt prévu par l'article 6, suivant lequel elle porte intérêt, à compter de la cessation de la prorogation, au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %, sans préjudice de l'application des conventions particulières ayant fixé un taux plus élevé (v. supra n° 81).

Toutefois, l'accomplissement tardif de la notification fera courir à nouveau les intérêts à partir de la date à laquelle elle aura été effectuée.

113. — *2° Notification au tireur et au dernier cédant.* — Le porteur d'une valeur négociable est encore rigoureusement tenu de procéder à la notification suivante ; il doit aviser, par

lettre recommandée avec accusé de réception, le tireur et le dernier cédant du règlement arrêté par le débiteur (art. 4).

Cette notification doit être faite dans le mois qui suivra la lettre recommandée par laquelle le débiteur aura informé le porteur de ses conditions de règlement.

Le défaut d'avis au tireur et au dernier cédant est sanctionné par la déchéance de tout recours contre ceux-ci, au cas de non-paiement par le débiteur principal.

§ 2

Obligations concernant certains créanciers (Comptes-courants, Fournitures de marchandises)

114. — 1° *Notification au débiteur, sur sa demande, de l'arrêté de son compte ou du relevé des fournitures par lui dues.* — Le créancier devra, mais seulement si le débiteur lui en fait la demande (par lettre recommandée avec accusé de réception), lui communiquer le montant de son compte-courant, ou le relevé des fournitures dues par lui au 31 juillet 1914 (art. 2).

Si le débiteur a demandé cette communication et si le créancier ne fait pas droit à cette demande, la dette cessera de produire intérêt comme il est dit ci-dessus. (1)

Toutefois, lorsque le débiteur n'aura demandé son compte

(1) La loi n'indique pas que le relevé du compte devra être envoyé au débiteur par lettre recommandée avec avis de réception. Mais la plus élémentaire prudence commande au créancier de le faire, en vue de se réserver une preuve incontestable de l'accomplissement de cette formalité.

qu'après l'expiration du délai de trois mois, le retard ne pourra faire perdre au créancier le droit aux intérêts.

SECTION III

Formalités imposées au débiteur

115. — *Notification des conditions du règlement.* — Nous avons vu que le débiteur aura la faculté de fixer lui-même, dans les limites déterminées par la loi, les échéances auxquelles il effectuera le paiement de sa dette par fractions. A cet effet, il devra informer le porteur de la valeur négociable ou le créancier, par lettre recommandée avec avis de réception, des échéances qu'il a faites siennes (art. 3).

Il devra, dans la même notification, faire connaître s'il est disposé à payer les intérêts prévus par la loi nouvelle, et, dans la négative, indiquer les motifs de son refus, formuler ses propositions.

116. — L'obligation imposée au débiteur de s'expliquer en ce qui concerne ses intentions relativement au paiement des intérêts fait naître une double question.

En premier lieu, qu'advient-il si la notification du débiteur passe ce point sous silence ? Sera-t-il non recevable à demander l'exonération des intérêts ? S'il en est exonéré de droit, une réponse négative ne nous paraît pas douteuse. Mais dans le cas où cette exonération devrait être demandée à la Commission arbitrale, on peut considérer que le débiteur a renoncé à solliciter l'exonération en ne faisant aucune réserve

sur ce point. C'est ici, d'ailleurs, une question d'interprétation de volonté, et il est, au surplus, évident que la commission doit se montrer très circonspecte pour admettre qu'il y a eu renonciation du débiteur.

En second lieu, comment le débiteur doit-il indiquer les motifs pour lesquels il s'abstiendra d'acquitter le paiement des intérêts ? Il ne nous semble pas que l'absence ou l'insuffisance de ces motifs doive entraîner une déchéance quelconque. Mais le débiteur de bonne foi paraît devoir se conformer au conseil donné par l'un des commentateurs de la loi « de préciser ce qu'il a fait pendant la guerre : dans le cas où son entreprise commerciale aurait continué à fonctionner, d'indiquer les résultats obtenus pour la période allant du 1^{er} août 1914 au 23 octobre 1919, *comparativement* avec ceux d'avant-guerre. Si le capital qu'il possédait en 1914 (et par capitaux, on doit comprendre tout ce qu'il possédait, espèces, titres, marchandises, matières premières, outillage, etc., etc...) déduction faite, bien entendu, du passif (factures dues, banquiers, etc.), s'est accru ou diminué à la date du 23 octobre 1919, le débiteur peut également le déclarer ; de faire connaître à ses créanciers les bénéfices qu'il a pu réaliser dans d'autres affaires que la sienne ». (VELUARD, p. 40.)

117. — *Délai* (1). — Le délai imparti pour la notification

(1) MM. Claude Weyl et Penancier font, relativement au calcul des délais de la loi du 27 décembre 1920, la très juste remarque suivante : « Il faut bien distinguer entre la notification faite par celui qui notifie — le notifiant — si l'on nous passe ce néologisme, et la notification faite ensuite par le *notifié*.

Dans le cas où la lettre est envoyée par le notifiant, le délai est

diffère selon que le créancier aura fait la notification imposée par la loi aux porteurs des valeurs négociables, ou communiqué son compte au débiteur, ou qu'il n'aura accompli ni l'une ni l'autre de ces formalités.

Trois cas peuvent donc se présenter :

1° Le créancier, soit qu'il ait déjà avisé le tiré par ses soins, soit qu'il y ait de sa part omission, n'aura procédé à aucune notification ou communication. Le débiteur devra alors, sous la réserve indiquée ci-après (v. n° 119), lui faire connaître le mode de règlement qu'il a adopté au plus tard à l'expiration du troisième mois qui suivra la cessation de la prorogation.

2° Le créancier — au cas de valeur négociable — aura notifié au débiteur qu'il est en possession d'un effet tiré sur celui-ci. La notification du débiteur devra être effectuée dans le mois consécutif à la notification du créancier.

3° Le créancier — à raison d'un compte-courant, de fournitures de marchandises, etc. — aura communiqué son compte au débiteur. Le délai de notification sera encore d'un mois et partira de la date d'envoi de la lettre recommandée.

118. — *Sanction.* — A défaut de notification dans le délai

calculé au jour de la remise à la poste, de « l'enregistrement » de la lettre au bureau de poste constaté par le talon d'envoi.

Par contre, lorsque la lettre doit être envoyée par un débiteur qui a *lui-même* reçu une notification, ce n'est que du jour où ce notifié a signé l'accusé de réception que part le délai qui lui est imparti pour faire sa notification.

Ainsi le débiteur notifie au porteur d'une lettre de change les délais qu'il choisit pour les échéances sur cinq années.

Le porteur peut vérifier si l'expéditeur de la lettre a bien notifié dans les délais prévus à l'article 3. »

légal, le débiteur sera, ainsi qu'il a été dit, déchu du droit de fixer lui-même les conditions de sa libération. Les sommes dues en principal et intérêts seront alors payables annuellement par cinquième, et la première échéance sera fixée, date pour date, à la fin de l'année qui suivra l'expiration de ce délai.

119. — *Critique du formalisme établi par la loi. — Cas où le porteur ne s'est pas fait connaître.* — Les explications données plus haut font apparaître le caractère défectueux à cet égard du mécanisme institué par la loi au cas où le porteur d'une valeur négociable s'abstient d'effectuer la notification qui lui est prescrite.

On peut, en effet, se demander comment le débiteur procédera lui-même à la notification à laquelle il est tenu dans le délai de trois mois, à compter de la cessation de la prorogation, si le porteur ne se fait pas connaître à lui dans ce délai.

Dans cette hypothèse, le débiteur serait déchu du droit de fixer lui-même les échéances et devrait payer annuellement le cinquième de la dette. Il est vrai qu'il ne serait plus redevable des intérêts à échoir ; mais cette solution peut néanmoins être pour lui en certaines circonstances moins satisfaisantes que celle qui lui permettrait de ne payer que les 4/10 de sa dette, pendant chacune des quatre premières années du délai de libération.

Dans ce cas le tiré ne disposerait-il pas, en se conformant au droit commun, d'un moyen de sauvegarder ses droits ?

Les dispositions du décret du 27 septembre 1914, d'après

lesquelles le tiré pouvait, au cas où le porteur ne se serait pas fait connaître, s'acquitter par un versement à la Banque de France, sont sans doute désormais sans valeur légale. Le décret du 28 décembre 1920 porte bien, en son article 12, que sont maintenues toutes les dispositions du décret du 27 septembre 1914 ; mais ce maintien ne peut concerner en tout cas que les débiteurs visés par le décret et non ceux rentrant dans les prévisions de la loi. En ce qui concerne ceux-ci, tous les décrets moratoires n'ont plus eu valeur légale, conformément aux dispositions de la loi du 23 octobre 1919 (art. 4), un an après que le décret du 15 octobre 1919 a cessé de produire effet. Il ne saurait donc être fait application du décret du 27 septembre 1914. Mais le décret du 6 thermidor an III, bien qu'oublié de nombreux commerçants, est toujours en vigueur. Ce décret permet « à tout débiteur d'effets négociables, dont le porteur ne se sera pas fait connaître, de déposer les sommes portées sur le billet entre les mains du receveur de l'Enregistrement » (à Paris : à la Caisse des Dépôts et Consignations) « dans l'arrondissement duquel l'effet est payable ». Un acte de dépôt est établi, contre représentation duquel la somme est remise, après signature du porteur, sur le registre du receveur.

On peut concevoir que ce formalisme soit utilisé, dans notre hypothèse, par le tiré, pour la notification de ses conditions de règlement. Le tiré ne pourrait-il, en effet, effectuer un versement partiel, même très minime, dans les trois mois de la cessation de la prorogation, et faire mentionner sur l'acte de dépôt les échéances qu'il a fait siennes ? Il nous semble que le texte du décret du 6 thermidor an III le permet.

Si on considère que l'emploi de cette procédure n'est pas légal, n'y aurait-il pas lieu alors de tenir le tiré pour empêché par une circonstance de force majeure (ignorance absolue de la personnalité du porteur) de satisfaire dans les délais de la loi aux prescriptions de celle-ci ? Il n'encourrait par suite aucune déchéance, le délai étant suspendu par cette circonstance de force majeure. (Rep. Gén. Alph., V° DÉLAIS, n° 83.)

Si on admet cette manière de voir, le tiré, dispensé du paiement des intérêts, à compter de la cessation de la prorogation, pourrait attendre indéfiniment et sans inconvénient (au contraire) que le porteur se fasse connaître.

120. — *Débiteur disparu.* — Dans cette hypothèse, les ayants-droit éventuels au débiteur, si le jugement déclaratif de décès n'est pas encore intervenu, doivent se faire autoriser dans les termes de l'article 112 du Code civil à effectuer la notification prescrite par l'article 3.

121. — *Souscription de billets à ordre.* — Si le créancier le demande, le débiteur de valeurs négociables devra souscrire, tout au moins en ce qui concerne le principal de la dette, des billets à ordre mentionnant les échéances par lui fixées (art. 3, § 7).

La loi précise que la création de ces billets n'opèrera pas novation quant aux garanties prévues par l'engagement primitif, ni quant aux intérêts.

Les billets se référeront au titre principal qui, lui-même, devra porter mention des nouveaux effets souscrits. Ils seront exemptés du droit de timbre (v. supra, n° 71). Le titre princi-

pal sera conservé par le porteur et remis au débiteur au moment du paiement du solde.

SECTION IV.

Obligation des garants

122. — On a vu que dans le délai d'un mois, à dater de la notification des dates d'échéances à lui faite par le débiteur, le porteur d'une valeur négociable est tenu d'en aviser le tireur et le dernier cédant. De même le dernier cédant et les endosseurs antérieurs seront respectivement tenus, toujours à peine de déchéance de leur recours, d'aviser de cette notification, par lettre recommandée avec avis de réception, les endosseurs immédiats (art. 5).

CHAPITRE VII

Juridictions et procédure

123. — Les contestations auxquelles peut donner lieu le règlement des dettes moratoriées sont de deux sortes : ou bien, elles concernent les intérêts ; ou bien, elles ont trait au principal de la dette.

Dans ce dernier cas, la procédure est celle du droit commun.

Dans le premier, au contraire, la loi institue une procédure et des juridictions spéciales.

SECTION I

Juridiction

§ 1

Commission arbitrale de première instance

124. — 1^o *Composition.* — Les contestations concernant le règlement des intérêts moratoriés sont soumises à une Commission arbitrale composée de cinq membres : un magistrat, président, un avocat (ou ancien magistrat, avoué, agréé, notaire), un créancier patenté, un commerçant démobilisé ou sinistré, un représentant du Ministre des Finances (art. 15).

Tous ces membres, à l'exception du représentant du Ministre des Finances, sont nommés par le Premier Président de la Cour d'Appel, qui effectuera en même temps la désignation de trois membres suppléants dans chaque catégorie.

Ils sont choisis, le Président, parmi les magistrats de la Cour d'Appel ou des Tribunaux de Première instance du ressort ; l'assesseur avocat, parmi les représentants de cette profession qui l'ont exercée pendant dix ans et sont domiciliés dans l'arrondissement ; le créancier patenté et le commerçant démobilisé ou sinistré, sur deux listes dressées par le Tribunal de Commerce, ou, à défaut, la Chambre de Commerce du chef-lieu du ressort, dans le premier cas, du chef-lieu de l'arrondissement dans le deuxième cas.

L'ordre du tableau des suppléants est établi par le président de la Commission par voie de tirage au sort. Le président désignera sur ce tableau les membres suppléants qui sont appelés

à siéger en cas d'empêchement ou de récusation des membres titulaires.

Il est institué une Commission arbitrale dans chaque arrondissement. (1) Nous ne croyons pas qu'il puisse en être créé plusieurs dans les limites de cette circonscription judiciaire, contrairement à l'opinion d'un commentateur (LARDEUR, n° 70, p. 68) : le texte de la loi est formel.

125. — La loi se réfère aux articles 40 et 41 de la loi du 9 mars 1918, lesquels règlent les questions relatives à la prestation de serment, à l'excuse des assesseurs, aux indemnités allouées à ceux-ci, ou au Président, à la nomination et à la révocation du secrétaire, ainsi qu'à ses émoluments.

Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent individuellement, devant le président de la Commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations (art. 40).

En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou, en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le Président de la Commission arbitrale à une amende de 100 francs au moins et de 300 francs au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal ; le Président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné.

Les assesseurs reçoivent sur les fonds de la justice criminelle, dans les conditions prévues par les articles 2, 4 et 162 du décret

(1) La loi a créé une difficulté en disposant que cette Commission serait établie au chef-lieu de l'arrondissement, auquel ne siège pas nécessairement le tribunal civil.

du 18 juin 1881, les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811.

Les magistrats désignés pour présider les Commissions arbitrales hors du chef-lieu de l'arrondissement recevront, pour frais d'indemnité de séjour, l'indemnité établie par l'article 3 de la loi du 4 octobre 1916.

Le Premier Président de la Cour d'Appel désigne le secrétaire de la Commission arbitrale. Il peut le révoquer.

Le secrétaire, avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le Président de la Commission arbitrale. Ses émoluments sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907, dont les articles 58, 59, 60, 61 et 62 sont applicables.

Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé, est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifiée par la loi du 10 mars 1898 et des articles 1030 et 1031 du Code de procédure civile.

126. — 2° *Compétence.* — La Commission Arbitrale n'est compétente *ratione materiæ* qu'en ce qui concerne : 1°) les contestations relatives au règlement des intérêts moratoires ou conventionnels (art. 15) ; 2°) les délais supplémentaires à accorder, le cas échéant, aux débiteurs ayant subi des dommages de guerre et ne disposant pas de ressources suffisantes, en vue de leur permettre de reporter les premiers paiements à la fin du trimestre au cours duquel ils recevront de l'Etat leurs titres de créance (art. 21).

Cette compétence s'applique non seulement aux intérêts qui peuvent faire l'objet d'une remise ou réduction, mais à ceux

pour lesquels aucune exonération ne peut être accordée, c'est-à-dire aux intérêts échus pendant la période de prorogation postérieure au 23 octobre 1919 et même pendant la période de liquidation du moratoire. Les termes de l'article 15 sont, en effet, d'une généralité absolue (Comp. LARDEUR, n° 70, p. 67). (1)

Elle comprend peut-être encore les contestations relatives à l'application de l'article 13 (v. *supra*, n° 107).

Mais elle ne va pas au delà. Toutes questions concernant le paiement du principal sont en dehors des attributions de la commission (et même celles ayant trait au règlement des intérêts mais touchant le fond du droit ou la qualité des réclaments) (v. n° 137).

L'opinion contraire exprimée par M. le sénateur Gouge, Rapporteur (Sénat, séance 24 déc. 1920, *J. O.* 25, p. 2013) est absolument contredite par le texte de l'article 15, § 1^{er}, qui est de droit étroit.

On a regretté cette dualité de juridictions (v. LARDEUR, loc. cit.). Mais du moment où on instituait des commissions arbitrales elle était bien, semble-t-il, inévitable, puisque les questions concernant le fond du droit ne pouvaient guère être soumises à celles-ci.

Il n'en faut pas moins reconnaître que ce parallélisme a de graves inconvénients, si on admet que les deux juridictions ont compétence pour statuer sur le point de savoir si un débi-

(1) Cette compétence peut ne pas paraître fondée, puisque la Commission arbitrale, n'a de raison d'être que pour trancher les questions d'exonération. Elle est fâcheuse, car elle nécessite le maintien des commissions arbitrales pendant les cinq années et plus que doit durer la liquidation du moratoire.

teur rentre ou non dans les catégories de bénéficiaires de la loi. De nombreuses contrariétés de décisions seraient alors inévitables.

126-1. — *Ratione loci* la Commission compétente est celle du domicile d'avant-guerre du débiteur.

Il existe toutefois une contradiction entre l'article 16, qui attribue compétence, pour la conciliation, au président de la Commission du domicile d'avant-guerre du *défendeur*, et l'article 15, suivant lequel la commission compétente pour statuer est celle du domicile d'avant-guerre du *débiteur*. D'après un commentateur, cette dernière expression serait vicieuse ; elle devrait être tenue pour se référant au cas le plus usuel, qui est celui où la Commission est saisie par le créancier, et comme n'ayant aucun caractère impératif (v. COLIN, n° 58).

Nous croyons, au contraire, qu'il convient de résoudre la contrariété de dispositions signalée, en considérant comme absolue la règle posée par l'article 15 et en faisant abstraction, sur ce point, de l'article 16. Il n'est pas douteux, en effet, que la disposition de l'article 15, § 5, a été insérée intentionnellement dans la loi. Le législateur a certainement voulu que la compétence *ratione loci* des Commissions arbitrales fut la même qu'en matière de loyers (cf. Rapport Desjardins, n° 1219, p. 3), où elle est déterminée par la situation de l'immeuble, c'est-à-dire en fait par le domicile d'avant-guerre du débiteur. C'est là seulement, en effet, que celui-ci pourra pratiquement établir, soit, en faisant entendre ses témoins, qu'il n'a exercé aucune profession pendant la guerre, soit, en produisant ses livres, qu'il ne s'est pas enrichi durant la même période. Concevrait-on, au surplus, que la Commission arbi-

trale de Perpignan fut appelée à apprécier si la localité où un débiteur sinistré exerçait sa profession a été envahie ou évacuée pendant plus ou moins d'un an ? L'intervention, pour trancher les questions de cette nature, de Commissions arbitrales autres que celles des régions atteintes par les hostilités ne serait pas seulement quelque peu paradoxale, elle aboutirait, sur ce point, à la jurisprudence la plus incohérente, étant donnée la multiplicité des Commissions qui seraient susceptibles de statuer à cet égard.

On peut affirmer sans témérité que le législateur, en attribuant formellement compétence à la Commission du domicile d'avant-guerre du débiteur, a précisément entendu éviter de pareilles conséquences, et faciliter la preuve qui incombe à celui-ci (cf. réponse écrite de M. le Ministre de la Justice à M. le député Marcellot, n° 7821, *J. Of.*, 8 avril 1921, p. 1549).

Quant au taux du dernier ressort, la Commission statuera dans les limites de celui-ci, en matière d'intérêts, pour toutes les demandes dont le principal n'excèdera pas 10.000 francs, et, quel que soit le montant de la dette, toute les fois que les parties seront d'accord pour le demander (art. 15).

Cette disposition n'a manifestement trait qu'aux questions d'exonérations et non de délais. Ces dernières devront, semble-t-il, comme toutes demandes dont la valeur est indéterminée, être conformément au droit commun, jugées à charge d'appel.

127. — 3° *Procédure*. — La procédure suivie est celle établie en matière de loyers par la loi du 9 mars 1918 (art. 42, 45 à 50 et 52 à 55 inclusivement), c'est-à-dire une procédure simplifiée substituant, en principe, la lettre recommandée à l'exploit

d'huissier et comportant le minimum de frais et notamment l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement.

128. — *Tentative de conciliation.* — Un préliminaire de conciliation obligatoire est prescrit à peine de nullité (Cf. Cas. Rej. 19 mai 1919, MEUNIER, Jur. des baux à loyer, 1^{re} année, p. 217). Toutefois cette formalité n'est point d'ordre public et son inobservation peut être couverte par la défense au fond (Cass. 15 avril 1919, *Revue des Loyers*, 1920, p. 348).

En vue de cette tentative de conciliation le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire avec avis de réception (1). Cette lettre doit indiquer les nom, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution fixés par le président au délai minimum de trois jours francs. A défaut d'un avis de réception établissant que le défendeur a été touché en temps utile il faut procéder par voie de citation d'huissier (art. 42) (2).

Les parties, au cas d'empêchement, peuvent se faire représenter par qui bon leur semble (Cass. 23 juill. 1919, *Rev. des loyers*, p. 583).

Pour apprécier l'excuse, le Président exerce un pouvoir souverain d'appréciation.

Le procès-verbal de conciliation est dépourvu de la force exécutoire, contrairement à ce qui eut pu résulter du texte proposé par la Commission de la précédente législature (art. 14). Les parties doivent donc, au cas d'inexécution, s'adresser aux

(1) V. sur la compétence, n° 126.

(2) Les parties peuvent d'ailleurs, d'un commun accord, se présenter directement devant le président, sans qu'il y ait eu lettre d'avis ou citation, à la condition de lui demander fixation d'un jour.

juges pour obtenir un titre. La juridiction compétente est la Commission arbitrale (Cas. 26 mai 1919, *Rev. des loyers* 1919, p. 547).

L'article 43 de la loi du 9 mars 1918, auquel se réfère expressément l'article 16 de celle du 27 décembre 1920, autorise les parties à donner au Président, lors de la tentative de conciliation et si elles en sont d'accord, le pouvoir de statuer comme arbitre amiable compositeur.

La décision qui intervient dans ces circonstances n'est susceptible d'aucune voie de recours (Civ. 23 octobre 1918, D. 1919, 1, 9).

129. — *Assistance judiciaire.* — L'article 48, § 5, de la loi du 9 mars 1918, expressément visé par notre loi, porte que l'assistance judiciaire peut être accordée aux parties.

Cette disposition ne semble guère avoir été appliquée en matière de loyers, la procédure devant la Commission arbitrale de loyers ne comportant que des frais insignifiants. Il en sera sans doute de même, en ce qui concerne l'application de notre loi.

Mais, aux termes d'une seconde disposition du même paragraphe de l'article 48, l'assistance judiciaire « est de droit pour les locataires énumérés à l'article 15 de la présente loi ». D'autre part, une loi du 4 janvier 1919 a décidé (art. 2), que « pour bénéficier de l'assistance judiciaire de droit il suffit aux locataires énumérés à l'article 15 de la loi du 9 mars 1918 de faire au Secrétariat de la Commission arbitrale la déclaration qu'ils rentrent dans la catégorie énumérée par cet article ». Ces dispositions sont-elles applicables aux débiteurs des dettes moratoriées, mobilisés, réformés, etc....?

Nous croyons devoir répondre par la négative. En premier lieu, la loi de liquidation de ces dettes ne renvoie nullement à la loi du 4 janvier 1919, ni à l'article 15 de la loi du 9 mars 1919. D'autre part et surtout, les catégories qui en sont bénéficiaires ne sont pas les mêmes que celles énumérées à l'article 15 sus-visé. Il nous paraît impossible, dès lors, d'incorporer les dispositions de cet article dans celles de notre loi.

130. — *Citation.* — A défaut de conciliation, si le défendeur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettres recommandées avec avis de réception pour l'audience de la Commission arbitrale au jour qui a été fixé par le Président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit par l'article 42. A défaut d'avis de réception, le défendeur est cité par acte d'huissier. La citation doit contenir les énonciations prescrites pour la lettre de convocation en conciliation par l'article 42. Les témoins, s'il y a lieu, sont appelés dans les mêmes formes et délais (art. 45).

La citation doit donc indiquer l'objet de la demande. Elle doit être délivrée au domicile légal du défendeur. C'est le droit commun.

131. — *Récusation.* — La loi du 27 décembre 1920 renvoie à l'article 39 de celle du 9 mars 1918 en ce qui concerne les causes de récusation.

Aux termes de cet article, les assesseurs des Commissions arbitrales peuvent être récusés :

- 1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;
- 2° Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne

directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou quand ils sont parents entre eux dans les mêmes conditions ;

3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint ou ses parents et alliés en ligne directe ;

4° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

5° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause.

En outre, chaque partie aura respectivement le droit d'exercer deux récusations péremptoires.

La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la Commission arbitrale.

Il est statué sans délai par le Président, dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchements que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 37.

En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, ou si, pour toute autre cause, la Commission est hors d'état de se constituer régulièrement, elle se complètera en appelant à siéger un assesseur suppléant, dans l'ordre du tirage au sort. A défaut d'assesseur suppléant, il sera procédé à un nouveau tirage au sort fait en séance publique, sur les listes dressées en vertu de l'article 35. L'assesseur sup-

pléant devra être domicilié dans la ville où siège la Commission arbitrale.

Le mode de récusation prévu ci-dessus est impérativement prescrit, et aucune récusation n'est recevable si elle ne résulte d'une déclaration signée par les parties et remise au secrétaire de la Commission arbitrale *in limine litis*.

Une récusation peut être formulée contre le Président dans les formes et délais prescrits par les articles 444, 378 et suivants du Code de procédure civile. Les dispositions de l'article 39 sus-énoncé ne concernent que les assesseurs. (Cas. 26 mai 1919, MEUNIER, Jur., 1^{re} année, p. 211).

AUDIENCE. — a) *Comparution, représentation et assistance des parties.*

132. — *Autorisation des femmes mariées.* — Aux termes de l'article 50, les pouvoirs conférés par les tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au Président de la Commission. On sait qu'il y a nullité d'ordre public de la décision intervenue à l'égard d'une femme mariée en l'absence d'autorisation maritale ou de justice (v. plusieurs arrêts, *Gaz. Pal.* 1920, 2, 247).

La femme mariée commerçante est, elle aussi, soumise, à cet égard, au droit commun de l'article 215 du Code civil. Elle ne saurait plaider, tant comme demanderesse que comme défenderesse sans une autorisation expresse de son mari ou du tribunal (v. THALLER, n° 165, p. 108. Cf. Cass. 30 déc. 1919, *Gaz. Pal.*, 1920, 2, 249).

133. — *Excuses.* — Aux termes de l'article 48, § 1 et 2 de la loi du 9 mars 1918, les parties doivent comparaître en personne. Elles ne peuvent se faire représenter qu'au cas d'excuse jugée valable par la Commission elle-même (Cass. 5 juin 1920, *Rev. des loyers*, p. 568). Les sentences doivent porter à cet égard toutes énonciations nécessaires pour justifier leur régularité, la disposition qui prescrit la comparution personnelle étant d'ordre public. Les décisions doivent donc en principe mentionner que les parties ont comparu en personne, ou qu'elles ont proposé une excuse qui a été admise. Mais il n'est pas nécessaire qu'elles indiquent la nature de cette excuse.

134. — *Représentation.* — Si la Commission agréé l'empêchement que la partie a fait valoir, celle-ci peut alors se faire représenter par un membre de sa famille parent au degré successible ou conjoint de ce parent (MEUNIER, *Jur.* 2^e année, p. 226), par un avocat régulièrement inscrit ou par un officier public ou ministériel dans le ressort du canton, de l'arrondissement ou de la Cour d'Appel, selon la circonscription judiciaire où il exerce ; mais cet officier ministériel ne saurait se faire suppléer par son clerc (Cass. 26 mai 1919. *Rev. des loyers* 1919, p. 466 ; 9 fév. 1920, R. 1920, p. 163).

A cette énumération il convient d'ajouter les agréés (art. 15 l. 27 déc. 1920).

Par cette désignation il ne faut d'ailleurs entendre manifestement que les mandataires agréés par les tribunaux de commerce et non ceux qui l'ont été par des tribunaux

de paix (Comp. Claude WEYL et PENANCIER, *Comment régler nos dettes d'avant-guerre*, p. 39). (1)

Le mandataire, s'il est un membre de la famille, doit être muni d'un pouvoir exempt de timbre et d'enregistrement, mais dont la signature aura été légalisée (Cass. 23 juill. 1919 ; MEUNIER, jur. 1^{re} année, p. 236).

Le moyen pris de l'irrégularité de la représentation doit être proposé devant la Commission arbitrale (Civ. 26 avr. 1920, MEUNIER, jur. 2^e année, p. 226). (2)

135. — *Assistance.* — Au cas de comparution, la partie est autorisée à se faire assister par les mêmes personnes que la loi habilite à la représenter (art. 48, § 1^{er}).

(1) Les agréés sont sans aucun doute purement et simplement assimilés aux officiers ministériels ou publics. D'où il suit qu'ils sont dispensés de procuration, et qu'ils n'ont qualité pour assister et représenter les parties que dans le ressort du Tribunal de commerce, lequel ne correspond pas toujours à celui du Tribunal civil. (V. LARDEUR, n° 75, p. 73 ; Rep. Gén. Alph. dr. fr. V° Tribunal de commerce, n° 16).

(2) Cf. sur les constatations que doivent contenir, à cet égard, les décisions des Commissions au cas de représentation par un parent au degré successible (Cass. 18 fév. 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 670), par un conseil (Cass. 17 nov. 1919, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 178 ; 26 mai 1919, *G. P.* 1918-1919, 1, 815), ou par un clerc (Cass. 9 fév. 1920, 2, 381). La jurisprudence exige que les personnes morales habilient à cet effet l'agent qui les représente (Cass. 8 déc. 1919, *G. P.* 1919, 1, 155). Mais une Société anonyme sera régulièrement représentée par son directeur, même non muni d'un pouvoir spécial (Cass. 15 juin 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 2, 459). Il ne suffirait pas bien entendu que la décision mentionnât que la Compagnie anonyme a comparu assistée d'un avoué et d'un avocat (Cass. 27 mai 1919, *Gaz. Pal.* 1919, 2, 9).

136. — *b) Publicité de l'audience. — Conclusions. — Reproduction des débats.*

Les audiences sont tenues conformément au droit commun : elles sont publiques, à moins que la Commission arbitrale n'ordonne, sur la demande de l'une des parties, que les débats aient lieu en la Chambre du Conseil (art. 49, § 1^{er}) (1). Mais le jugement doit toujours être rendu en audience publique (art. 49, § 4).

Il ne peut être présenté que de simples observations ou conclusions (art. 48, § 3) ; ainsi le Président ne porte pas atteinte au droit de la défense lorsqu'il enjoint à une partie d'abréger une lecture faisant double emploi avec ses explications orales (Civ. 18 mars 1919, MEUNIER, jur. 1^{re} année, p. 237). Quant à ces conclusions, elles doivent être prises avant la mise de l'affaire en délibéré (Rej. 19 mai 1919, MEUNIER, jur. 1^{re} année, p. 238).

La reproduction des débats par la voix de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 (art. 49, § 6).

137. — QUESTIONS PRÉJUDICIELLES. — « S'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, porte l'article 49, § 2, de la loi du 9 mars 1918, la Commission surseoira à statuer sur les questions... d'exonération... et renverra les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent ».

(1) La disposition de l'article 49, § 1^{er}, est particulièrement opportune en notre matière, les commerçants tenant tout spécialement au secret de leurs affaires. On ne peut qu'en souhaiter une large application.

Ce texte est manifestement applicable, dans la partie que nous venons de reproduire, en notre matière.

Dans les deux hypothèses que voici, le caractère préjudiciel de l'exception soulevée ira de soi.

L'existence même de la dette sera niée : c'est le fond du droit ; la qualité de débiteur ou de créancier en la personne de l'une des parties sera contestée ; il y aura bien litige sur la qualité des réclamants.

Bien entendu, il faudra qu'il s'agisse d'une contestation sérieuse (Cf. MEUNIER, jur. 1^{re} année, p. 232 ; et Cass. 11 mai 1920, *Gaz. Pal.*, 1920, 2, 257 ; 9 juill. 1919, *Gaz. Pal.*, 1919, 2, 146) (1). Mais dans ce cas le sursis s'imposera.

Il en sera notamment ainsi, s'il y a lieu à interprétation d'une convention (MEUNIER, jur. 2^e année, p. 237) ou à appréciation de la validité d'un engagement (ouvr. cit. p. 241), de la question de savoir s'il y a eu cession de créance (ouvr. cit. p. 236), si la dette a été valablement souscrite par une femme mariée, si elle oblige le mari (ouvr. cit. p. 238), si la partie est bien héritière du créancier ou du débiteur, s'il y a ou non obligation solidaire.

Mais y a-t-il litige sur le fond du droit, s'il est contesté que la dette rentre par sa nature dans les prévisions de la loi ? Il faut répondre, croyons-nous, par une distinction. Pour déterminer *ratione materie* l'étendue du champ d'application juridique de la loi, la Commission est certainement compé-

(1) Cf. Aussi la jurisprudence relative à l'application de l'article 39, § 4 de la loi du 3 mai 1841, D. R. V^e expropriation pour cause d'utilité publique, n^o 642.

tente. Mais pour décider si une dette a le caractère de celles ainsi déterminées, par exemple si un acte écrit constitue bien un effet négociable cela peut paraître moins certain (Comp. MEUNIER, *ouvr. cit.* p. 235 sur le cas où le caractère de bail rural ou à loyer de la location est discuté).

Quant à « la qualité du réclamant », elle est mise en cause par le point de savoir non seulement s'il est ou non personnellement débiteur ou créancier, mais aussi sans doute si, s'agissant de fournitures de marchandises, il est ou non commerçant. La question, au contraire, ne se poserait évidemment pas au cas où la contestation porterait la qualité de bénéficiaire de la loi, comme ayant été mobilisé pendant moins d'un an, ou n'étant pas réformé de guerre, ou n'habitant pas une région envahie ou occupée pendant au moins un an : aucun autre tribunal n'aurait compétence à l'exclusion des Commissions arbitrales pour statuer sur ces points, et il s'agit là, d'une manière générale, de questions de fait et non de droit. Au surplus la jurisprudence des Commissions arbitrales de loyers paraît bien en ce sens.

137-1. — Les Commissions arbitrales peuvent, bien entendu, recourir aux mesures d'instruction du droit commun, et notamment ordonner une expertise, en vue de déterminer les ressources du débiteur (Cass. 16 juill. 1919, *Gaz. Pal.*, 1920, 2^e 266).

138. — *Sentences.* — Trois règles sont à rappeler en ce qui concerne leur validité.

1° Elles doivent régler en une décision unique les intérêts

demeurés impayés et échus, en exécution du décret du 29 août 1914, avant le 23 octobre 1919. C'est l'application qui semble devoir être faite de l'article 49 de la loi du 9 mars 1918, ainsi conçu : « La sentence de la Commission arbitrale règle en une décision unique pour toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, sauf les délais plus étendus prévus par la présente loi, les rapports des parties entre lesquelles elle a été rendue » (1). En notre matière, le litige ne peut porter que sur l'exonération des intérêts échus avant le 23 octobre 1919. C'est donc, dans ces limites, qu'il paraît devoir être tenu compte de la disposition sus-énoncée.

2° Les sentences doivent être sommairement motivées (art. 49, § 3). Ces motifs doivent toutefois contenir les éléments suffisants pour « permettre à la Cour de Cassation d'exercer le contrôle qui lui appartient tant sur les conséquences juridiques des faits que sur l'application de la loi ». (Cas. 23 mars 1920, MEUNIER, *ouvr. cit.*, p. 242).

3° Elles doivent être rendues en audience publique (art. 49, § 4), même si les débats ont eu lieu en Chambre du Conseil. (2) C'est le droit commun.

138-1. — *Dépens*. — Aux termes de la jurisprudence intervenue en matière de loyers, il appartient, à la Commission arbitrale de statuer sur les dépens, même si les parties ne l'ont

(1) Cf. civ. 7 juin 1920, *Revue des Loyers* 1920, p. 570.

(2) Il n'est pas nécessaire que la décision fasse mention de ce que les débats ont eu lieu à huis clos (Cass. 19 mai 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 820).

saisie d'aucunes conclusions à cet effet (Cass. 27 nov. 1918, *Gaz. Pal.*, 1918-1919, 1, 649).

139. — *Notification.* — Les sentences, qu'elles soient rendues contradictoirement ou par défaut, sont notifiées par lettre recommandée avec avis de réception par le secrétaire dans les trois jours du prononcé (art. 46). Mais ni l'inobservation de ce délai, ni l'inaccomplissement de cette formalité ne sont bien entendu sanctionnés par la nullité de la décision (Rej. 5 fév. 1919, *Revue des loyers* 1919, p. 237) ; 9 avr. 1919, *Rev. des loyers* 1919, p. 377).

Les sentences peuvent également être notifiées par acte d'huissier à la requête de la partie, si celle-ci le juge opportun.

140. — *Opposition.* — L'opposition à un jugement par défaut doit être effectuée par déclaration orale, au secrétariat de la Commission arbitrale, de la partie elle-même ou d'un mandataire muni d'un pouvoir spécial (Civ. 26 avr. 1920, *Revue des loyers* 1920, p. 360), dans la quinzaine de la réception de la lettre recommandée ou de l'exploit d'huissier susvisés (art. 49). Le refus de cette lettre recommandée équivaut à sa réception (Civ. 9 déc. 1919, *Revue des loyers* 1920, p. 110) et fait courir le délai d'opposition. (1)

Il est délivré récépissé de la déclaration d'opposition.

Les parties sont citées à nouveau par lettre recommandée.

(1) Mais la décision intervenue contre l'opposant non comparant serait nulle si l'avis de réception de la lettre recommandée n'avait pas été produit (Cass. 1^{er} mars 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 2, 399).

du secrétaire (mentionnant que l'opposition a été faite au secrétariat et que récépissé en a été délivré) avec avis de réception, ou par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, avec délai minimum de trois jours francs (art. 46 et 42).

La décision qui intervient est réputée contradictoire, conformément à la règle : « opposition sur opposition ne vaut » (art. 46, § 5).

141. — *Calcul des délais.* — L'article 47 porte que tous les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile. C'est un renvoi pur et simple au droit commun (1).

SECTION II

Commission d'appel

142. — L'appel, s'il y a lieu, est porté devant une Commission arbitrale d'appel siégeant au siège de la Cour d'Appel et composée également de cinq membres : 1° un magistrat de l'ordre judiciaire, président ; 2° un second magistrat de l'ordre judiciaire ou administratif, ou un bâtonnier, un professeur de droit, un président de l'ordre des avocats à la Cour de Cassation, un membre d'une Chambre d'avoués ou de notaires ; 3° deux membres du Tribunal et des Chambres de commerce ; 4° un receveur des Finances.

(1) L'article 1033 n'est toutefois pas applicable en ce qui concerne les délais du pourvoi.

Tous ces magistrats sont doublés d'un suppléant. Ceux des trois premières catégories sont désignés, ainsi que les greffiers attachés à chaque commission d'appel, par le Ministre de la Justice ; ceux de la dernière par le Ministère des Finances.

La Commission arbitrale d'appel ne peut statuer valablement que si trois de ses membres sont présents, y compris le Président (art. 17, § 4).

Il est alloué aux membres des Commissions arbitrales d'appel, ainsi qu'à leurs greffiers, des indemnités qui seront fixées par arrêté pris d'accord entre le Ministre de la Justice, le Ministre des Finances et le Ministre du Commerce (art. 17, § 8). (1)

143. — Les règles de procédure en matière de notification de décision par défaut ou contradictoires des commissions d'appel, et en matière d'opposition, sont celles applicables devant les Commissions de première instance (art. 17, § 7).

L'appel est formalisé par une déclaration effectuée sur les registres de la Commission arbitrale et dont il doit être délivré récépissé.

Il doit intervenir dans les quinze jours de la décision si celle-ci est contradictoire, et de la date de l'expiration du délai d'opposition si elle est par défaut (v. n° 140).

(1) Comp. n° 125.

SECTION III

Pourvoi en Cassation

144. — Les sentences rendues par les Commissions d'appel ou, en dernier ressort, par les Commissions de première instance sont susceptibles de pourvoi en cassation.

Le pourvoi a lieu comme en matière de loyers par la déclaration de la partie elle-même ou d'un mandataire muni d'un pouvoir spécial au Secrétariat de la Commission arbitrale (1). Il est dispensé expressément de l'amende de 150 francs (art. 18). Mais notre loi, à la différence de celle du 9 mars 1918, ne mentionne aucunement la dispense du ministère de l'avocat près la Cour de Cassation. Il suit de là que ce ministère est obligatoire, conformément au droit commun qui réserve aux avocats près cette Cour le droit exclusif de postuler et de conclure s'agissant de pourvois civils (2) sauf texte contraire.

Les recours sont portés devant la Chambre des Requêtes qui statue définitivement.

La loi prévoit trois délais successifs de quinzaine.

Le premier, pendant lequel doit être effectué la déclaration de pourvoi, part du jour de la notification de la décision de la Commission arbitrale.

Le second, imparti pour la notification du pourvoi, prescrite à peine de déchéance et qui doit être faite à Paris par le

(1) Le pouvoir spécial est nécessaire quelle que soit la qualité du mandataire (Civ. 10 nov. 1919, *Revue des loyers*, 1920, p. 44).

(2) Un mémoire non signé d'un avocat à la Cour de Cassation serait donc nécessairement non recevable.

ministère d'un huissier près la Cour de Cassation court du jour de la déclaration.

Le troisième, qui est d'ailleurs dépourvu de sanction, concerne la transmission des pièces à la Cour de Cassation.

La loi a omis, comme il arrive toujours à cet égard, de dire si celle-ci serait faite par le secrétaire de la Commission arbitrale ou par le demandeur. En matière de loyers, elle était effectuée, aux termes d'une circulaire du Procureur Général près la Cour de Cassation, par le secrétaire de la Commission arbitrale auquel le demandeur remettait l'original de la notification du pourvoi. En notre matière, il appartiendra sans doute à l'intéressé de faire déposer ses pièces au greffe de la Cour par un avocat.

Quoi qu'il en soit, le dossier transmis à la Cour doit contenir l'expédition de la décision attaquée, le récépissé de sa notification, l'expédition de l'acte de pourvoi, du pouvoir en vertu duquel il a pu être déclaré, l'original de la notification du pourvoi, et s'il y a lieu les conclusions écrites prises par les parties devant les Commissions arbitrales.

L'absence de l'une de ces pièces est susceptible d'entraîner la non recevabilité du pourvoi.

145. — *Assistance judiciaire.* — Contrairement à la pratique suivie en matière de loyers où le bureau établi près la Cour de Cassation n'accordait pas le bénéfice de l'assistance judiciaire par ce motif que le ministère d'avocat n'était pas obligatoire, ce bénéfice pourra être envisagé, puisqu'aussi bien l'intervention d'un avocat est désormais nécessaire.

146. — *Jurisdiction de renvoi.* — « Lorsqu'une décision a été cassée, porte l'article 18, § 4, de la loi du 27 décembre 1920, l'affaire sera renvoyée devant la Commission arbitrale d'un arrondissement voisin.

Par suite d'une inadvertance législative manifeste, le cas où une décision d'une Commission de première instance serait cassée a donc seul été prévu, mais non celui où le pourvoi serait admis contre une décision de Commission d'appel.

L'article 18, § 4, sera manifestement entendu en ce sens que le renvoi devra être ordonné, s'il y a eu appel, devant la Commission d'un chef-lieu de Cour d'appel voisin. Une modification législative ne paraît pas nécessaire pour rectifier sur ce point l'article 18 puisque aussi bien il appartient à la Cour de Cassation de lui donner cette interprétation. (1)

(1) Le pourvoi formé dans l'intérêt de la loi, en application de l'article 88 de la loi du 27 ventôse an VIII, est, suivant une tradition constante portée devant la Chambre civile, qui a seule, d'ailleurs, en principe, le pouvoir de casser les décisions intervenues en matière civile. La loi du 27 décembre 1920, en décidant que la Chambre des Requêtes statuerait définitivement sur les pourvois intervenus en notre matière, a-t-elle dessaisi la Chambre civile de ceux de ces pourvois qui seraient formés dans l'intérêt de la loi ? On peut à l'appui d'une réponse affirmative citer des arrêts de la Chambre des Requêtes rendus en matière électorale (Req. Cass. intérêt loi 11 janv. 1921) (4 arrêts).

En 1876, dans les circonstances inverses, la Chambre des Requêtes avait, il est vrai, décidé que la loi qui attribuait compétence à la Chambre civile pour statuer directement sur les pourvois électoraux ne lui avait pas enlevé le jugement des pourvois formés par le Garde des Sceaux pour excès de pouvoir en application de l'article 80 de la loi du 27 ventôse an VIII (D. 1876, 1, 203, note). On peut donc se demander s'il est bien certain que les lois, qui dans une matière spéciale, et en vue d'une expédition plus rapide des affaires, attribuent compétence à l'une des

Chambres de la Cour de Cassation doivent être considérées comme abrogeant pour cette matière les articles 80 et 88 de la loi du 27 ventôse an VIII. La question peut offrir un intérêt puisqu'elle commande logiquement la solution qui devrait être adoptée quand une loi, telle celle du 14 décembre 1920 créant la Commission supérieure des loyers, confère à une juridiction autre que la Cour de Cassation le contrôle juridique des décisions intervenues dans une matière spéciale.

TROISIÈME PARTIE

Décret du 28 décembre 1920

147. — L'article 1^{er}, § 2 et 3 de la loi du 27 décembre 1920 porte les dispositions suivantes : « Pour les débiteurs auxquels la prorogation des échéances est demeurée applicable jusqu'à la promulgation de la présente loi et qui ne sont pas visés au paragraphe précédent, il sera mis fin au moratorium par un décret spécial établi dans des conditions analogues à celles des décrets qui ont procédé antérieurement aux liquidations partielles des mesures moratoires. Les conditions dans lesquelles pourront être rétablis les recours suspendus aux termes de ces derniers décrets seront également fixées par décret. »

C'est en application de ce texte qu'a été pris le décret du 28 décembre 1920.

Ce décret met en effet fin au moratoire — en ce qui concerne ceux de ses bénéficiaires ne rentrant pas dans les prévisions de la loi du 27 décembre 1920 — suivant un mode de règlement renouvelé de celui institué par les décrets des 23 décembre 1915, 23 mars et 25 juillet 1916, 29 septembre 1917, 24 septembre et 29 septembre 1918.

Le décret du 28 décembre rétablit, en outre, sous les réserves indiquées ci-après, pour tous les débiteurs de valeurs

négociables, l'obligation d'exercer les poursuites et recours prévus par le Code de Commerce au cas de défaut de paiement. Les mesures d'exécution de droit commun sont désormais applicables et le débiteur peut être mis en faillite (1).

Le décret règle, en même temps, définitivement (art. 10) la situation des débiteurs pour lesquels le moratoire avait antérieurement pris fin.

148. — Les débiteurs bénéficiaires du décret (2) se divisent, ainsi qu'on l'a vu, en deux catégories d'ailleurs fort inégalement traitées : 1° débiteurs pour lesquels le moratoire subsistait encore au moment de la promulgation de la loi ; 2° débiteurs qui avaient bénéficié du moratoire mais pour lesquels celui-ci avait pris fin antérieurement à cette promulgation.

CHAPITRE PREMIER

Débiteurs

pour lesquels le moratoire était demeuré applicable

SECTION I

Détermination de ces débiteurs

149. — Les débiteurs encore protégés par le moratoire lors

(1) Toutefois les articles 161 à 172 inclusivement du code de commerce ne recevront application que dans les conditions indiquées à l'article 5 (v. n° 154).

(2) Comp. n° 20, note.

de l'entrée en vigueur de la loi du 27 décembre 1920 mais auxquels ne s'applique pas cette loi et qui sont dès lors soumis au régime de liquidation institué par les articles 2 à 9 du décret du 28 décembre 1920, sont les suivants : (1)

1° Les débiteurs mobilisés pendant moins d'un an et qui n'ont pas été réformés pour cause de guerre (v. *supra*, n° 35 et *suiv.*) ;

2° Les héritiers de ceux-ci à raison des obligations contractées par leurs auteurs ;

3° Les sociétés en nom collectif dont tous les associés et les sociétés en commandite simple dont tous les gérants ont été mobilisés pendant moins d'un an ;

4° Les débiteurs domiciliés dans les régions envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités (1) mais qui n'ont pas été au moins un an occupées par l'ennemi ou évacuées. Peut-être même doit-on admettre que le décret est applicable aux débiteurs domiciliés dans les régions envahies ou évacuées pendant plus d'un an mais qui n'y avaient pas d'établissements ou n'y exerçaient pas de profession, si on considère contrairement à notre opinion et aux termes mêmes du décret qui ne les mentionnent pas, que ces débiteurs (v. *supra*, n° 42) ne bénéficient pas des dispositions de la loi.

5° Les sociétés dont le siège était situé dans les localités qui ont été atteintes par les hostilités mais envahies ou évacuées moins d'un an, sans qu'il y ait lieu, semble-t-il, de distinguer si ces sociétés avaient ou non la majeure partie de leurs

(1) Cf. décret 18 sept. 1920 (art. 1^{er}).

établissements dans ces localités, puisque le moratoire est demeuré applicable jusqu'à la loi de liquidation à tous débiteurs, y compris sans aucun doute les personnes morales, domiciliés dans ces territoires.

On remarquera que les héritiers des débiteurs mobilisés pendant moins d'un an et non réformés de guerre peuvent seuls se prévaloir du décret et non les veuves et héritiers de tous débiteurs qui sont bénéficiaires de celui-ci. Il convient, en effet, à ce sujet, de se référer non à l'article 20 de la loi, mais à l'article 1^{er} du décret du 18 septembre 1920, qui détermine les catégories de personnes pour lesquelles le moratoire subsistait encore lorsque la loi est intervenue.

149. — Tous les débiteurs des catégories énumérées plus haut sont soumis au régime institué par le décret tant pour les dettes de la nature de celles visées par les décrets moratoires que pour celles relatives aux fonds de commerce ou d'industrie. Le 4^e paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1920 dispose en effet que les débiteurs visés au paragraphe 2, c'est-à-dire ceux pour lesquels un décret interviendra, bénéficieront des dispositions de ce décret pour tous engagements relatifs à l'achat de fonds de commerce ou d'industrie. Le décret de liquidation du moratoire est donc ici applicable (art. 11) à une dette qui ne fut jamais moratoriée (v. en sens contraire déclarations à la Chambre des députés de M. Georges Aimond, séance du 27 décembre 1920, et *supra*, n° 31, note).

SECTION II

Avantages accordés aux débiteurs

150. — Le décret accorde aux débiteurs qui en bénéficient les avantages suivants :

- 1° Une nouvelle prorogation ;
- 2° L'obtention de délais judiciaires supplémentaires (1) ;
- 3° La possibilité de se libérer par paiements partiels ;
- 4° L'exemption de certains frais et déchéance.

§ 1

Prorogation nouvelle

150. — *Valeurs négociables, fournitures de marchandises, avances en compte ou à découvert, sur valeurs mobilières ou effets de commerce avec échéance.* — Le décret (art. 2, 7, 8) proroge de quatre vingts mois, date pour date, à compter du jour de leur première échéance prorogée, l'échéance des valeurs négociables. Ainsi une échéance survenue pour la première fois le 1^{er} octobre 1914 est à nouveau prorogée jusqu'au 1^{er} mai 1921. Cependant le décret du 18 septembre 1920 ne maintenait le moratoire que jusqu'au 2 avril 1921. Il

(1) Le décret du 28 décembre 1920 ne porte aucune disposition relative au taux des intérêts ni au point de départ de ceux-ci. Le décret du 29 août 1914 (art. 6) et la loi du 7 avril 1917, ainsi que les décrets des 15 avril 1915, 19 déc. 1916 demeurent donc purement et simplement applicables à cet égard (cf. 1^{re} partie, chap. II). L'article 14 du décret déclare d'ailleurs expressément toutes ces dispositions maintenues.

s'agit donc bien, comme le reconnaît l'auteur du décret dans le rapport qui précède celui-ci, d'une nouvelle prorogation.

La légalité de cette prorogation peut ne pas paraître évidente.

151. — *Avances en compte ou à découvert, sur titres ou effets de commerce sans échéance, dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes-courants.* — Le remboursement en pourra être réclamé à partir du 31 mars 1921, conformément aux conventions originaires des parties (art. 8 et 9).

§ 2

Paiements partiels

152. — Le créancier (art. 7 et 8) ou porteur (art. 3) est tenu d'accepter des paiements partiels (1), le premier versement étant du quart du principal, et le solde devant être payé au moins par tiers de deux mois en deux mois, aucune somme ainsi payée, en dehors du dernier terme, ne pouvant être inférieure à 50 francs, et les intérêts étant exigibles à chaque terme pour celui-ci. (2)

(1) L'article 3 du décret reproduit une disposition des décrets antérieurs et modifie seulement le quantum des termes représentant le solde.

(2) Si le paiement n'est que partiel, il doit en être fait mention sur l'effet négociable par le porteur, qui en donne quittance. Cette quittance est dispensée du droit de timbre.

§ 3

Délais judiciaires supplémentaires

153. — Des délais, renouvelables, peuvent être accordés aux débiteurs par ordonnance du président du Tribunal de Commerce rendue sur requête, le porteur ou créancier entendu ou dûment appelé (art. 7, 8, 9).

La première demande de délai devait toutefois être formée avant la cessation de la prorogation.

« Le juge appelé à statuer sur les demandes devra, aux termes du rapport qui précède le décret, examiner celles-ci dans l'esprit le plus bienveillant. Il lui appartiendra d'envisager la situation du débiteur non seulement au point de vue commercial, mais dans son ensemble en se préoccupant de la répercussion que pourrait exercer sur la marche de l'entreprise le paiement immédiat des dettes dont l'échéance a été prorogée. Il aura à tenir particulièrement compte de la détention par le débiteur de valeurs momentanément irrécouvrables, comme tel serait le cas de valeurs auxquelles les nouvelles prorogations prévues par la loi du 27 décembre 1920 seraient applicables. Enfin, le juge devra, en statuant sur les demandes de délais supplémentaires, sauvegarder, en particulier, les intérêts légitimes des petits commerçants et des petits propriétaires et éviter les poursuites qui seraient de nature à les paralyser dans leurs affaires ou exploitations (art. 4). »

Ces délais peuvent être accordés, même au cas où le débi-

teur procéderait par paiements partiels. La loi, en effet, ne distingue pas (comp. LARDEUR, n° 91, p. 88).

S'ils sont insuffisants et si le débiteur est poursuivi, il peut en obtenir de nouveaux du tribunal saisi. L'article 6 le dit expressément pour les effets négociables, l'article 8, § 3, pour les avances ; l'article 11 le décide implicitement pour les engagements relatifs à l'achat de fonds de commerce, auxquels il déclare applicable toutes les dispositions du décret. Quant à l'article 7, qui a trait aux fournitures de marchandises, il ne contient aucune disposition en ce sens.

On en a conclu (v. LARDEUR, n°s 94-95, p. 89-90) que cette omission serait intentionnelle, car « rien n'était plus simple que de viser dans l'article 7 à la fois l'article 6 (qui prévoit la concession de délais par le tribunal au cas de poursuites) et l'article 4 (qui permet au Président d'en accorder antérieurement) ».

Cette opinion peut être sérieusement contestée. Elle est, en effet, contrédite par l'auteur du décret qui déclare, dans le préambule de celui-ci, que « des mesures semblables à celles qui s'appliqueront aux effets de commerce sont prévues par le projet de décret ci-joint pour les autres dettes dont l'échéance a été prorogée, c'est-à-dire pour les paiements de fournitures, etc. »

D'autre part, on ne voit pas bien pourquoi on aurait voulu refuser le bénéfice de délais au cas de poursuites aux seuls débiteurs de prix de marchandises.

Nous ne pensons donc pas que le silence de l'article 7 soit volontaire.

C'est d'ailleurs une question tout autre de décider si les

tribunaux pourront suppléer à cette lacune (V. en ce sens COLIN, n° 75, p. 24), car si l'intention de l'auteur du décret n'est pas douteuse, il lui manque d'avoir été assez nettement exprimée pour que les juges puissent corriger le texte de l'article 7 comme entaché d'inadvertance législative.

La question, au surplus, n'a qu'un intérêt théorique, si on admet (V. Rép. Gén. Alph. dr. fr. V° délai, n° 133) que le bénéfice de l'article 1244 du Code civil peut être accordé au débiteur en matière commerciale, lorsque sa dette ne résulte pas d'un effet de commerce. Le délai de grâce du droit commun suffirait alors. (1)

§ 4

Exemption de certains frais ou déchéances Conditions d'exercice des recours

154. — Les paiements partiels ci-dessus visés sont exempts du droit de timbre.

De même les requête et ordonnance en vue de délais supplémentaires ne donnent lieu à aucun frais et sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. Le créancier ou porteur est convoqué par simple lettre recommandée.

Le protêt et sa notification sont remplacés par des lettres recommandées avec avis de réception (V. n° 71).

Le défaut de paiement devra être constaté dans un délai de

(1) En matière d'avances sur titres et même au cas où le débiteur n'obtient pas de délai supplémentaire, il peut être décidé par le président du Tribunal de Commerce ou par le Tribunal qu'il sera sursis à la réalisation du gage (art. 8, § 3).

dix jours à dater du lendemain de l'échéance prorogée, par lettre recommandée adressée par le porteur au débiteur et suivie d'un accusé de réception.

La notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, de la copie de la lettre constatant le défaut de paiement tiendra lieu de la notification de protêt prescrite par les articles 165 et 167 du Code de commerce.

Les délais prévus par les articles 165 et 166 du Code de commerce courront à partir de la date de l'accusé de réception de la lettre recommandée tenant lieu de protêt (art. 5 du décret).

Dans le cas où des délais supplémentaires leur auraient été accordés, les mêmes dispositions seront applicables (art. 10). Le défaut de paiement devra être constaté par lettre recommandée avec accusé de réception dans les dix jours qui courront à partir du lendemain du jour où les délais supplémentaires seront expirés (art. 5, § 6). C'est d'ailleurs le régime auquel sont soumis à cet égard tous les débiteurs visés par le décret.

CHAPITRE II

Débiteurs pour lesquels le moratoire avait antérieurement pris fin

SECTION I

Détermination de ces débiteurs

155. — Ce sont les catégories de débiteurs dont il a été parlé plus haut (V. n° 8) et qui ont été l'objet des décrets

des 23 décembre 1915, 23 mars, 25 juillet 1916, 29 septembre 1917, 24 septembre 1918, 29 septembre 1918, modifié par celui du 30 mars 1919, c'est-à-dire :

- 1° Les fournisseurs des Etats alliés ;
- 2° Les débiteurs qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre ;
- 3° Les débiteurs non commerçants de valeurs négociables et tous autres débiteurs, à l'exception de ceux démobilisés ou domiciliés dans les régions atteintes par les hostilités ;
- 4° Les ayants-droit de ces débiteurs pour les obligations contractées par leurs auteurs.

SECTION II

Situation de ces débiteurs

§ 1

156. — Les débiteurs tombant sous le coup de l'article 10 du décret du 28 décembre 1920 sont assujettis, s'ils ont la qualité de commerçants, aux dispositions, expressément maintenues (art. 14) du décret du 29 décembre 1918 modifié par le décret du 30 mars 1919.

Leurs dettes doivent, par suite, être réputées échues à cinquante-six mois, date pour date, de leur échéance originale (art. 2 et 8 du décret du 29 décembre 1918), ou au 31 mars 1919, s'il s'agissait de sommes dues sans échéance (art. 9) ou de dépôts espèces ou soldes créditeurs de comptes-courants (art. 10).

Ils pouvaient obtenir des délais supplémentaires du Président du Tribunal de Commerce (art. 5 et 8 déc. 29 déc. 1918

modifié par l'art. 4 déc. 30 mars 1919) et se libérer par paiements fractionnés dans les termes de l'article 3 du décret du 29 décembre 1918.

L'intérêt des sommes par eux dues doivent être calculées conformément au décret du 29 août 1914 (art. 6) et à la loi du 7 avril 1917 (au cas d'avances sur titres) pour toute la durée de la prorogation (V. n° 150, note 1, et n° 79). (1)

Ces intérêts sont exigibles pour la totalité si le paiement est intégralement effectué en une seule fois, et dans le cas de paiements fractionnés, à chaque terme, pour chaque fraction du principal (art. 3 déc. 29 déc. 1918). (2)

§ 2

157. — Les débiteurs placés sous le régime de l'article 10 bénéficieront des articles 7, § 2 et 5 de la loi du 27 décembre 1920 et 5 du décret du 28 décembre (V. n° 154).

§ 3

158. — Au cas de poursuites, de nouveaux délais peuvent leur être accordés pour le paiement par le Tribunal de commerce (art. 6, déc. 29 déc. 1918). (3)

(1) Cf. sur le cas où les intérêts n'ont pas couru, en matière d'effets négociables, nos 12 et 82.

(2) Les fournisseurs des états alliés, les débiteurs imposés à raison de bénéfices exceptionnels de guerre, ceux de sommes remboursables en Algérie, et ceux non commerçants d'effets négociables ont été soumis à des dispositions analogues.

(3) Une disposition analogue se retrouve dans l'article 6 des décrets des 23 décembre 1915, 20 mars 1916, 29 déc. 1917, 24 septembre 1918, concernant les autres catégories de débiteurs visés par l'article 10.

D'autre part, en matière d'avances sur titres, le débiteur peut obtenir que, par décision du Président du Tribunal de commerce ou de ce Tribunal civil, il soit sursis à la réalisation du gage, même s'il n'a pas obtenu de délai pour le paiement même de la dette (art. 9 déc. 29 déc. 1918. (1))

(1) V. aussi bien art. 9 décret 23 déc. 1915, décret 20 mars 1916, 29 déc. 1917, 29 déc. 1918.

Sur tous ces points, le régime auquel sont soumis les débiteurs pour lesquels le moratoire avait pris fin avant la loi du 27 décembre 1920 est donc, on le voit, identique, conformément d'ailleurs à l'article 2 de la loi, à celui auquel sont assujettis les débiteurs protégés par le décret du 28 décembre 1920.

QUATRIÈME PARTIE

Étude comparée des avantages accordés aux débiteurs par la loi du 27 décembre 1920 et par d'autres lois

159. — Pour mieux faire apparaître la portée de notre loi, nous avons cru utile de rapprocher la situation faite aux débiteurs de dettes moratoriées de celle d'autres catégories de débiteurs appelés à bénéficier, à raison de la guerre, d'une protection légale : débiteurs de loyers, de dettes hypothécaires, de prix d'habitations de famille, de sommes dues à raison de contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne, d'opérations de bourse, de marchés à livrer, etc.

CHAPITRE PREMIER

Débiteurs de loyers

160. — Les débiteurs de loyers, comme ceux de dettes moratoriées, doivent s'acquitter, on l'a vu, avec les ressources normalement destinées au paiement de leur dette, c'est-à-dire avec leurs revenus, mais non pas seulement avec leurs revenus professionnels.

Les dispositions qui les protègent reposent elles aussi sur une idée d'imprévision, et ne s'appliquent également, dès lors, en principe qu'aux contrats passés avant la guerre. Le bénéfice en peut cependant être invoqué pour les baux conclus depuis le 1^{er} août 1914 si une circonstance née de la guerre (art. 28, § 2, et 56, § 3) a ultérieurement modifié la situation qui était celle du débiteur au moment de la formation du contrat. Au contraire, aucune exception de cette nature n'est admise en notre matière.

Les débiteurs de loyers qui sont petits locataires sont, d'une manière générale, protégés par une présomption irréfragable d'insuffisance de ressources. De même les débiteurs de dettes moratoriées, mais seulement pour les traites et fournitures de marchandises. D'autre part, tandis que cette présomption n'est écartée pour les premiers que s'ils ont reçu par suite de la mobilisation une rétribution supérieure d'un quart à celle qu'ils recevaient avant la guerre, elle cesse de produire effet pour les seconds dès qu'ils ont exercé une profession qui doit être d'ailleurs une profession civile.

Quant aux locataires ordinaires qui ont été mobilisés, ils sont beaucoup mieux traités que les débiteurs de dettes moratoriées mobilisés qui ont exercé une profession. Tout locataire mobilisé est, en effet, présumé avoir été privé des ressources destinées au paiement de ses loyers et il appartient au propriétaire de faire la preuve contraire pour obtenir sa condamnation : dans le régime institué par la loi du 27 décembre 1920, c'est au débiteur qu'incombe la charge de la preuve.

La loi du 9 mars 1918, qui protège tous les locataires sans

distinction, n'accorde aucun avantage particulier aux débiteurs des régions envahies (V. toutefois L. 4 mai 1920, art. 1^{er}).

La loi du 9 mars 1918 prévoit l'imputation des termes de loyers acquittés par le locataire sur ceux par lui dûs ou à échoir au cas où il a droit à l'exonération. Celle du 27 décembre 1920 exclut expressément toute imputation de ce genre.

L'exonération pouvait être accordée en application de la loi du 9 mars 1918 jusqu'au 1^{er} avril 1920. Elle ne saurait dépasser pour les intérêts des dettes moratoriées le 23 octobre 1919.

La protection du débiteur, il est vrai, ne cesse pas à cette dernière date, puisque la loi lui accorde des délais lui permettant d'échelonner ses paiements sur un nombre d'années approximativement égal à la durée de la guerre.

La loi du 27 décembre 1920 n'a accordé au créancier aucun recours contre l'Etat. Elle le protège seulement par les dispositions de son article 13.

CHAPITRE II

Débiteurs de dettes hypothécaires ou privilégiées

161. — Comme pour l'application de notre loi, la cause de la dette est indifférente (Cass. 25 juin 1920, *Gaz. Pal.* 1920, p. 220 ; 23 mars 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 779 ; 9 juin 1920, *Gaz. Pal.* 1920, p. 220). L'article 32 de la loi du 9 mars 1918

est applicable à toutes les dettes hypothécaires ou immobilières privilégiées, que le propriétaire soit ou non bailleur (Grenoble, 26 mars 1918, S. 1918-1919, 1, 41), à la seule condition qu'il s'agisse d'immeubles urbains (Cas. 24 février 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 165).

Le droit au bénéfice de ce texte est d'ailleurs reconnu à tous les débiteurs sans condition de mobilisation ou autre, si par suite de la guerre ils ont été privés d'une notable partie de leurs ressources (Cass. 22 juillet 1919, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 170).

Quant aux avantages qu'il prévoit, ils diffèrent de ceux résultant de la loi du 27 décembre principalement sur les points suivants :

1° Le bénéfice de l'article 32 de la loi du 9 mars 1918 est susceptible d'être accordé pour une dette hypothécaire née après le 1^{er} août 1914 (Cass. 19 mars 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 745) ;

2° Il peut l'être également non seulement pour une dette exigible, mais pour des intérêts échus avant les hostilités (Cass. 20 juin 1920, RIBET, et 20 juin 1920, GUILLON, *Gaz. Pal.* 1920, 218 et 219) ;

3° Il peut l'être, tout au moins en ce qui concerne le capital, même quand l'exigibilité se place à quelque époque que ce soit après la cessation des hostilités (Cass. 5 juillet 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 213). Au contraire les dettes de la nature de celles qui font l'objet de la loi du 27 décembre 1920 ne tombent pas sous le coup de cette loi si elles viennent pour la première fois à échéance après la cessation du moratoire ;

4° Des délais de paiement sont seulement accordés en appli-

cation de la loi du 9 mars 1918 pour le principal et les intérêts, à l'exclusion de toute exonération des intérêts (Cass. 2 déc. 1919, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 168, 16 mars 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 200 ; 14 juin 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 201), si ce n'est des intérêts capitalisés (Cass. 12 janv. 1920, *Gaz. Pal.* 1920, 1, 170), et de toute réduction du taux des intérêts (Cass. 19 mai 1919, *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 820) ;

5° Ces délais sont d'une durée maxima de trois années plus un temps égal à celui des hostilités (Cass. 2 juin 1919, *Gaz. Pal.* 1919, 2, 26) ;

6° Ils ont pour point de départ l'échéance de chaque annuité (Cass. 2 juin 1919 précité) et non une date unique postérieure à la cessation des hostilités.

CHAPITRE III

Acquéreurs d'habitations de famille

162. — Une loi du 17 mai 1919 (1), pratiquement assez ignorée, assure la protection des débiteurs qui, antérieurement au 1^{er} août 1914, ont acquis, avec la faculté d'en devenir propriétaire, au moyen de versements périodiques, la jouissance d'habitations familiales (art. 1^{er}), de terrains destinés à la construction de celles-ci, ou à l'établissement de

(1) Lois nouvelles, 1919, 3^e partie, p. 549.

jardins, ou encore à l'exploitation de champs d'une étendue d'un hectare au plus (art. 5).

Cette loi est applicable, quelles que soient « la dénomination, les formes ou les modalités du contrat » (art. 1^{er}), c'est-à-dire toutes les fois que le prix, payable par acomptes, d'une habitation de famille ou d'un terrain ayant l'affectation sus-indiquée reste dû. (1)

Les avantages suivants sont alors concédés à l'acquéreur :

1° La résiliation du contrat pouvait être prononcée par la Commission arbitrale à raison des circonstances de guerre et de l'insuffisance de ressources de l'acquéreur, ou de sa mort sous les drapeaux, si elle était demandée dans les six mois au plus tard de la cessation des hostilités. Elle ne donnait lieu à aucune indemnité, les versements effectués étant simplement acquis au vendeur (art. 1, 2, 3).

Au cas d'acquisition d'un terrain destiné à la construction d'une habitation ou à un jardin, le vendeur devait le remboursement à son choix de la valeur des matériaux ou du prix de la main-d'œuvre, ou d'une somme égale à celle dont le fonds aurait augmenté de valeur (art. 5, § 2).

2° A défaut de résolution, le paiement des annuités pouvait être suspendu par l'acquéreur jusqu'au 23 avril 1920, ou jusqu'au 23 avril 1921 lorsque l'immeuble avait été endom-

(1) La jurisprudence a même décidé que l'application de la loi du 17 mai 1919 devait être étendue à tous les contrats dont le fondement est la mise à la disposition immédiate de l'intéressé d'une maison dont il acquerra la propriété par paiements échelonnés, et notamment au contrat passé dans ces conditions pour la construction d'une habitation sur un terrain dont le stipulant est propriétaire. (Civ. 2 fév. 1920, Gaz. Pal., 1920, p. 228.)

magé ou était situé dans une commune envahie par l'ennemi (art. 4).

3° A cette dernière date, le contrat reprenait purement et simplement effet, sans majoration du montant des annuités, ni accroissement de leur nombre (art. 4, § 3), de sorte que le débiteur était exonéré de tous intérêts pour la durée de la guerre et la période susvisée.

Cette loi est manifestement la plus favorable de toutes celles qui sont intervenues en faveur de débiteurs. Elle semble, en effet, accorder de plein droit à ceux qu'elle vise l'exonération des intérêts conventionnels par eux dûs, même s'ils n'invoquent aucune diminution de ressources, ni aucune circonstance de guerre.

En revanche, il est vrai, elle ne concède, en principe, aux intéressés aucun nouveau délai ni légal, ni judiciaire, six mois après la cessation des hostilités.

CHAPITRE IV

Emprunteurs de Sociétés de Crédit Immobilier ou des Sociétés d'Habitations à Bon Marché, et locataires acquéreurs ou attributaires de ces sociétés.

163. — La situation de ces débiteurs a été réglée par la loi du 24 avril 1919. (1)

Aux termes de l'article 2 de cette loi, les emprunteurs des

(1) Lois nouvelles, 1919, 3^e partie, p. 540.

Sociétés de crédit immobilier et les locataires acquéreurs ou attributaires des Sociétés d'habitations à bon marché, qui n'ont pas sous-loué, ont obtenu un délai allant jusqu'à l'expiration du sixième mois consécutif à la date de la cessation des hostilités pour le paiement des annuités ou fractions d'annuités échues depuis le 1^{er} août 1914, lorsque ce paiement a été suspendu pendant la guerre.

Ce délai était augmenté d'un an lorsque l'habitation avait subi un dommage de guerre ou était situé en territoire envahi.

A l'expiration de ce délai, le contrat a commencé à produire à nouveau effet, sans accroissement d'annuités, c'est-à-dire sans que le débiteur fut tenu au paiement d'aucun intérêt (art. 2, § 2).

L'Etat (art. 3, § 2) prend à sa charge ces intérêts.

La même loi accorde, en principe, aux Sociétés les avantages sus-énoncés pour les emprunts qu'elles ont contractés. Elles doivent seulement employer au paiement des annuités de remboursement de leurs emprunts les sommes qu'elles auront reçues de leurs emprunteurs ou locataires pendant la durée des hostilités et les six mois suivants.

CHAPITRE V

Contrats d'assurance, de capitalisation et d'épargne

164. — On a vu que les décrets relatifs au moratoire des échéances en date des 1^{er} août (art. 2), 9 août (art. 5), 29 août

(art. 7) avaient prorogé le remboursement des bons ou contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne à terme fixe ou stipulés remboursables au gré du titulaire ou du porteur.

Cette prorogation a fait, par la suite, l'objet des décrets des 27 sept., 27 oct., 29 déc. 1914, 23 fév., 24 avr., 26 juin, 28 août, 30 oct., 20 nov. 1915, 15 janv., 18 mars, 19 mai, 18 juill., 23 nov. 1916, 23 fév., 15 mai, 28 août, 23 nov. 1917, 19 févr., 21 mai, 13 août, 19 nov. 1918, 23 janv., 25 avr. 1919.

Les décrets susvisés des 27 sept. 27 oct., 29 déc. 1914 prorogeaient (sous réserve de certains paiements partiels) l'échéance *des sommes dues à raison de tous contrats* d'assurance conclus antérieurement au 4 août 1914. Les décrets du 23 février 1915 et suivants n'accordèrent le bénéfice du moratoire que « pour le paiement des *sommes dues par les entreprises d'assurance*, de capitalisation et d'épargne ».

Dès lors, l'obligation corrélative de payer la prime qui incombait à l'assuré n'était plus moratoriée. L'assuré était seulement protégé par l'article 5 du décret du 10 août 1914, relatif à la suspension des délais, prescriptions et péremptions, qui le mettait à l'abri de toute déchéance pour défaut de paiement de la prime (Circ. Garde des Sceaux, 12 août 1914, *J. O.*, 13 ; Recueil de documents sur les opérations de réassurances et d'assurances directes réunis par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, p. 1 ; Trib. civ. Béziers 14 févr. 1918, même recueil, p. 71 ; C. Lyon, 27 oct. 1917, p. 63, Rouen, 20 oct. 1917, p. 59 ; Req. 2 avr. 1919, *JOLY*, cf La générale de Perth ; *Gaz. Pal.* 1918-1919, 1, 722 ; Civ. 8 févr. 1921, *Gaz. Pal.* 1921, 320).

Les sommes dont l'assuré pouvait être ainsi redevable portaient intérêt, comme celles dues par l'assureur et moratorisées, au taux de 5 % l'an sous réserve de l'application de toutes clauses contractuelles stipulant un taux plus élevé (art. 1^{er} décrets 23 févr. 24 avr. 26 juin 1915, art. 3 décrets 18 mars 1916 et suiv.).

Les décrets des 20 novembre 1915 et suivants portaient une disposition ainsi conçue : « En matière d'assurance sur la vie, l'assureur, un mois après l'envoi d'une lettre recommandée restée sans effet, reproduisant le texte de la présente disposition et invitant l'assuré à acquitter les primes arrivées à échéance ou à prendre l'engagement de les acquitter, en une ou plusieurs fois à son gré, dans le délai de deux années après la cessation des hostilités, ne sera responsable, en cas de décès de l'assuré, que jusqu'à concurrence de la valeur acquise à la police conformément aux conditions du contrat.... La présente disposition ne vaudra pas à l'égard des assurés présents sous les drapeaux, ou domiciliés dans les régions envahies, ou retenus en territoire ennemi, ou se trouvant hors de France ou d'Algérie pour le service public ».

La loi du 22 juillet 1919, relative aux contrats d'assurance sur la vie en temps de guerre, a, par son article 7, réglé *in terminis* la situation des assurés qui ont bénéficié des délais moratoires en cette matière.

Ces assurés ont dû, dans le délai de deux mois à compter de l'envoi par l'assureur d'une lettre recommandée, prendre l'engagement d'acquitter les primes arriérées (1) augmentées

(1) Sauf réduction au cas de suspension du contrat par suite de la participation de l'assuré à la guerre (art. 4) ou par suite de la notification faite par l'assureur conformément au décret du 20 novembre 1915 (art. 11).

des intérêts, en une ou plusieurs fois à leur gré, dans les deux années consécutives à la cessation des hostilités, ou demander soit une réduction du capital assuré, moyennant laquelle ils seraient libérés des primes échues, soit la répartition des primes dues sur toutes les primes restant à échoir, soit une prolongation de la période de paiement des primes.

Les autres dettes moratoriées résultant des contrats d'assurance, de capitalisation ou d'épargne n'ont donné lieu à aucun règlement spécial.

CHAPITRE VI

Débiteurs à raison d'opérations de bourse

165. — Le moratoire des opérations de bourse avait trait aux ventes ou achats à terme et opérations de report s'y rattachant.

Il a fait l'objet de décrets en date des 27 septembre 1914, 14 septembre 1915, 5 février et 19 juin 1920.

Le décret du 14 septembre 1915 avait édicté une liquidation partielle de ce moratoire. Le Gouvernement a déposé le 24 juillet 1920 un projet (n° 1374) tendant à un règlement définitif.

Ce projet, rapporté par M. René Lefebvre (n° 1932), a été l'occasion de l'adoption par la Chambre, le 28 décembre 1920, des dispositions suivantes, actuellement soumises au Sénat :

Un délai de libération de cinq années, comportant le paie-

ment d'un sixième au moins de la dette pendant les quatre premières années, pourra être accordé par le Président du Tribunal de commerce (art. 4 et 6).

L'exonération des intérêts pourra être prononcée par la même juridiction si le débiteur justifie que, du fait de sa mobilisation, ou de sa résidence en pays envahi, il lui a été matériellement impossible soit de connaître sa position de bourse, soit d'effectuer le paiement des différences restant à son passif au moment de l'invasion ou de sa mobilisation (art. 6).

Les débiteurs admis à bénéficier de la loi sont, d'ailleurs, ceux-là seulement qui « étaient présents sous les drapeaux ou qui habitaient les territoires envahis par l'ennemi ou particulièrement atteints par les hostilités ».

CHAPITRE VII

Débiteurs de marchés à livrer

166. — Les lois des 21 janvier 1918 et 9 mai 1920 relatives aux marchés à livrer portent des dispositions encore plus exorbitantes du droit commun que celles que nous venons d'analyser.

Aux termes de la dernière de ces lois, ces marchés sont *résiliés de plein droit* à la date du 31 juillet 1920, s'ils n'ont été antérieurement l'objet d'une demande d'exécution.

Cette loi est applicable « aux marchés et contrats ayant un

caractère commercial pour les parties ou pour l'une d'elles seulement, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914, et qui comportent soit des livraisons de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations, successives ou seulement différées » (art. 1^{er}, 1, 21 janv. 1918. Cf. Lois nouvelles 1918, 3, 97).

CHAPITRE VIII

Débiteurs français ayant leur exploitation en Russie

167. — Aux termes d'une loi en date du 12 janvier 1921, les individus ou Sociétés ayant la majeure partie de leurs exploitations en Russie peuvent obtenir des délais, jusqu'à une date qui sera fixée par décret, pour l'exécution de leurs obligations (art. 1^{er}).

Ces délais sont accordés par ordonnance du Président du Tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social, le principal établissement ou le domicile du débiteur, ou du Tribunal de commerce de la Seine, si ceux-ci sont à l'étranger (art. 2 et 3).

Le débiteur peut également obtenir une réduction du taux des intérêts par lui dûs ou même l'exonération de ceux-ci. L'article 3 de la même loi autorise, en effet, le Président du Tribunal de commerce à fixer le point de départ et le taux des intérêts qu'il estimera devoir être mis à la charge du débiteur.

La loi du 21 janvier 1918 paraît applicable quelle que soit la nature de la dette et la qualité professionnelle du débiteur.

CHAPITRE IX

Débiteurs français victimes de dommages de guerre à l'étranger

167 bis. — M. René Lefebvre avait déposé le 28 février 1921 une proposition de loi (n° 2243) en vue de rendre la loi du 27 décembre 1920 applicable aux industriels, commerçants français et Sociétés ayant leur siège social en France et leur siège d'exploitation à l'étranger qui justifieront qu'ils ont « au siège de leur exploitation à l'étranger, été séquestrés, réquisitionnés ou endommagés par l'autorité ennemie » (art. 1^{er}). Aux termes de la même proposition, le bénéfice de la loi devait également être accordé « aux industriels, commerçants ou Sociétés françaises qui ont tout à la fois des centres d'exploitation sinistrés en France et à l'étranger » (art. 2).

Au système envisagé par M. René Lefebvre, la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés a proposé de substituer le texte suivant : « Les dispositions de la loi susvisée du 12 janvier 1921 s'appliquent aux Sociétés françaises et aux individus français dont les établissements situés dans d'autres pays étrangers ont été séquestrés, réquisitionnés, détruits ou endommagés durant la guerre ». (Rapport René Lefebvre, séance 14 avril 1921, n° 2505).

CONCLUSION

168. — Nous apprécierons d'un mot le mérite du moratoire des échéances en constatant que celui-ci fut un mal nécessaire.

On a regretté que les enseignements du passé ne l'aient point fait éviter. Mais on n'a pas pu jusqu'à présent indiquer les mesures qui l'eussent permis. Nous ne nous chargeons point de le faire.

Les circonstances créées par la mobilisation commandaient impérieusement, au début des hostilités, une prorogation générale des dates de paiements. L'exécution de leurs obligations ne pouvait manifestement être exigée des débiteurs mobilisés, ni des chefs d'entreprise dont les établissements étaient fermés, ni, par voie de conséquence, des créanciers de ces débiteurs pour les dettes dont ils étaient eux-mêmes tenus. Plus tard, l'invasion constitua un nouvel empêchement majeur pour la plupart des habitants des territoires atteints par les hostilités.

Pour tous ces débiteurs, la prorogation des échéances était, d'ailleurs, une nécessité d'autant plus absolue que son absence eut exposé à une déclaration de faillite des combattants, qui avaient sacrifié leurs intérêts pour l'accomplissement du plus sacré des devoirs, et les plus pitoyables victimes de la guerre.

169. — Quant au moratorium des banques, qui a été le

plus vivement critiqué, il était lui aussi inévitable et légitime, puisque l'impossibilité d'un retrait simultané de leurs dépôts par tous les intéressés avait nécessairement été envisagé et tacitement admis par ceux-ci du jour où ils avaient convenu de recevoir un intérêt représentant le loyer de ces dépôts. On peut seulement déplorer que le législateur n'eusse point par avance soumis, à cet égard, les banques à un régime plus ou moins analogue à celui établi pour les Caisses d'épargne, tant en ce qui concerne peut-être le placement des dépôts qui leur sont confiés que, en tous cas, leur restitution au cas de crise économique. (1) On conviendra que l'expérience a nettement démontré que la liberté absolue en cette matière est pleine de dangers.

Quoi qu'il en soit, les décrets, dès le 29 août 1914, firent ce que la loi aurait pu prévoir, en reconnaissant aux déposants une faculté de plus en plus large de retraits partiels.

Si la légitimité du moratoire des échéances ne peut être contestée, ses modalités sont donc, on le voit, susceptibles de formules plus ou moins opportunes.

A cet égard, on peut penser que le système adopté par la loi du 13 août 1870, et qui prorogeait le délai du protêt et non l'échéance, présente quelques sensibles avantages sur celui de notre loi.

Le maintien de l'échéance ne laissait, en principe, place à aucune discussion sur le point de savoir si les intérêts

(1) Cf. dans le même sens une proposition de loi de MM. les députés Durandy, Poublan et Ossola pour la réglementation et le contrôle des sommes déposées en compte courant (Annexe n° 1107, séance du 9 juillet 1915, J. O. doc. dép. 1915, p. 400).

devaient courir (Trib. com. Marseille, 16 mars 1871, 2, 182 ; Trib. com. Paris, 22 juillet 1871 ; Trib. com. Rouen, 28 juill. 1871, S. 1871, 2, 121 ; D. 1872, 3, 68 ; Trib. com. Nantes, 2 déc. 1871, S. 1872, 2, 58, D. 1872, 3, 68 ; Nancy, 9 mars 1872, S. 1872, 2, 7, D. 1873, 5, 186). D'autre part et surtout, la prorogation du délai de protêt ne mettait obstacle ni à la compensation (Aix, 9 mai 1871, S. 1871, 2, 215 ; P. 1871, 675) lorsque le porteur d'un effet moratorié devenait débiteur du souscripteur ou du tiré, ni, le cas échéant, à une saisie-arrêt.

Cette prorogation permettait sans doute, en principe, la déclaration de faillite du débiteur ; mais la protection assurée aux débiteurs présents sous les drapeaux par l'article 4 de la loi du 5 août 1914, qui interdisait toute action en justice contre ceux-ci, pouvait apparaître comme suffisante sur ce point. Il y avait lieu seulement d'étendre cette disposition aux débiteurs des régions atteintes par les hostilités.

Le mode de prorogation institué en 1870 peut donc sembler préférable à celui établi en 1914.

On peut critiquer également, ainsi que l'a fait M. le professeur Wahl, la déchéance du droit aux intérêts édictée contre le porteur d'effets négociables au cas de non notification au tiré (décret 15 avril 1915, art. 2, et décrets suivants).

Cette sanction a pu, en effet, atteindre des porteurs mobilisés ou sinistrés, empêchés par une force majeure de procéder à cette notification.

Mais sous ces réserves, le régime moratoire de la guerre de 1914 paraît avoir résolu d'une manière satisfaisante les

difficultés nées de la situation économique créée par la présence sous les drapeaux de la plus grande partie des débiteurs et par l'invasion ; et il faut de plus savoir gré au Gouvernement de s'être orienté, aussitôt que les circonstances l'ont permis, vers le retour au droit commun, en retirant successivement le bénéfice du moratoire à toutes les catégories de débiteurs qui pouvaient payer.

Le moratorium des échéances, beaucoup plus nécessaire que celui des loyers qui eut dû être rapidement limité aux mobilisés, n'a pas donné lieu aux abus de celui-ci.

Peut-on reconnaître un mérite égal à la loi du 27 décembre 1920 ?

Sans doute l'épreuve de l'application est-elle nécessaire pour qu'une juste appréciation puisse être émise à cet égard ; mais d'ores et déjà on peut constater certaines défectuosités de cette loi.

Les unes — et ce ne sont peut-être pas les moins graves — résultent de sa rédaction souvent incomplète, parfois obscure, de ses dispositions compliquées.

A quelles créances s'applique-t-elle ? Elle ne nous le dit pas ; les intéressés et leurs avocats l'ignoreront souvent s'ils ne se reportent à certains des décrets moratoires ; mais il y en a trente et la loi n'indique pas qu'il faut consulter ceux des 9 et 29 août 1914.

A quel moment entre-t-elle en vigueur et de quelle date courent les divers délais qu'elle prévoit : Ici encore silence absolu de la loi, et les juges devront rechercher l'effet des trente prorogations successives sur l'échéance de chaque dette moratoriée.

Voici certes de graves lacunes, car si « nul n'est censé ignorer la loi », encore faut-il que celle-ci puisse être utilement consultée.

Le langage de la loi est souvent énigmatique (V. art. 14, § 3) et peu juridique (V. art. 19).

Enfin ses dispositions sont peu cohérentes — notamment lorsqu'elle fait chevaucher l'un sur l'autre les délais accordés respectivement au créancier et au débiteur pour effectuer les notifications qu'elle prescrit — et trop compliquées — quand elle édicte trois périodes pour le calcul du taux des intérêts, deux périodes pour déterminer le capital actuel des mobilisés (art. 12, § 2).

170. — Quant au fond, les mesures qu'elle institue paraissent toutefois satisfaisantes. Elles répondent d'ailleurs d'une manière générale aux vœux des intéressés.

Les débiteurs peuvent seulement regretter que l'article 12 ne leur accorde point le bénéfice d'une présomption de défaut de ressources — car la preuve qui leur est demandée peut être difficile à établir — et que l'article 13 détruise pour eux, s'ils sont sinistrés, les avantages essentiels qu'ils tenaient des articles 11 et 12.

Quant aux créanciers, ils se plaindront légitimement, lorsqu'ils ne sont point subrogés à leurs débiteurs exonérés, d'être dépourvus de tout recours, à la différence des créanciers de loyers qui peuvent être indemnisés partiellement par l'Etat. Le sacrifice que la loi leur impose dans un intérêt public n'eût-il pas dû, en effet, tout au moins s'agissant d'intérêts conventionnels, être réparé, en conformité du prin-

cipe posé par l'art. 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme, par une « juste indemnité » ? (1)

Un autre grief peut être pris de la longueur du délai de libération accordé au débiteur, voire de la concession même de ce délai. La loi du 17 mai 1919 relative aux acquisitions d'habitations de famille avait seulement suspendu l'effet des conventions qu'elle vise pendant la durée des hostilités et les six mois suivants (plus une année pour les débiteurs domiciliés dans les régions atteintes par les hostilités). Cette mesure eut pu paraître suffisante pour les débiteurs de dettes moratoriées, sous réserve, en cas de besoin, de délais judiciaires supplémentaires.

Il faut aussi regretter le retard avec lequel, malgré l'extrême urgence signalée par le rapport même de M. Decroze, a été votée la loi du 27 décembre 1920, retard d'autant moins explicable que celle-ci n'a été l'objet d'aucun débat important. Le rapport de la Commission de la précédente législature ne fut déposé que quelques jours avant l'expiration des pouvoirs de celle-ci. La nouvelle législature parut ignorer pendant plusieurs mois l'existence du projet, qu'elle reprit seulement en

(1) Une solution avait été envisagée à cet égard qui eut substitué la solidarité commerciale à la solidarité nationale : M. le député Marc Rville avait proposé, en vue de remédier aux inégalités devant se produire entre les divers porteurs d'effets, d'ajouter à l'intérêt de 5 % prévu par le décret du 29 août 1914 un intérêt supplémentaire de 2 % destiné à constituer un fond commun de garantie, pour assurer le paiement de ceux de ces effets qui demeureraient définitivement impayés. La prorogation étant édictée dans l'intérêt de tous les débiteurs, un devoir de solidarité incombait à ceux-ci. On a pu objecter, il est vrai, que la prorogation serait ainsi devenue une lourde charge pour les débiteurs qu'elle devait précisément protéger.

février 1920. Enfin celui-ci, voté par la Chambre le 23 juillet, séjourna au Sénat, où il ne devait cependant être l'objet d'aucune modification ou discussion bien intéressantes, pendant cinq mois.

Par suite de ce retard, les intérêts des créanciers et débiteurs se sont trouvés également lésés. Les premiers ont été privés des capitaux qui leur étaient nécessaires pour la reprise de leurs affaires. Les seconds ont, eux aussi, été singulièrement gênés par l'incertitude où ils furent placés relativement aux conditions dans lesquelles ils devraient se libérer (Comp. rapport Decroze, p. 2, et Veluard, p. 28).

Il nous reste, après avoir donné libre cours à de trop faciles critiques, à rendre cependant hommage à l'esprit de conciliation qui a inspiré et qui domine une loi qui n'est intervenue qu'après que les groupements représentant les divers intérêts en présence eussent été consultés, et de laquelle tout esprit démagogique est absolument exclu.

FIN

Loi du 27 décembre 1920

ART. 1^{er}. — A l'expiration du dernier délai de la prorogation en cours au moment de la promulgation de la présente loi, le payement des sommes dues soit par les débiteurs qui ont été mobilisés pendant au moins un an, et par les réformés pour cause de guerre, quelle que soit la durée de leur mobilisation, soit par des débiteurs dont les établissements étaient situés ou qui exerçaient leur profession habituelle dans des localités qui ont été envahies ou évacuées du fait des hostilités pendant plus d'une année, sera régie pour le capital et les intérêts, lorsque ces sommes seront demeurées impayées par application des décrets relatifs à la prorogation des échéances, dans les conditions prévues ci-après.

Pour les débiteurs auxquels la prorogation des échéances est demeurée applicable jusqu'à la promulgation de la présente loi et qui ne sont pas visés au paragraphe précédent, il sera mis fin au moratorium par un décret spécial établi dans des conditions analogues à celles des décrets qui ont procédé antérieurement aux liquidations partielles des mesures moratoires.

Les conditions dans lesquelles pourront être rétablis les recours suspendus aux termes de ces derniers décrets seront également fixées par décret.

Les débiteurs visés au paragraphe premier bénéficieront des dispositions de la présente loi et les débiteurs visés au para-

graphe 2 des dispositions du décret de liquidation pour tous engagements relatifs à l'achat de fonds de commerce ou d'industrie, sous quelque forme que ces engagements aient été souscrits antérieurement au 4 août 1914.

SECTION I. — *Règlement du principal*

ART. 2. — Au plus tard à l'expiration du troisième mois qui suivra la date à laquelle prendra fin la dernière prorogation visée à l'article premier, le porteur d'une valeur négociable, dont l'échéance a été prorogée, notifiera au débiteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il est en possession de l'effet, à moins qu'il ne puisse faire la preuve que le tiré a déjà été avisé par ses soins depuis l'armistice.

Le débiteur aura, de son côté, le droit de demander par lettre recommandée, avec avis de réception, que le montant de son compte courant ou le relevé des fournitures dues par lui, arrêté au 31 juillet 1914, lui soit communiqué.

Si le porteur ou le créancier ne se conforment pas aux dispositions qui précèdent, les intérêts visés à l'article 6 ci-après cesseront de courir à son profit. Toutefois, ces intérêts seront dus de nouveau à partir du jour où le porteur aura fait au débiteur les notifications visées au présent article.

ART. 3. — Au plus tard également à l'expiration du troisième mois qui suivra la date à laquelle aura pris fin la dernière prorogation prévue par l'article premier, où lorsque les notifications visées à l'article précédent auront été faites dans le mois qui suivra l'envoi du compte ou de la lettre recommandée, le débiteur fera connaître au porteur de la valeur

négociable ou au créancier, par lettre recommandée, avec avis de réception, les échéances auxquelles il s'engage à payer par fractions les sommes dont il est redevable. Cet échelonnement d'échéances ne devra pas dépasser cinq ans à dater de l'expiration du délai prévu au présent article. Un dixième, au moins, de la dette totale devra être payé annuellement pendant les quatre premières années.

Le débiteur devra, en même temps, faire connaître s'il est disposé à payer les intérêts tels qu'ils résultent de la présente loi et, dans la négative, préciser les motifs détaillés de son refus et présenter ses propositions.

Si le débiteur n'accomplit pas la formalité prévue aux paragraphes précédents dans le délai fixé, les sommes dues en principal et intérêts seront payables annuellement par cinquième, et la première échéance sera fixée, date pour date, à la fin de l'année qui suivra l'expiration de ce délai.

Les intérêts visés aux articles 6 et 1 seront en cas d'accord ou de décision intervenu comme il sera énoncé ci-après exigibles à chaque échéance, pour la portion du principal payée par le débiteur.

Chaque payement partiel sera mentionné sur le titre par le porteur, qui en donnera quittance.

Cette quittance sera exemptée du droit de timbre.

Le créancier ou le porteur d'une valeur négociable pourra exiger que les échéances ainsi fixées soient, pour le principal, constatées par des billets à ordre souscrits par le débiteur. La création de ces billets n'opérera pas novation quant aux garanties prévues par l'engagement primitif ou quant aux sûretés de la valeur négociable ou quant aux intérêts.

Les billets se référeront au titre principal, qui, lui-même, devra porter mention des nouveaux effets souscrits. Ils seront exemptés du droit de timbre. Le titre principal sera conservé par le porteur et remis au débiteur au moment du paiement du solde.

ART. 4. — Dans le délai d'un mois à dater de la notification des échéances choisies qui lui aura été faite par le débiteur, conformément à l'article précédent, le porteur sera tenu d'en aviser, par lettre recommandée avec accusé de réception, le tireur et le dernier cédant, à peine de déchéance, de tout recours contre ceux-ci au cas de non-paiement par le débiteur principal.

Le dernier cédant et les endosseurs antérieurs seront respectivement tenus, sous la même sanction, d'aviser de cette notification leurs endosseurs immédiats.

ART. 5. — Dans le cas où le garant du paiement soumis à un recours appartiendrait lui-même à l'une des catégories de débiteurs visés à la présente loi, ce garant aura la faculté de se libérer dans les mêmes conditions que le débiteur principal et dans le délai dont ce dernier aura encore à bénéficier.

Le tribunal pourra cependant, en cas de besoin, accorder au garant un délai supplémentaire dans le cas où, par application du paragraphe précédent, le garant ne pourrait bénéficier que d'un délai inférieur à deux ans.

ART. 6. — A partir de l'expiration du dernier délai de prorogation visé à l'article premier, la dette portera intérêt au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1 %, sans préjudice de l'application des conventions particulières ayant

fixé un taux plus élevé et de la disposition prévue pour la non observation de la notification prescrite par l'article 2.

ART. 7. — Si le débiteur ne s'acquitte pas à une des échéances fixées comme il est dit ci-dessus, les dispositions des articles 161 à 172 inclusivement du code de commerce recevront application.

Toutefois, par dérogation auxdits articles, il ne pourra être dressé de protêt, et le défaut de paiement devra être constaté, dans un délai de dix jours à dater du lendemain de l'échéance, par lettre recommandée adressée par le porteur au débiteur et suivie d'un accusé de réception.

La notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, de la copie de la lettre constatant le défaut de paiement, tiendra lieu de la notification de protêt prescrite par les articles 165 et 167 du code de commerce.

ART. 8. — Dès la promulgation de la présente loi, le porteur ou le créancier sera tenu, si le débiteur lui en fait offre par lettre recommandée avec avis de réception, d'accepter le principal de l'effet ou de la créance.

A défaut de réserve, en ce qui concerne les effets ou fournitures de marchandises seulement, le porteur ou le créancier seront supposés avoir fait abandon des intérêts.

Ce paiement ne pourra être considéré comme un acompte à valoir sur le principal et les intérêts.

Le paiement du principal sera mentionné sur le titre par le porteur, il en sera donné quittance, et ce paiement sera notifié au tireur et au dernier cédant.

La quittance, ainsi que celle qui sera délivrée par le créancier, sera exemptée du droit de timbre.

ART. 9. — Pendant la période de cinq années prévue à l'article 3 et celle prévue à l'article 5 de la présente loi, les débiteurs visés par celle-ci ne pourront être déclarés en faillite à raison des sommes demeurées impayées par l'application des décrets relatifs à la prorogation des échéances.

Ce délai sera prolongé pour les combattants et les prisonniers de guerre d'une période égale à celle de leur présence effective au front, dans les hôpitaux ou dans les camps d'internement. Il sera prolongé, en ce qui concerne les réformés pour cause de guerre, d'une durée égale à celle des hostilités.

Le débiteur aura, en tous les cas, la faculté de réclamer le bénéfice du règlement transactionnel entre les débiteurs commerçants et leurs créanciers pour cause générale de guerre.

En cas de cessation de paiement d'un débiteur mort pour la France, aucune déclaration de faillite ne pourra être prononcée.

Toutefois, la liquidation judiciaire pourra être ouverte, soit à la demande des héritiers du débiteur, soit même à la demande d'un créancier, sans préjudice du droit pour les héritiers et demander l'application de la loi du 2 juillet 1919, sur le règlement transactionnel pour cause générale de guerre.

SECTION II. — *Règlement des intérêts*

ART. 10. — Les intérêts qui auront couru jusqu'à l'expiration du dernier délai de prorogation résultant des dispositions de l'article premier seront payables en vertu des dispositions ci-après :

Le montant en sera calculé, pour la période du 1^{er} août 1914

au 23 octobre 1919, au taux maximum de 5 % l'an, à l'exclusion de toute capitalisation, redevance, commission ou courtage, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires.

Si un taux inférieur à 5 % a été convenu, il sera appliqué.

Postérieurement au 23 octobre 1919, les dispositions prévues à l'article 6 du décret du 29 août 1914 recevront application.

ART. 11. — Les intérêts moratoires dus pour traites ou fournitures de marchandises entre commerçants ne pourront être réclamés aux tirés ou débiteurs bénéficiaires de la présente loi pour la période qui s'est écoulée entre la date d'échéance de leur dette et le 23 octobre 1919, à moins que l'on établisse que, directement ou indirectement, au cours de cette période, ils ont continué l'exercice de leur profession, se sont livrés à un autre commerce, une autre industrie ou autre profession quelconque rémunérée.

ART. 12. — Les débiteurs visés aux articles 1^{er} et 20, et ne pouvant bénéficier de la cause d'exemption prévue à l'article précédent, et ceux qui sont redevables d'intérêts conventionnels pour tous comptes courants et avances prévus à l'article 3 du décret du 29 août 1914, pourront obtenir remise de tout ou partie des intérêts dus, s'ils établissent que, du fait de leur mobilisation ou par suite des circonstances dues à l'invasion ou à la guerre, ils ne pourront s'acquitter de tout ou partie des intérêts échus du 1^{er} août 1914 au 23 octobre 1919 qu'en abaissant la valeur de leur capital actuel au-dessous de la valeur de leur capital d'avant guerre.

Les bénéfices professionnels réalisés par les démobilisés, postérieurement à leur réinstallation ou à leur reprise d'af-

faïres, n'entreront pas en ligne de compte pour le règlement des intérêts ayant couru pendant leur période de mobilisation, sauf en ce qui concerne les débiteurs démobilisés qui au 30 juin 1920, seront imposables sur les bénéfices de guerre.

ART. 13. — Le créancier sera, quelles que soient les causes d'exonération prévues aux articles 11 et 12, subrogé aux droits de son débiteur jusqu'à concurrence du montant des intérêts prévus à l'article 10 sur tous coupons ou revenus de titres remis en nantissement et sur tous intérêts dus ou versés aux sinistrés, conformément à l'article 47 de la loi du 17 avril 1919, ainsi que sur le montant dû ou versé pour frais supplémentaires attribués aux dommages marchandises.

ART. 14. — Les tireurs, endosseurs ou garants qui appartiennent eux-mêmes à l'une des catégories de débiteurs visés par la présente loi auront le droit d'invoquer vis-à-vis des porteurs cessionnaires ou créanciers le bénéfice des articles 11 et 12.

Toutefois, les tireurs ou endosseurs ne pourront bénéficier des intérêts qui leur auraient été imputés en compte par les porteurs cessionnaires sur le montant des effets remis par eux lorsque les tirés ou cessionnaires postérieurs n'auront pas eux-mêmes acquitté les intérêts moratoires.

Les établissements de crédit dont le siège et la majeure partie des éléments d'exploitation étaient situés en pays envahis seront exonérés de plein droit des intérêts moratoires pour les effets escomptés par eux, lorsque le débiteur principal et les autres garants du paiement seront exonérés des intérêts moratoires en vertu des dispositions des articles 11 et 12.

ART. 15. — Les contestations relatives au règlement des in-

dérêts moratoires ou conventionnels seront examinées par une commission arbitrale composée de :

1° Un président choisi dans le ressort de la cour d'appel parmi les magistrats des tribunaux de première instance ou de la cour d'appel ;

2° Un membre choisi parmi les avocats ou anciens avocats ayant dix ans d'inscription au tableau, les anciens magistrats, anciens avoués, agréés, notaires domiciliés dans l'arrondissement ayant exercé pendant dix ans leur profession ou des fonctions dans la magistrature ;

3° Un représentant des créanciers choisi sur une liste de patentés dressée par le tribunal de commerce ou, à défaut, la chambre de commerce du ressort ;

4° Un membre commerçant démobilisé ou sinistré choisi sur une liste dressée par le tribunal de commerce ou, à défaut, la chambre de commerce du chef-lieu de l'arrondissement.

Ces membres seront désignés par le premier président de la cour d'appel, qui désignera en même temps trois membres suppléants dans chaque catégorie ;

5° Un représentant du ministre des finances.

Le président de la commission arbitrale établira par voie de tirage au sort l'ordre du tableau des suppléants ; sur le tableau ainsi dressé, il désignera des membres suppléants qui seront appelés à siéger en cas d'empêchement ou de récusation des membres titulaires.

Les récusations ne pourront s'exercer que pour les causes prévues à l'article 39 de la loi du 9 mars 1918, sans que les parties puissent exercer d'autres récusations.

Il est établi une commission arbitrale dans chaque arrondissement : le siège en est fixé au chef-lieu d'arrondissement.

La commission arbitrale compétente sera celle du domicile d'avant guerre du débiteur.

Les articles 40 et 41 de la loi du 9 mars 1918 s'appliquent en ce qui concerne les membres des commissions arbitrales.

La procédure suivie sera celle prévue par les articles 45 à 50 inclusivement et 52 à 55 inclusivement de cette même loi.

Les agréés seront admis comme défenseurs devant les commissions.

Les commissions arbitrales jugeront en dernier ressort :

1° Toutes les demandes dans lesquelles les parties auront déclaré vouloir être jugées définitivement ;

2° Toutes les demandes dont le principal n'excèdera pas la valeur de 10.000 fr.

ART. 16. — Il sera procédé dans tous les cas à la tentative de conciliation devant le président de la commission arbitrale du domicile d'avant guerre du défendeur, conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 de la loi du 9 mars 1918.

ART. 17. — Le délai pour interjeter appel des décisions des commissions arbitrales sera de quinze jours à compter du jour de la notification de la décision pour celles qui auront été rendues contradictoirement et du jour de l'expiration du délai de l'opposition pour celles qui auront été rendues par défaut ; l'appel pourra être interjeté au jour même du jugement.

L'appel est fait au secrétariat de la commission arbitrale par une déclaration dont il est délivré récépissé.

Il est établi au siège de chaque cour d'appel une commis-

sion arbitrale d'appel. Chaque commission sera composée de cinq membres :

1° D'un président désigné par décret sur la proposition du ministre de la justice parmi les magistrats honoraires ou en activité de service des cours d'appel et de tribunaux de première instance ;

2° D'un membre et d'un suppléant désignés dans les mêmes conditions et choisis parmi les magistrats en activité ou honoraires des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des conseils de préfecture, les anciens bâtonniers de l'ordre des avocats, les professeurs des facultés de droit, les anciens présidents de l'ordre des avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation, les membres de chambres d'avoués et de notaires ;

3° De deux membres et de deux suppléants désignés dans les mêmes conditions et choisis parmi les membres du tribunal de commerce et des chambres de commerce ;

4° D'un membre et d'un suppléant désignés par décret sur la proposition du ministre des finances et choisis parmi les receveurs des finances.

La commission arbitrale d'appel ne peut statuer valablement que si trois membres sont présents, y compris le président.

La commission arbitrale d'appel est assistée d'un greffier nommé par arrêté du ministre de la justice.

La commission statue en dernier ressort.

L'opposition aux décisions de la commission d'appel et la notification desdites décisions sont réglées conformément aux dispositions de l'article 46 de la loi du 9 mars 1918.

Il est alloué aux membres des commissions arbitrales d'appel, ainsi qu'à leurs greffiers, des indemnités qui seront fixées par arrêté pris d'accord entre le ministre de la justice, le ministre des finances et le ministre du commerce.

ART. 18. — Les décisions des commissions arbitrales rendues en dernier ressort et celles des commissions d'appel peuvent être attaquées par la voie de recours en cassation pour excès de pouvoir, incompétence ou violation de la loi dans les délais et formes ci-après indiqués.

Les pourvois seront formés au plus tard le quinzième jour à dater de la notification prévue par l'article 15 de la présente loi et l'article 46 de la loi du 9 mars 1918 par déclaration au secrétariat de la commission arbitrale qui aura rendu la décision et notifié, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier ; les pourvois seront dispensés d'amende.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la cour de cassation. Les pourvois seront jugés définitivement par la chambre des requêtes.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la commission arbitrale d'un arrondissement voisin.

ART. 19. — Tous intérêts moratoires ou conventionnels payés sans réserve, soit directement, soit par versement en compte courant ou autre, avant la promulgation de la présente loi, ne donneront lieu à aucune ristourne ou revision. Les dispositions de l'article 1254 du code civil seront applicables.

SECTION III. — *Dispositions diverses*

ART. 20. — Les dispositions de la présente loi sont appli-

cables aux sociétés en nom collectif, dont tous les associés, et aux sociétés en commandite simple, dont tous les gérants ont été mobilisés au moins pendant un an ; aux veuves et héritiers des bénéficiaires de la présente loi, à raison des obligations contractées par leurs auteurs, ainsi qu'aux sociétés dont le siège et la majeure partie des établissements étaient situés dans les localités qui ont été envahies ou évacués pendant plus d'un an.

ART. 21. — A titre exceptionnel, les débiteurs bénéficiaires de la présente loi, qui justifieront avoir subi des dommages de guerre et n'avoir pas de ressources suffisantes pour se libérer dans les délais prévus ci-dessus, pourront demander par devant les commissions arbitrales que la date des premiers paiements à effectuer par eux soit reportée à la fin du trimestre au cours duquel ils recevront de l'Etat leurs titres de créance.

Les commissions fixeront, dans ce cas, les échéances postérieures sans que celles-ci puissent dépasser un délai de cinq années.

ART. 22. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Décret du 28 décembre 1920

ART. 1^{er}. — Par application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1920, les débiteurs qui ont été mobilisés pendant moins d'un an et qui n'ont pas été réformés pour cause de guerre, les débiteurs qui avaient leur domicile ou leurs établissements ou qui exerçaient leur profession habituelle dans les régions figurant au tableau annexé au présent décret mais n'ayant pas été envahies ou évacuées du fait des hostilités ou l'ayant été pendant un temps n'excédant pas une année sont soumis aux dispositions ci-après.

ART. 2. — L'échéance des valeurs négociables souscrites par ces débiteurs avant le 4 août 1914 et échues originairement depuis le 31 juillet 1914 inclusivement est prorogée de quatre-vingt mois, date pour date, à partir du jour de leur échéance originaire.

A défaut d'une date correspondant dans le quatre-vingtième mois à la date de l'échéance originaire, la valeur négociable sera considérée comme échue le dernier jour de ce quatre-vingtième mois.

ART. 3. — Toutefois, le porteur ne pourra pas refuser un paiement partiel, pourvu qu'il soit au moins du quart du principal.

En ce cas, le solde devra être payé au moins par tiers de deux mois en deux mois.

Toute somme ainsi payée ne pourra pas être inférieure à 50 fr. sauf celle qui sera afférente au dernier des termes.

Les intérêts seront exigibles à chaque terme pour la portion du principal payée par le débiteur.

Chaque payement partiel sera mentionné sur le titre par le porteur qui en donnera quittance.

Cette quittance sera exempte du droit de timbre.

ART. 4. — Avant l'échéance telle qu'elle est fixée par l'article 2 du présent décret, le débiteur pourra obtenir des délais supplémentaires. Le président du tribunal de commerce du lieu où le payement doit se faire statuera sans frais par ordonnance rendue sur la requête du débiteur, le porteur entendu ou dûment appelé par lettre recommandée à lui adressée par le greffier.

La prolongation des délais supplémentaires précédemment obtenus pourra être, selon les circonstances, accordée une ou plusieurs fois par le président du tribunal de commerce.

La requête et l'ordonnance du président du tribunal de commerce ne donneront lieu à aucun frais et seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 5. — Si, à l'expiration de la prorogation d'échéance établie par les articles 2 et 3 du présent décret, le débiteur ne s'est pas libéré, les dispositions des articles 161 à 172 inclusivement du code de commerce recevront application sous les conditions et réserves prévues par la loi du 27 décembre 1920.

Toutefois, par dérogation auxdits articles, il ne pourra être dressé de protêt, et le défaut de paiement devra être constaté dans un délai de dix jours à dater du lendemain de l'échéance prorogée, par lettre recommandée adressée par le porteur au débiteur et suivie d'un accusé de réception.

La notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, de la copie de la lettre constatant le défaut de paiement, tiendra lieu de la notification de protêt prescrite par les articles 165 et 167 du code de commerce.

Les délais prévus par les articles 165 et 166 du code de commerce courront à partir de la date de l'accusé de réception de la lettre recommandée tenant lieu de protêt.

Dans le cas où les délais supplémentaires ayant été accordés au débiteur, ce dernier ne s'acquitterait pas à l'expiration de ces délais, les articles 161 à 172 du code de commerce recevront leur application sous les conditions et réserves prévues aux paragraphes précédents.

Le défaut de paiement devra être constaté par lettre recommandée avec accusé de réception dans les dix jours où les dé-lais supplémentaires seront expirés.

ART. 6. — Au cas où des poursuites seraient exercées devant le tribunal de commerce, ce dernier pourra, par dérogation à l'article 157 du code de commerce, accorder des délais pour le paiement.

ART. 7. — Le paiement des fournitures de marchandises faites aux débiteurs visés à l'article premier du présent décret, antérieurement au 4 août 1914, sera exigible quatre-vingt mois, date pour date, à compter du jour de l'exigibilité fixée primitivement par la convention des parties.

Toutefois, les créanciers ne pourront refuser les paiements partiels faits dans les conditions déterminées par l'article 3 du présent décret et les débiteurs pourront obtenir des délais supplémentaires, conformément à l'article 4.

ART. 8. — Les dispositions de l'article précédent s'ap-

pliquent aux sommes dues avec échéance par les mêmes débiteurs à raison d'avances faites antérieurement au 1^{er} août 1914, en compte ou à découvert, ainsi qu'à toutes avances faites antérieurement à la même date sur des valeurs mobilières et sur des effets de commerce.

Pour les sommes dues par eux sans échéances à raison d'avances, faites antérieurement au 1^{er} août 1914, le remboursement pourra en être réclamé à partir du 31 mars 1921, à charge pour le créancier d'observer en outre, s'il y a lieu, les délais de préavis stipulés et sans préjudice de l'application des articles 3 et 4 du présent décret.

En matière d'avances sur titres, il pourra être décidé par le président du tribunal de commerce ou par le tribunal qu'il sera sursis à la réalisation du gage, alors même que les débiteurs n'obtiendraient pas les délais par eux demandés.

ART. 9. — A partir du 31 mars 1921, la délivrance, notamment contre reçu, contre chèque présenté par le tireur lui-même, contre lettre de crédit, des dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants, dans les banques ou établissements de crédit ou du dépôt, aura lieu, sans préjudice de l'application de l'article 4 de présent décret, conformément aux conventions originaires des parties.

ART. 10. — En ce qui concerne les débiteurs d'effets de commerce visés par les décrets du 23 décembre 1915, du 23 mars et 25 juillet 1916, du 29 septembre 1917, du 24 septembre 1918, du 29 décembre 1918, modifié par celui du 30 mars 1919, mettant fin au moratorium des échéances pour les fournisseurs de l'Etat ou des Etats alliés, les sommes payables ou remboursables en Algérie, les débiteurs qui ont

réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre, les débiteurs non commerçants de valeurs négociables et l'ensemble des débiteurs autres que ceux qui viennent d'être énumérés, à l'exception des débiteurs démobilisés ou domiciliés dans les régions précédemment envahies, les articles 161 à 172 inclusivement du code de commerce, à défaut de paiement au 31 mars 1921, recevront leur application sous les conditions et réserves prévues par la loi du 27 décembre 1920 et par l'article 5 du présent décret.

Si, au 31 mars 1921, les débiteurs visés au paragraphe précédent jouissent de délais supplémentaires antérieurement accordés, les articles 161 à 172 du code de commerce, à défaut de paiement, recevront sous les conditions et réserves prévues par la loi du 27 décembre 1920 et par l'article 5 du présent décret, leur application à dater de l'expiration de ces délais.

ART. 11. — Bénéficieront des dispositions du présent décret les débiteurs visés à l'article premier pour tous engagements relatifs à l'achat de fonds de commerce ou d'industrie, sous quelque forme que ces engagements aient été souscrits antérieurement au 4 août 1914.

ART. 12. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite simple dont tous les gérants ont été mobilisés pendant moins d'un an ; aux veuves et héritiers des bénéficiaires du présent décret à raison des obligations contractées par leurs auteurs, ainsi qu'aux sociétés dont le siège et la majeure partie des établissements étaient situés dans les localités figurant au tableau annexé au présent décret qui

n'ont pas été envahies ou évacuées du fait des hostilités ou qui l'ont été pendant un temps n'excédant pas une année.

ART. 13. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie.

ART. 14. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets des 29 août, 27 septembre, 27 octobre, 15 décembre 1914 ; 25 février, 15 avril, 24 juin, 16 octobre, 23 décembre 1915 ; 18 et 20 mars, 21 juin, 25 juillet, 19 septembre, 19 décembre 1916 ; 17 mars, 19 juin, 25 septembre, 27 et 29 décembre 1917 ; 29 mars, 26 juin, 21 et 24 septembre 1918 ; 25 et 30 mars, 25 juin, 20 septembre, 18 décembre 1919 ; 23 mars, 25 juin et 18 décembre 1920, qui ne sont pas contraires au présent décret.

ART. 15. — Le Président du Conseil, ministre des affaires étrangères, les ministres du commerce et de l'industrie, des finances, de la justice, de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

ANNEXE

TABLEAU DRESSÉ EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE PREMIER
DU DÉCRET DU 28 DÉCEMBRE 1920

Aisne.

Ardennes.

Marne.

Meurthe-et-Moselle.

Meuse.

Nord.

Oise (arrondissements de Compiègne et de Senlis).

Pas-de-Calais (arrondissements d'Arras, de Béthune et Saint-Pol).

Seine-et-Marne (arrondissements de Coulommiers, Meaux, Melun et Provins).

Somme (arrondissements d'Amiens, Doullens, Montdidier et Péronne).

Territoire de Belfort.

Vosges (arrondissements d'Epinal et de Saint-Dié).

Tableau indiquant la date de cessation de la prorogation pour toutes les échéances prorogées (1)

Décret	9 Août	29 Août	27 Sept.	27 Oct.	15 Déc.	25 Fév.	15 Avril	24 Juin	16 Oct.	23 Déc.	18 Mars	21 Juin	19 Sept.	19 Déc.	17 Mars	19 Juin	25 Sept.	27 Déc.	29 Mars	26 Juin	21 Sept.	27 Déc.	25 Mars	25 Juin	20 Sept.	18 Déc.	23 Mars	25 Juin	18 Sept.	
	30 J.	30 J.	30 J.	60 J.	60 J.	90 J.	90 J.	60 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	90 J.	
14	14	14	14	15	15	15	15	15	16	16	16	16	16	17	17	17	17	18	18	18	18	19	19	19	19	20	20	20	20	
31 juil.	31 août	1 oct.	1 nov.	1 janv.	3 mars	3 mai	2 août	1 nov.	1 janv.	1 avril	1 juil.	30 sept.	30 déc.	31 mars	30 juin	29 sept.	29 déc.	30 mars	29 juin	28 sept.	28 déc.	29 mars	28 juin	27 sept.	27 déc.	27 mars	26 juin	25 sept.	25 déc.	
1 août	1 sept.	2	2	3	4	4	2	2	2	2	2	1 oct.	31	1 avril	1 juil.	30	30	31	30	29	29	30	29	28	28	27	26	26	26	
2	2	3	3	3	5	5	3	3	3	3	3	2 16	1 janv.	2 17	2 17	1 oct.	31	1 avril	1 juil.	30	30	31	29	29	29	28	27	27	27	
3	3	4	4	4	6	6	4	4	4	4	4	2 16	1 janv.	2 17	2 17	1 oct.	31	1 avril	1 juil.	30	30	31	29	29	29	28	27	27	27	
4	4	5	5	5	7	7	5	5	5	5	5	4	3	4	4	3	2 18	3	3	2 18	1 oct.	31	2 19	2 19	2 19	30	29	28	28	
5	5	6	6	6	8	8	6	6	6	6	6	5	4	5	5	4	3	4	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29	28	28	28	
6	6	7	7	7	9	9	7	7	7	7	7	6	5	6	6	5	4	5	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29	28	28	
7	7	8	8	8	10	10	8	8	8	8	8	7	6	7	7	6	5	6	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29	28	28
8	8	9	9	9	11	11	9	9	9	9	9	8	7	8	8	7	6	7	7	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29	28
9	9	10	10	10	12	12	10	10	10	10	10	9	8	9	9	8	7	8	8	7	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29
10	10	11	11	11	13	13	11	10	10	10	10	9	8	9	9	8	7	8	8	7	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30	29
11	11	12	12	12	14	14	12	11	11	11	11	10	9	10	10	9	8	9	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19	30
12	12	13	13	13	15	15	12	12	12	12	12	11	10	11	11	10	9	10	10	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	3	2 19
13	13	14	14	14	16	16	13	13	13	13	13	12	11	12	12	11	10	11	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	2 21
14	14	15	15	15	17	17	14	14	14	14	14	13	12	13	13	12	11	12	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2 21	
15	15	16	16	16	18	18	15	15	15	15	15	14	13	14	14	13	12	13	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	
16	16	17	17	17	19	19	16	16	16	16	16	15	14	15	15	14	13	14	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	
17	17	18	18	18	20	20	17	17	17	17	17	16	15	16	16	15	14	15	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	
18	18	19	19	19	21	21	18	18	18	18	18	17	16	17	17	16	15	16	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	
19	19	20	20	20	22	22	19	19	19	19	19	18	17	18	18	17	16	17	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	
20	20	21	21	21	23	23	20	20	20	20	20	19	18	19	19	18	17	18	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	
21	21	22	22	22	24	24	21	21	21	21	21	20	19	20	20	19	18	19	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	
22	22	23	23	23	25	25	22	22	22	22	22	21	20	21	21	20	19	20	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	
23	23	24	24	24	26	26	23	23	23	23	23	22	21	22	22	21	20	21	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	
24	24	25	25	25	27	27	24	24	24	24	24	23	22	23	23	22	21	22	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	
25	25	26	26	26	28	28	25	25	25	25	25	24	23	24	24	23	22	23	23	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	
26	26	27	27	27	29	29	26	26	26	26	26	25	24	25	25	24	23	24	24	23	22	21	20	19	18	17	16	15	14	
27	27	28	28	28	30	30	27	27	27	27	27	26	25	26	26	25	24	25	25	24	23	22	21	20	19	18	17	16	15	
28	28	29	29	29	31	31	28	28	28	28	28	27	26	27	27	26	25	26	26	25	24	23	22	21	20	19	18	17	16	
29	29	30	30	30	1 avril	1 juin	31	30	30	30	30	29	28	29	29	28	27	28	28	27	26	25	24	23	22	21	20	19	18	
30	30	31	31	1 déc.	2 15	2 15	1 sept.	1 déc.	31	1 mai	31	30	29	30	30	29	28	29	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	19	
1	1	2	2	2	3	3	2 15	2 15	2 16	2 16	2 16	1 nov.	31	1 mai	31	30	29	30	30	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	
2	2	3	3	3	4	4	3	3	3	3	3	2 16	1 nov.	31	30	29	30	30	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	19	
3	3	4	4	4	5	5	4	4	4	4	4	3	2 17	1 nov.	31	30	29	30	30	29	28	27	26	25	24	23	22	21	20	
4	4	5	5	5	6	6	5	5	5	5	5	4	3	4	4	3	2 18	4	4	3	2 18	3	2 18	2 18	2 18	2 18	2 18	2 18	2 18	
5	5	6	6	6	7	7	6	6	6	6	6	5	4	5	5	4	3	4	4	3	2 19	3	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	
6	6	7	7	7	8	8	7	7	7	7	7	6	5	6	6	5	4	5	5	4	3	2 19	3	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	
7	7	8	8	8	9	9	8	8	8	8	8	7	6	7	7	6	5	6	6	5	4	3	2 19	3	2 19	2 19	2 19	2 19	2 19	
8	8	9	9	9	10	10	9	9	9	9	9	8	7	8	8	7	6	7	7	6	5	4	3	2 19	3	2 19	2 19	2 19	2 19	
9	9	10	10	10	11	11	10	10	10	10	10	9	8	9	9	8	7	8	8	7	6	5	4	3	2 19	3	2 19	2 19	2 19	
10	10	11	11	11	12	12	11	11	11	11	11	10	9	10	10	9	8	9	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	2 19	2 19	
11	11	12	12	12	13	13	12	12	12	12	12	11	10	11	11	10	9	10	10	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	2 19	
12	12	13	13	13	14	14	13	13	13	13	13	12	11	12	12	11	10	11	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2 19	3	
13	13	14	14	14	15	15	14	14	14	14	14	13	12	13	13	12	11	12	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2 19	
14	14	15	15	15	16	16	15	15	15	15	15	14	13	14	14	13	12	13	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	
15	15	16	16	16	17	17	16	16	16	16	16	15	14	15	15	14	13	14	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	
16	16	17	17	17	18	18	17	17	17	17	17	16	15	16	16	15	14	15	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	
17	17	18	18	18	19	19	18	18	18	18	18	17	16	17	17	16	15	16	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	
18	18	19	19	19	20	20	19	19	19	19	19	18	17	18	18	17	16	17	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	
19	19	20	20	20	21	21	20	20	20	20	20	19	18	19	19	18	17	18	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	
20	20	21	21	21	22	22	21	21	21	21	21	20	19	20	20	19	18	19	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	
21	21	22	22	22	23	23	22	22	22	22	22	21	20	21	21	20	19	20	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	
22	22	23	23	23	24	24	23	23	23	23	23	22	21	22	22	21	20	21	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	11	
23	23	24	24	24	25	25	24	24	24	24	24	23	22	23	23	22	21	22	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	12	
24	24	25	25	25	26	26	25	25	25	25	25	24	23	24	24	23	22	23	23	22	21	20	19	18	17	16	15	14	13	
25	25	26	26	26	27	27	26																							

TABLE DES MATIÈRES

N°		Pages
	AVERTISSEMENT.....	3

PREMIÈRE PARTIE

Les origines de la loi du 27 décembre 1920

2-5	CHAPITRE I. — <i>Les moratoires antérieurs à la guerre. — Les lois des 27 janvier et 24 décembre 1910.....</i>	5
	CHAPITRE II. — <i>Le moratoire des échéances pendant la guerre</i>	12
6	SECTION I. — <i>Textes relatifs à la prorogation des échéances</i>	12
7-8	SECTION II. — <i>Mesures restrictives du moratorium.....</i>	17
9	SECTION III. — <i>Intérêts des dettes moratoriées. — Légalité des dispositions édictant cet intérêt.....</i>	23
10	Cas des débiteurs des régions envahies.....	26
11	Cas des débiteurs mobilisés.....	27
12	SECTION IV. — <i>De la perte du droit aux intérêts en matière de valeurs négociables.....</i>	29
13	CHAPITRE III. — <i>Les travaux préparatoires.....</i>	31
13-2-14	SECTION I. — <i>Propositions de loi tendant à modifier les conditions d'application du moratorium.....</i>	33
15-16	SECTION II. — <i>Propositions et projet de loi ayant pour objet le règlement du moratorium.....</i>	35
17	SECTION III. — <i>Modifications au projet du gouvernement proposées par la Commission de la précédente législature ; le rapport Decroze.....</i>	41
18	SECTION IV. — <i>Modifications introduites dans le projet par la législature actuelle ; les rapports René Lefebvre.</i>	46
19	L'examen du projet par le Sénat.....	52

La loi du 27 décembre 1920

20	Divisions de cette partie.....	55
	CHAPITRE I. — Caractères et esprit de la loi.....	57
21	Formule de conciliation et de transition.....	57
22	Caractère de droit étroit des disposition de la loi.....	58
23	Défaut de caractère d'ordre public.....	59
	CHAPITRE II. — Champ d'application de la loi.....	59
	SECTION I. — Dettes pour lesquelles le bénéfice de la loi est accordé.....	59
24	Dettes demeurées impayées par application du moratoire.....	59
25	Dettes demeurées en dehors des prévisions de la loi...	61
26	Indifférence, pour l'application de celle-ci, de la qualité commerciale ou non du débiteur ou de la dette.....	63
27	Valeurs négociables	64
28	Conditions d'application de la loi.....	66
28-1	§ 2. Fourniture de marchandises.....	67
29	§ 3. Avances en compte ou à découvert et sur titres de valeurs mobilières ou sur effets de commerce ou garanties par ces titres ou effets.....	70
30	§ 4. Dépôts espèces et soldes créditeurs de comptes courants dans les Banques ou Etablissements de crédit ou de dépôts.....	70
31	§ 5. Fonds de commerce et d'industrie.....	72
32	Les offices ministériels.....	73
33	Les prêts effectués en vue de l'achat de fonds de commerce	74
34	Du cas où la dette résultant de l'achat d'un fonds de commerce sera garantie par une hypothèque.....	75
	SECTION II. — Débiteurs protégés.....	76
	I	
35	Enumération des débiteurs visés par la loi.....	76
36	§ 1. Mobilisés pendant un an au moins.....	78
37	Mobilisés des armées alliées.....	80
38	§ 2. Mobilisés pendant moins d'un an réformés pour cause de guerre.....	80

N°		Pages
39	§ 3. Sociétés en nom collectif et en commandite simple dont tous les associés ou gérants ont été mobilisés..	81
40-41	Du cas où ceux-ci n'ont pas été mobilisés pendant un an au moins mais ont été réformés pour cause de guerre	82
42	§ 4. Débiteurs dont l'établissement était situé ou qui exerçaient leur profession dans les localités envahies ou évacuées pendant au moins un an du fait des hostilités	83
43	Débiteurs domiciliés dans ces localités mais n'y ayant pas d'établissements	86
44	Du cas de pluralité d'établissements dont certains étaient situés en dehors de ces localités.....	87
45	Débiteurs qui ont exercé une profession pendant la guerre en pays non envahi ni évacué.....	88
46	Etablissements situés en dehors des mêmes régions, mais sinistrés	89
47	§ 5. Sociétés dont le siège et la majeure partie des établissements étaient situés dans les localités envahies ou évacuées pendant au moins un an.....	91
48	§ 6. Veuves et héritiers de tous ces débiteurs ; veuves remariées	92
49	Veuves et héritiers des disparus.....	94
50	Héritiers d'un membre d'une Société bénéficiaire de la loi, mais dissoute.....	95

II

51	Débiteurs des catégories susvisées exclus du bénéfice de la loi	95
52	Fournisseurs de guerre des Etats français ou alliés....	95
53	Débiteurs soumis à la taxe sur les bénéfices de guerre.	96
54.	Débiteurs qui n'ont point la qualité de commerçant ou de banquier.....	97

III

CAS PARTICULIERS

55	Débiteurs algériens	97
56	Débiteurs alsaciens-lorrains	97
57	Débiteurs mobilisés ayant renoncé à l'exception de mobilisation	97

N°		Pages
58	Débiteurs de nationalité étrangère en général.....	98
59	Débiteurs allemands	99
60	Débiteurs autrichiens	99
61	Débiteurs bulgares	100
62	Débiteurs turcs.....	100
	SECTION III. — <i>Créanciers auxquels la loi est opposable.</i>	101
63	La loi est opposable, en principe, à tous les créanciers même victimes de la guerre, et d'autre part sans condition de nationalité.....	101
64-64-1	§ 1. Créanciers allemands et autrichiens.....	102
	CHAPITRE III. — <i>Avantages accordés aux débiteurs bénéficiaires de la loi.</i>	105
	SECTION I. — <i>Délai légal de libération.</i>	105
66-67	§ 1. Débiteur principal	105
67-1	§ 2. Garant	107
68	§ 3. Compensation et saisie-arrêt.....	107
69	§ 4. De la déchéance du terme.....	110
	SECTION II. — <i>Report de la date des premiers paiements pour les débiteurs sinistrés.</i>	111
	SECTION III. — <i>Exemption de certains frais. Suppression de déchéances ou sanctions établies par le Code de commerce</i>	113
71	§ 1. Substitution de lettres recommandées au protêt et à sa notification.....	113
72	§ 2. Interdiction de déclaration de faillite du débiteur.	114
73	Prolongation du délai de la protection légale en ce qui concerne : 1° les combattants.....	114
74	2° les prisonniers	115
75	3° les réformés de guerre.....	115
76	Bénéfice du règlement transactionnel.....	117
77	§ 3. Cessation de paiement d'un débiteur mort pour la France	117
	SECTION IV. — <i>Réduction du taux des intérêts.</i>	119
78	Périodes successives à envisager pour la détermination de ce taux.....	119
79	Période de prorogation antérieure à la cessation des hostilités	120
80	Période de prorogation postérieure.....	122
81	Période de liquidation du moratoire.....	122
82	Du cas où les intérêts n'ont pas couru.....	123

N°		Pages
	SECTION V. — <i>Exonération des intérêts</i>	124
83	Système de la loi.....	124
I		
INTÉRÊTS MORATOIRES		
84	Cas des mobilisés.....	125
85	Cas des sinistrés.....	126
86	Conditions de l'exonération de plein droit.....	126
87	Exemples particuliers	127
88	De la présomption du défaut d'exercice d'une profession.....	128
89	Effet de la preuve contraire.....	129
II		
INTÉRÊTS CONVENTIONNELS		
90	Raisons du caractère facultatif de l'exonération.....	130
91	Conditions de cette exonération. — Charge de la preuve.....	131
92	<i>Première preuve</i> incombant au débiteur, relative à un appauvrissement en capital.....	132
93	Eléments dont il faut tenir compte.....	136
94	Cas d'insufflation du capital.....	139
95	<i>Seconde preuve</i> incombant au débiteur, en ce qui concerne la cause de son appauvrissement en capital....	140
III		
95-1	Assimilation au débiteur des tireurs, endosseurs ou garants	142
IV		
95-2	Exonération de plein droit des établissements de crédit des pays envahis des intérêts des effets par eux escomptés	143
V		
96	Refus de l'exonération au cas de paiement effectué sans réserve	144
97	Critique de l'article 19.....	145
CHAPITRE IV. — <i>Mesures établies dans l'intérêt commun</i> du débiteur et du créancier.....		146

N ^o		Pages
	CHAPITRE V. — <i>Mesures établies dans l'intérêt du seul créancier</i>	147
	SECTION I. — <i>Subrogation du créancier dans certains droits du débiteur</i>	148
100	Coupons, intérêts dûs ou versés pour dommages de guerre	148
101	Frais supplémentaires dûs ou versés pour dommages marchandises	148
102	Questions que soulève l'utilisation par le créancier de cette subrogation	150
103	Nature de celle-ci	150
104	Ses effets :	150
104	spécialement sur les coupons payés	152
106-107	sur les intérêts ou frais versés au débiteur	152
108	concours de plusieurs créanciers	154
	SECTION II. — <i>Droit du créancier sur le capital réalisé avec plus-value par le débiteur</i>	155
	SECTION III. — <i>Question de l'indemnisation des banques</i>	156
	CHAPITRE VI. — <i>Formalisme institué par la loi</i>	157
	SECTION I. — <i>Date de la cessation de la prorogation</i>	157
	SECTION II. — <i>Obligations du créancier</i>	159
112-113	§ 1. Obligations spéciales aux porteurs de valeurs négociables	159
114	§ 2. Obligations concernant les créanciers à raison de comptes courants ou de fournitures de marchandises	160
	SECTION III. — <i>Formalités imposées au débiteur</i>	161
115	Notification des conditions du règlement	161
116	Silence du débiteur en ce qui concerne les intérêts. — Indications qu'il doit fournir à cet égard	161
117	Délai	162
118	Sanction	163
119	Critique du formalisme établi par la loi, cas où le porteur ne se fait pas connaître	164
120	Cas du débiteur disparu	166
	SECTION IV. — <i>Obligation des garants</i>	167
	CHAPITRE VII. — <i>Juridiction et procédure</i>	167
	SECTION I. — <i>Commissions arbitrales de première instance</i>	168
124	1 ^o composition	168

N°		Pages
125	constitution	169
126	2° compétence	170
127	3° procédure	173
128 à 131	tentative de conciliation ; assistance judiciaire ; citation ; récusation	174
132 à 136	Audience ; comparution ; autorisation des femmes mariées ; excuses ; représentation ; assistance ; publicité de l'audience, conclusion, reproduction des débats..	178
137	Questions préjudicielles	181
137-1	Mesures d'instruction	183
138 à 141	Sentences, dépens, notification, opposition, calcul des délais	183
	SECTION II. — <i>Commission d'Appel</i>	186
142-143	Composition, fonctionnement, procédure.....	186
	SECTION III. — <i>Pourvoi en Cassation</i>	188
144-146	Formes ; délais ; assistance judiciaire ; juridiction de renvoi	188

TROISIÈME PARTIE

Décret du 28 décembre 1920

	DÉCRET DU 28 DÉCEMBRE 1920.....	192
	CHAPITRE I. — <i>Débiteurs pour lesquels le moratoire était demeuré applicable</i>	193
	SECTION I. — <i>Détermination de ces débiteurs</i>	193
	SECTION II. — <i>Avantages qui leur sont accordés</i>	196
150-151	§ 1. prorogation nouvelle	196
152	§ 2. paiements partiels	197
153	§ 3. délais supplémentaires	198
154	§ 4. exemptions de frais ou déchéances ; exercice des recours	200
	CHAPITRE II. — <i>Débiteurs pour lesquels le moratoire avait antérieurement pris fin</i>	201
	SECTION I. — <i>Détermination de ces débiteurs</i>	201
	SECTION II. — <i>Situation qui leur est faite</i>	202
156	§ 1. Situation particulière des débiteurs commerçants.	202

N°		Pages
157	§ 2. Exercice des recours contre les débiteurs de valeurs négociables	203
158	§ 3. Délais	203

QUATRIÈME PARTIE

Étude comparée des avantages accordés aux débiteurs par la loi du 27 décembre 1920 et par d'autres lois

CHAPITRE I. — Débiteurs de loyers.....	205
CHAPITRE II. — Débiteurs de dettes hypothécaires ou privilégiées.....	207
CHAPITRE III. — Acquéreurs d'habitations de famille.....	209
CHAPITRE IV. — Emprunteurs de sociétés de Crédit immobilier ou de sociétés d'habitations à bon marché et locataires acquéreurs ou attributaires de ces Sociétés.....	211
CHAPITRE V. — Contrats d'assurance, de capitalisation et d'épargne.....	212
CHAPITRE VI. — Débiteurs à raison d'opération de bourse à terme.....	215
CHAPITRE VII. — Débiteurs de marchés à livrer.....	216
CHAPITRE VIII. — Débiteurs français ayant leurs exploitations en Russie	217
CHAPITRE IX. — Débiteurs français victimes de dommages de guerre à l'étranger	218
CONCLUSION	219

ANNEXES :

Loi du 27 décembre 1920.....	226
Décret du 28 décembre 1920.....	239
Tableau indiquant, pour toutes les échéances prorogées, la date de la cessation de la prorogation.....	246

Vu :
Le Président,
Albert WAHL.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

